

Bouteflika IV L'heure des décisions

NewAfrican

LE MAGAZINE DE

L'AFRIQUE

GRUPE IC PUBLICATIONS

Juin - Juillet 2014 | N° 38

Maroc

Cette jeunesse
qui inquiète

Sénégal

Test pour Macky Sall

**L'Afrique est
l'avenir de l'Europe**

Dov Zerah

**Comprendre
la complexité
de l'Afrique**

Jean-Michel Severino



Sécurité en Afrique

LE SAHEL

**AU CŒUR DE LA LUTTE
CONTRE LE TERRORISME**

Bimestriel
● France: 3,50 €
● Zone euro: 4 €
● Zone CFA: 2 000 F.CFA
● Algérie: 260 DA
● Tunisie: 3,5 DT
● Maroc: 25 DH
● Suisse: 8 FFs
● Royaume-Uni: 3,50
● Canada: 5,50 \$ CAN
● USA: 5,50 \$ US

ISSN: 1960-730X

M 09134 - 38 - F: 3,50 € - PD



ROND POINT DE L'AEROPORT, COTONOU - BENIN. 6 AVRIL 2025. 11:45:05



Au cœur du développement Au cœur de l'Afrique



**BANK
OF
AFRICA**

www.bank-of-africa.net

GRUPE BANK OF AFRICA

FRANCE
IC PUBLICATIONS
609 Bât. A
77, RUE BAYEN
75017 PARIS
Tél: + 33 1 44 30 81 00
Fax: + 33 1 44 30 81 11
Courriel: info@icpublications.com
Site Internet: www.icpublications.com

GRANDE-BRETAGNE
IC PUBLICATIONS
7 COLDBATH SQUARE
LONDON EC1R 4LQ
Tél: + 44 20 7841 32 10
Fax: + 44 20 7713 78 98
E-mail: icpubs@africasia.com
Website: www.africasia.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alif Ben Yedder

ÉDITEUR
Omar Ben Yedder

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Lella Ben Hassen
l.benhassen@icpublications.com

RÉDACTEUR EN CHEF
Hichem Ben Yaïche

COORDONNATEUR DE LA RÉDACTION
Junior Ouattara

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Laurent Soucaille

RÉDACTION
Christian d'Alayer, David Baché,
Bénédicte Châtel, Gérard Cholsnet,
Olivier Desau, Mame Diarra Diop, Beaugas-
Orain Djoyum, Julien Evina, Amour Ebovi,
Anne Guillaume-Gentil, Yasmina Lahlou,
Marc Lavergne, Nadia Henni-Moulaï,
Christine Holzbauer, Rida Kell,
Regina Jere-Malanda, Carole Lambert,
Samia Lokmane-Khalil, Christelle Marot,
Mélanie Matarese, Véronique Naramé,
Babacar Justin Ndlaye, Tiégo Tiemtoré,
Antonin Tisseron,
Guillaume Well-Raynal

DIRECTION ARTISTIQUE
Daniel Benharrosh

V.P. DÉVELOPPEMENT
Saliba Mameh
s.mameh@icpublications.com

DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT
Nathalie Desaut-Toukara
nathalie31@hotmail.com
+ 221 77 190 33 22

COMMUNICATION / PUBLICITÉ
Medrine Chitty, Eliée Marie,
Darren Moore, Nadia Osho-Williams,
Nick Rosefield

PRODUCTION
Richard Briggs
r.briggs@icpublications.com

DIFFUSION
Nick Waller, Jean-Claude Bétard

ABONNEMENTS
Françoise Peter
peter@icpublications.com
1 an 6 numéros: 40€
www.icpublications.com

BUREAU MAGHREB
Nejib Ben Yedder
n.benyedder@icpublications.com

IMPRIMER
Headley Brother Ltd.
Ashford, Kent TN24 8HH

CRÉDITS PHOTOS
AFP (sauf mention particulière)

NUMÉRO DE COMMISSION PARITAIRE
0118 K 89310
Dépôt légal: Juin 2014
ISSN: 1960-730X
© 2014 IC PUBLICATIONS Ltd



5 **SOMMET DE PARIS**
POUR LA SÉCURITÉ AU NIGÉRIA
Front uni contre Boko Haram

8 **Vers un « G5 Sahel » pour**
lutter contre le terrorisme

10 **Les terroristes prospèrent**
sur la défaillance des États

14 **La magistrale leçon**
de Jean Ping

MAGHREB

LIBYE

18 La justice à pas comptés

TUNISIE

20 Une cartographie politique bousculée

22 Le difficile calendrier électoral

MAROC

24 Cette jeunesse qui inquiète

Algérie À l'heure de Bouteflika IV

27 Cinq ans pour sortir de l'impasse

29 Tout le monde veut sa transition

31 Les inégalités demeurent

34 La diaspora veut toute sa place

36 Un marché en pleine croissance

OPINION

40 Jean-Michel Severino
*"Nous devons mieux comprendre
la complexité de l'Afrique"*

46 Pouria Amirshahi
Au cœur de la diplomatie parlementaire

48 Dov Zerah
"L'Afrique est l'avenir de l'Europe"

52 Quelle voie pour le développement ?

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SÉNÉGAL

66 Fin de parcours pour la coalition
Benno Bokk Yakaar

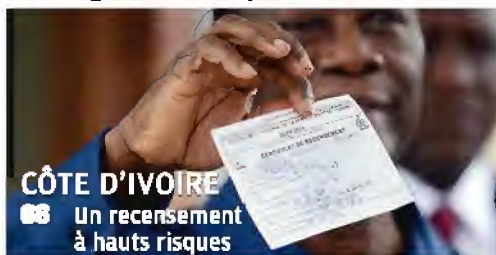
68 Un patron pour l'Émergence

MALI

68 Moussa Mara peut-il
imposer la transparence ?

GUINÉE

64 Le gouvernement peine à convaincre



CÔTE D'IVOIRE
68 Un recensement
à hauts risques

BURKINA FASO

68 Les hommes de Blaise Compaoré

CULTURE

76 Amobé Mévégé
Il faut donner du rêve aux gens

Notes de lecture

80 Mali, ô Mali

81 Meurtre à Tombouctou



Des femmes du Nigeria manifestent après l'enlèvement de lycéennes par Boko Haram. Le slogan «Rendez-nous nos filles» a été repris dans le monde entier.



Sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria

FRONT UNI CONTRE BOKO HARAM

Quatre chefs d'États voisins du Nigérian Goodluck Jonathan (Bénin, Cameroun, Niger, Tchad) se sont retrouvés à Paris, à l'invitation de François Hollande, afin d'unir leurs efforts pour lutter contre Boko Haram.

Par Christine Holzbauer

De gauche à droite, sur le perron de l'Élysée, posent Mahamadou Issoufou (Niger), Idriss Deby Itno (Tchad), Goodluck Jonathan (Nigeria), François Hollande (France), Paul Biya (Cameroun), Thomas Boni Yayi (Bénin).



Capture d'écran réalisée par l'AFP d'une vidéo de Boko Haram, le 12 mai 2014. Abubakar Shekau y revendique l'enlèvement de 270 lycéennes.

Un sommet pour se réconcilier ? On aurait pu le penser samedi 17 mai à voir les chefs d'États africains réunis à Paris autour du Président français lors d'une conférence de presse à l'issue de leurs travaux. Mahamadou Issoufou du Niger figurait à la tribune, aux côtés de son aîné Paul Biya du Cameroun et de Goodluck Jonathan, le président du Nigeria, toujours affublé de son chapeau de *cow-boy*. La « brouille territoriale » du Nigeria avec le Cameroun avait jusque-là « terriblement compliqué la gestion géostratégique de la région », confie un diplomate français. De l'autre côté de François Hollande Idriss Deby Itno, du Tchad

et Yayi Boni, du Bénin. Autour de la France qui s'est invitée, donc, un « Club des cinq » d'États africains les plus à risque face à la menace que font peser les groupes islamistes de Boko Haram sur la région. « *Boko Haram est devenu une menace majeure pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et maintenant pour l'Afrique centrale* », a souligné le Président français, pour qui « *ses liens avec Agmi [Al-Qaïda au Maghreb islamique] et d'autres organisations terroristes ont été établis* ».

Un mois après l'enlèvement de lycéennes par Boko Haram, Paris a décidé d'accueillir ce mini-sommet autour du président nigérian, dont la

stratégie face au groupe islamiste est de plus en plus contestée. Hasard du calendrier ou véritable émotion ? Interrogé sur le calendrier de cette nouvelle initiative africaine de la France, François Hollande a botté en touche : *« en fait, c'est le président du Nigeria dont je suis devenu très proche, comme vous le savez, qui m'a demandé d'organiser cette rencontre au sommet lors de ma visite d'État au Nigeria en février dernier »*, a-t-il expliqué. Mais la présence à Paris de Wendy Sherman, la sous-secrétaire d'État américaine aux affaires politiques, de William Hague, secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères et au Commonwealth, ainsi que d'Herman van Rompuy, président du Conseil européen, montre bien que, au-delà des enjeux sécuritaires, la France voulait également marquer les esprits.

Le 14 avril dernier, 270 lycéennes ont été enlevées à Chibok, dans le Nord-Est du Nigeria. Les vidéos terrifiantes du chef de la secte de Boko Haram, Abubakar Shekau, menaçant de marier de force les jeunes femmes ou d'en faire des esclaves, a provoqué un mouvement d'indignation mondial. Ces violences s'ajoutent aux attaques sanglantes de Boko Haram qui ont fait des milliers de morts partout dans la sous-région. *« On ne parle que de cela*

dans les médias occidentaux alors qu'elles sont toujours vivantes ! », fait observer en aparté un ministre camerounais. Sur-tout, ces violences ont attiré l'attention sur celles perpétrées par l'armée nigériane ainsi que sur l'incurie gouvernementale pointée du doigt par les plus proches alliés du Nigeria, et notamment les États-Unis.

Washington a classé, en novembre 2013, Boko Haram sur la liste des *« organisations terroristes étrangères »* et a mobilisé hommes et équipements pour aider à retrouver les lycéennes. La sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, Linda Thomas-Greenfield, avait d'ailleurs fustigé *« la lenteur tragique et inacceptable »* de la réponse du gouvernement nigérian face à la crise. De fait, le président nigérian ne s'est ému du sort des jeunes filles seulement que deux semaines après leur enlèvement. Et la veille de sa venue à Paris, il a annulé une visite annoncée à Chibok, la localité de l'État de Borno où s'est produit l'enlèvement.

« Ces jeunes filles viennent de tout l'État, et c'était difficile de rencontrer les familles à un seul endroit. Aussi j'ai décidé au dernier moment d'annuler ma visite à l'école », s'est-il justifié. Paris, de son côté, s'est bien gardé de critiquer



publiquement son nouvel allié anglophone, *« l'une des plus grandes puissances économiques du continent et la vingtième dans le monde »*, a souligné François Hollande. Le Président français a déclaré qu'il préférerait aider le Nigeria à mieux organiser son armée sur place *« car nous pensons que les jeunes filles sont toujours au Nigeria »*.

Coopération régionale

Profitant de l'excellence des relations entre Paris et Abuja depuis 2012, la France a proposé de coordonner la lutte contre Boko Haram au niveau sous régional. *« Il s'agit d'un plan global visant à échanger les informations, à coordonner les actions, à contrôler les frontières et à agir de façon appropriée »,* a insisté le Président français. *« Boko Haram a une stratégie anti-civilisationnelle de déstabilisation du Nigeria mais aussi de destruction des principes fondamentaux de la dignité humaine »*. Une intervention militaire occidentale contre Boko Haram est toutefois exclue, a répété l'Élysée, et encore moins une intervention de la France, déjà très engagée sur le continent africain avec les opérations au Mali et en Centrafrique.

En revanche, Paris qui dispose de troupes au Tchad et au Niger, et qui a eu plusieurs ressortissants pris en otages dans la région, *« peut se prévaloir d'une véritable expertise pour donner l'impulsion nécessaire à cette lutte »*, juge un



Paris s'est bien gardé de critiquer publiquement son nouvel allié anglophone, *« l'une des plus grandes puissances économiques du continent et la vingtième dans le monde »*, a souligné François Hollande. Le Président français a déclaré qu'il préférerait aider le Nigeria à mieux organiser son armée sur place

Engagements pris par le Sommet

La Commission du bassin du lac Tchad va être relancée. Il s'agira, dans un premier temps, d'*« instituer une équipe dédiée qui identifiera les moyens à mettre en œuvre et élaborera, dans un second temps, une stratégie régionale de lutte contre le terrorisme »*. Cette approche s'inscrit dans la logique du sommet de la Commission du bassin du lac Tchad de 2012. Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Union Européenne (UE) coordonneront leur soutien à cette coopération régionale : expertise technique, programmes de formation, soutien à des programmes de gestion des espaces frontaliers. Autre piste également abordée, *« la mise en place de sanctions internationales, en priorité dans le cadre des Nations unies, à l'encontre de Boko Haram, d'Ansaru et de leurs principaux responsables »*. Enfin, une mobilisation sera engagée en faveur des zones marginalisées et de leurs populations fragiles, notamment les femmes exposées aux violences. *« Le P3 et l'UE s'engagent à mobiliser les bailleurs de fonds en faveur de programmes favorisant le développement socio-économique des régions concernées, avec un accent particulier sur l'égalité femme-homme, les droits des femmes et des filles et notamment leur droit à l'éducation, le renforcement de la participation des femmes à tous les processus de décision ainsi que le soutien aux victimes de violences sexuelles (assistance juridique, aide médicale et soutien psycho-social) »*. L'UE dédiera divers

programmes en ce sens et *« renforcera son action de lutte contre la radicalisation »*. Les participants ont convenu que la première réunion de suivi se tiendrait au Royaume Uni, en juin, pour effectuer un point au niveau ministériel des progrès de ce plan d'action.



La sous-secrétaire d'État américaine aux Affaires africaines, Linda Thomas-Greentfield.

responsable militaire français. François Hollande a rappelé que la France avait des Rafale à N'Djaména *« qui peuvent effectuer des missions de reconnaissance à tout moment »*, ainsi que deux drones au Niger. *« Il n'est pas besoin pour la France de déployer des unités militaires, elles sont présentes dans la région »*.

En conséquence, le plan adopté par le sommet de Paris prévoit *« la coordination du renseignement, l'échange d'informations, le pilotage central des moyens, la surveillance des frontières, une présence militaire autour du lac Tchad et une capacité d'intervention en cas de danger »*, précise l'Élysée. François Hollande a confirmé que *« la plateforme de coordination des renseignements »* serait installée à N'Djaména.

Ce sommet intervient alors que Paris est en train de réorganiser son dispositif militaire en Afrique pour mettre

en avant *« une conception régionale du contre-terrorisme »*, explique le ministre français de la Défense ; Jean-Yves Le Drian devrait détailler prochainement le dispositif mobilisant 3 000 soldats français dans la bande sahélo-saharienne. Pour l'instant, ces troupes sont regroupées à Abidjan.

« Nous sommes ici pour déclarer la guerre à Boko Haram ! », s'est exclamé Paul Biya. Soulignant *« la détermination »* du Tchad à faire face aux terroristes qui gangrèment la région, Idriss Deby a expliqué que *« ces terroristes ont déjà fait du mal dans la sous-région. Les laisser continuer, c'est prendre le risque de laisser l'ensemble de la zone, l'ensemble de l'Afrique, dans le désordre »*.

Rapprochement Cameroun-Nigeria

De son côté, Boni Yayi s'est félicité : *« Nous sommes décidés à mutualiser nos*

efforts, nos ressources au plan régional et international. L'intolérance religieuse n'a plus sa place en Afrique ». De son côté, Mahamadou Issoufou s'est réjoui que le sommet de Paris ait permis de discuter du long terme et *« du développement économique et social de la zone »*.

Commentant les difficultés à dialoguer entre le Cameroun et le Nigeria depuis leur *« différend territorial sur Bakassi »*, un expert béninois s'est réjoui de cette opportunité pour les deux Présidents, Paul Biya et Goodluck Jonathan, de se retrouver assis côte à côte, pour discuter de sécurité régionale : *« C'est la clé à toute action commune contre Boko Haram, car les frontières sont très poreuses entre les deux pays »*. Le début d'une coopération entre le Nigeria et le Cameroun, pays menacés par Boko Haram, est à cet égard très attendu. Les deux voisins ont amorcé une timide normalisation de leurs relations. Avec le Niger, où de violents combats ont opposé début mai l'armée à des éléments de Boko Haram, la coopération existe déjà, mais est limitée par la faiblesse des moyens disponibles. Reste le Tchad. ■

Le début d'une coopération entre le Nigeria et le Cameroun, pays menacés par Boko Haram, est à cet égard très attendu. Les deux voisins ont amorcé une timide normalisation de leurs relations.

Niger

VERS UN « G5 SAHEL » POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME

Pour la première fois de son histoire, le Niger a subi des attentats terroristes, en 2013. La paix relative actuelle ne masque pas les dangers. Les pays de la région s'organisent, avec le soutien de la France et des États-Unis

Par Sami Aboubacar

L'engagement affiché du président nigérien, Issoufou Mahamadou, à lutter contre le terrorisme a bénéficié du soutien des pays de la sous-région. Le Niger a signé plusieurs accords de coopération avec la Mauritanie et le Nigeria. Au-delà des efforts consentis par le pouvoir de Niamey, des réponses régionales sont également apportées. La région sahélo-saharienne compte désormais sur la création du « G5 Sahel », décidée par les chefs d'État du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale.

Depuis les attentats du 23 mai et du 1^{er} juin 2013, le Niger qui a su contrer deux rébellions armées au Nord, connaît « une paix relative », selon les mots du président Issoufou Mahamadou. Qui ajoute que cette paix est « grâce à Dieu, le résultat d'un effort colossal consenti par l'État et des sacrifices des éléments des forces de défense et de sécurité, parfois au prix de leur vie ».

Le chef de la mission civile Eucap Sahel Niger, Filip de Ceuninck, observe : « Le Niger est un État stable dans une région instable. On doit le garder stable comme il est et ce, même pour avoir une plateforme pour attaquer ce qui se passe autour de lui. Il est de l'intérêt de l'Union européenne et du Niger de travailler pour garder cette stabilité ».

Face aux menaces terroristes, le Niger a adopté diverse approches repo-

sant sur des réponses militaires, socio-économiques et judiciaires. Dans son discours-bilan, marquant ses trois ans au pouvoir, le Président a tenu à faire cette mise au point : « En dépit des résultats obtenus, nous ne dormirons pas sur nos lauriers. Nous devons créer de nouveaux centres d'instruction qui vont recruter et former plus d'hommes, créer de nouvelles places d'armes et répartir leur implantation sur le vaste territoire nigérien. Tous ces efforts pour qu'à terme, tout ennemi sache ce qu'il lui en coûtera de nous attaquer. Ces mesures ont permis au Niger de faire face aux menaces sécuritaires et de garantir une certaine stabilité ». Cependant, le développement du terrorisme dans l'espace sahélo-saharien est loin de connaître son épilogue. « À la demande du gouvernement nigérien, l'Union européenne a pris la décision de prolonger la mission Eucap Sahel Niger de deux ans », explique Filip de Ceuninck.

La menace est devenue réelle dans ce pays situé à la jonction de trois sources d'insécurité : le Sud de la Libye, qui a longtemps servi de zone de transit et de

trafic en tous genres, la frontière avec le Nigeria où le pays fait face à l'extrémisme religieux, et le Nord-Mali, toujours instable.

Surtout, les autorités nigériennes craignent des représailles suite à leur prise de position favorable à la France et aux États-Unis. Avec l'occupation du Nord Mali, les djihadistes avaient menacé tout pays « qui oserait envoyer ses troupes au Mali ou qui collaborerait avec l'envahisseur ». Le Niger, qui a déployé près de 500 hommes dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali et plus de 800 soldats dans le cadre de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma), est devenu l'allié principal de la France et des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. « Le pays sert de base arrière au lancement de drones de surveillance occidentaux », indique un expert.

Menaces persistantes

Des prises de position auxquelles s'ajoutent divers intérêts français, notamment ceux d'Areva. En représailles à la politique de fermeté adoptée contre la secte Boko Haram qui sévit sur la frontière sud avec le Nigeria, le chef d'état-major des armées nigériennes a reconnu que cette dernière « envisage de s'en prendre aux marchés et autres lieux de rassemblement ». Une vingtaine d'éléments appartenant à cette secte, soupçonnés de préparer des attaques à

L'absence d'une autorité centrale en Libye favorise le fourmillement de la criminalité organisée, ce qui constitue un souci aussi bien pour le Niger que pour la communauté internationale.



Des soldats maliens patrouillent à Kidal.

Diffa (à l'est), ont été arrêtés. *« Ce qui se passe au nord du Nigeria, se passe presque à l'intérieur de nos frontières »,* fait observer le chef de la diplomatie du Niger, Mohamed Bazoum.

Vaste territoire (1 267 000 km²), le Niger est entouré d'États politiquement fragiles comme la Libye. Avec ses frontières jusqu'ici incontrôlables, le pays éprouve des difficultés à marquer son autorité politique. *« Le gouvernement s'est attelé à la mise en œuvre de la doctrine relative à la restauration du monopole de violence de l'État sur l'ensemble du territoire national »,* fait pourtant savoir la présidence de la République.

La mobilité des populations autour des frontières avec le Mali et le Nigeria constitue une autre source d'inquiétudes. Du côté malien, plus de 50 000 réfugiés étaient installés depuis 2012 sur le sol nigérien, répartis dans les régions de Tillabéry et Niamey. Le HCR relate le retour volontaire des réfugiés maliens, amorcé depuis novembre 2013.

Le Niger compte 1 500 km de frontière commune avec le Nigeria et de part et d'autre, on retrouve les mêmes populations qui partagent les mêmes langues et les mêmes cultures. Avec la Libye,

les difficultés restent entières : les deux attentats d'Agadez et Arlit, en mai 2013, étaient attribués *« à des groupes venus de Libye »* où, selon Mohamed Bazoum, *« l'État n'a pas assis toute son autorité et ne contrôle pas le pays »*.

La base militaire, un sujet tabou

Selon lui, *« la situation est préoccupante »*. Aussi, *« tant que la Libye n'est pas stabilisée, la région court un grand risque de déstabilisation »*. *« C'est hyper-compliqué »,* reconnaît le chef de la mission civile Eucap Sahel Niger. Qui explique : *« L'absence d'une autorité centrale en Libye favorise un fourmillement de la criminalité organisée, ce qui constitue un souci aussi bien pour le Niger que pour la communauté internationale »*. Le ministère italien de l'Intérieur aurait identifié quelque 800 000 immigrants africains prêts à partir de la Libye pour l'Europe ; la plupart ont transité par le Niger.

Dans ce contexte, la question de la base militaire reste un sujet tabou, entendent *« secrets-défense »*. Les officiels nigériens ne veulent pas reconnaître la présence des forces étrangères au Niger. *« Quelques hommes sont cantonnés au sol pour les*

besoins de surveillance aérienne, avec des installations plus ou moins sommaires », concède Mohamed Bazoum. *« Je ne sais rien. Il existe sans doute des accords entre la France et le Niger ou entre les États-Unis et le Niger qui est un pays souverain, il fait ce qu'il veut »,* juge Filip de Ceuninck.

La France apparaît comme le partenaire stratégique *« ayant toujours soutenu les pays du Sahel dans leurs actions de lutte contre le terrorisme »,* a reconnu le chef d'état-major des armées nigériennes Seyni Garba, dans un discours prononcé à l'ouverture de la réunion du G5 Sahel à Niamey. Mais c'est le chef d'état-major des armées françaises qui donne plus d'informations sur les intentions de la France en la matière. À l'issue d'un entretien avec le président Issoufou Mahamadou, Pierre de Villiers a fait part de l'appui que l'armée française apportera au Niger dans la lutte contre le terrorisme, à travers *« la mise en place du dispositif français destiné à couvrir l'ensemble de la bande sahélo-saharienne »*.

Aux côtés de la France, les États-Unis s'engagent à aider la région dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, mais ses représentants se montrent discrets. ■

ENTRETIEN

Habib Sayah

Chercheur, expert en questions de terrorisme

LES TERRORISTES PROSPÈRENT SUR LA DÉFAILLANCE DES ÉTATS

Al-Qaïda, AQMI, Ansar Charia, Signataires par le Sang, Al-Murabitoun... Quelles sont ces organisations jihadistes actives dans la région du Maghreb, leurs objectifs et leurs stratégies ? Réponses d'un spécialiste tunisien du terrorisme, Habib Sayah.

Propos recueillis par Rida Kéfi

Quelles sont les principales organisations jihadistes implantées en Afrique du Nord ? Ont-elles des relations avec celles du Moyen-Orient ?

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est très certainement la principale organisation jihadiste dans la région. Issue du Groupe salafiste pour la prédication et le combat qui s'est illustré durant la guerre civile algérienne, AQMI est dirigée par Abdelmalek Droukdal, également connu sous le nom d'Abou Moussab Abdelwadoud.

Dominée par les Algériens pour des raisons tant historiques que géographiques, AQMI est officiellement rattachée au commandement central d'Al-Qaïda depuis 2006, avec pour principale mission de lutter contre l'influence française dans la région. Davantage tournée vers le « jihad de proximité » depuis les révolutions arabes de 2011, AQMI incarne l'orthodoxie d'Al-Qaïda, fidèle en tout point aux instructions d'Ayman Zawahiri.

Cela n'a pas toujours été le cas, notamment lorsqu'elle comptait parmi ses commandants régionaux Mokhtar Belmokhtar, qui est aujourd'hui à la tête de l'un des groupes les plus récents, à l'origine de la prise d'otages spectaculaire d'In Amenas.

Belmokhtar, qui faisait la liaison entre AQMI et les Touaregs du Mali, a été désavoué par Droukdal, fin 2012. Électron libre, il refusait en effet de se conformer aux instructions que lui adressait Zawahiri, « émir-en-chef » d'Al-Qaïda : éviter d'aliéner les populations civiles au Mali, ne pas attaquer de civils musulmans, ni profaner de mausolées... Dans un document retrouvé au Mali, on lit que Droukdal lui reproche également de ne pas avoir transmis sa comptabilité au commandement central et,

plus généralement, son insubordination. Suite à cette rupture, Belmokhtar a annoncé la création de sa propre organisation, les Signataires par le Sang, devenue par la suite Al-Murabitoun. Impliqué dans les trafics en tous genres, ses activités s'étendent de la Mauritanie à la Libye au nord, et jusqu'au Nigeria, plus au sud.

La nouveauté directement issue de ce que l'on a appelé le « Printemps Arabe » a pris la forme d'un ensemble de groupes dénommés Ansar Charia. Le premier d'entre eux, créé en Tunisie en 2011, a fait des émules puisque des groupes portant le même nom sont apparus en Mauritanie, au Maroc, en Libye et en Égypte. Bien que niant la légitimité des frontières des États-nations qu'ils qualifient de diktat impérialiste imposé par l'Occident, ces groupes circonscrivent leurs activités à l'échelle locale.

Tous ces groupes entretiennent des relations plus ou moins étroites avec des organisations jihadistes transnationales ou étrangères, notamment Al-Qaïda central. Mais les liens les plus visibles aujourd'hui associent les jihadistes maghrébins à Jabhat Al-Nusra en Syrie et à l'État islamique en Irak et au Levant (Daâch), deux organisations désormais rivales mais auxquelles les Maghrébins envoient régulièrement des volontaires.

Est-il juste de dire que la Libye est devenue l'espace d'ancrage de ces organisations ?

Je ne parlerais pas d'espace d'ancrage mais plutôt de havre où les organisations jihadistes bénéficient d'une liberté et d'une marge de manœuvre inédites, du fait de l'incapacité de l'État libyen à faire régner l'ordre et la sécurité sur son territoire. C'est au Fezzan, le quart Sud-Ouest de la Libye, que Belmokhtar s'est réfugié



suite à l'intervention française au Mali. Il y bénéficie du soutien de groupes Touaregs associés à ses activités de contrebande, ainsi que de la sympathie des organisations jihadistes locales. C'est aussi en Libye que certaines figures d'Ansar Charia en Tunisie se sont installées après que le gouvernement a pris des mesures contre cette organisation. Laquelle a pu compter sur le soutien de son groupe homonyme libyen. La Libye est également l'un des points de passage privilégiés des Maghrébina sur la route du jihad au Levant. Ils y trouvent un soutien logistique ainsi que des camps d'entraînement.

Si les stratégies américaine et britannique ont échoué en Irak et en Afghanistan, c'est essentiellement parce que leur doctrine contre-insurrectionnelle extrêmement sophistiquée incorporent la dimension politique et culturelle de la menace.

Quels sont les objectifs des groupes jihadistes et leurs stratégies vis-à-vis des pouvoirs en place dans la région ?

La nouvelle donne en matière de stratégie jihadiste au Maghreb, c'est Ansar Charia. C'est sa dimension politique et sociale qui la distingue de la vieille école incarnée par le jihad algérien.

En effet, Ansar Charia, notamment dans ses variantes tunisienne et libyenne, a déployé des efforts monumentaux pour développer une action sociale digne des plus grandes organisations humanitaires : distributions de nourriture, soins, fournitures scolaires, etc. En Tunisie, l'organisation a même mis en place une sécurité sociale informelle sans cotisation pour les nécessiteux et s'appuyant sur un système de tiers-payant à travers des partenariats avec des pharmaciens implantés dans certaines zones défavorisées. Ansar Charia en Libye, qui est davantage militarisée que sa cousine tunisienne, a également mené des actions sociales, parfois de dimension internationale en envoyant de l'aide humanitaire au Soudan, par exemple. Bien qu'il leur arrive de verser dans la violence, l'objectif de ses membres est avant tout l'établissement de vastes

mouvements sociaux acquis à la cause du jihad. Pour y parvenir, ils concurrencent les États défaillants auprès des populations les plus vulnérables. Leurs manifestations violentes, comme les attaques de septembre 2012 contre les missions diplomatiques américaines, à Benghazi et à Tunis, ne forment pas le cœur de leur stratégie qui est bien plus sophistiquée et politisée.

Ces jihadistes ne reconnaissent absolument pas la légitimité de l'État, encore moins son autorité. Ils qualifient ses forces de sécurité et ses dirigeants de *taghuts*, c'est-à-dire de tyrans. Pour eux, la participation démocratique n'est pas une option et équivaldrait à un acte d'apostasie. À terme, leur stratégie a pour objectif ultime la chute des régimes, qu'ils soient démocratiques ou non, et leur remplacement par le Califat. Cette abolition de la République, ou de la Monarchie, ne pourrait se faire sans résistance de la part de l'État, et impliquerait nécessairement une lutte armée. C'est en cela qu'Ansar Charia se distingue des salafistes dits « *quiétistes* » que la guérilla ne concerne pas.

Les jihadistes d'Ansar sont néanmoins conscients qu'ils doivent atteindre une certaine masse critique et recueillir l'adhésion populaire à leur projet avant de pouvoir prétendre abolir l'État. D'où cette forme de jihad centrée sur la population et s'appuyant davantage, dans sa première étape, sur l'action sociale que l'action armée.

Quelle est la place de l'organisation tunisienne Ansar Charia dans cette nébuleuse ?

Ansar Charia en Tunisie a joué un rôle pionnier en mettant en pratique ce nouveau jihad promu et soutenu par des idéologues extrêmement influents comme le Palestinien Abu Qatada, le Jordanien Maqdisi et le Mauritanien Shinqiti. Seule organisation jihadiste opérant dans l'environnement permissif qu'était celui de la nouvelle Tunisie démocratique, Ansar Charia a fait de ce pays un laboratoire d'expérimentation sociale et, pour y parvenir, a obtenu le blanc-seing d'Al-Qaïda qui s'est engagée à ne rien faire qui risquerait d'entraver ou de faire échouer les efforts de prédication menés par Ansar Charia.

Comptant une cinquantaine de membres au moment de sa création, l'organisation salafiste a, grâce à la stratégie de son fondateur Abou Iyadh, absorbé la quasi-totalité des groupuscules jihadistes concurrents en Tunisie, pour atteindre une base estimée à 10 000 adhérents, au terme de la première année. Abou Iyadh a réalisé ce qu'aucun autre émir jihadiste n'avait pu accomplir : construire un

Ansar Charia, notamment dans ses variantes tunisienne et libyenne, a déployé des efforts monumentaux pour développer une action sociale digne des plus grandes organisations humanitaires : distributions de nourriture, soins, fournitures scolaires...



Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est dirigée par Abdelmalek Droukdel, également connu sous le nom d'Abou Moussab Abdelwahed. AQMI est très certainement la principale organisation jihadiste dans la région.

véritable mouvement social de masse, perçu par ceux qu'il côtoie comme une organisation de bienfaisance. Avant l'apparition d'Ansar, l'idéologie jihadiste était marginale, y compris dans les milieux salafistes. Aujourd'hui, elle fait partie du paysage politique, social et culturel tunisien.

Les choses ont néanmoins changé après que le gouvernement ait classé Ansar Charia comme une organisation terroriste sur la base d'accusations relatives aux assassinats des leaders d'opposition Chokri Belaid et Mohamed Brahmi. Ansar Charia fait désormais profil bas, mais ses milliers de membres sont incorporés dans le tissu social. Il est difficile pour le moment de prédire leur prochain mouvement.

Il est vrai que le leadership de l'organisation a choisi la voie de l'exil. Certains s'abritent en Libye, comme Abou Iyadh, tandis que d'autres sont passés en Syrie où ils bénéficient d'une aura prestigieuse. Certains ont même intégré la direction de Jabhat Al-Nusra ou celle de l'État islamique au Levant et en Irak. La question qui se pose d'un point de vue tunisien est celle du retour : quand, comment et avec quelles intentions ? Toutefois, pour ceux qui ont gagné le front syrien, le retour n'est pas forcément une option envisagée. En effet, la perspective d'un véritable califat au Levant est palpable, du moins dans la perception des jihadistes, et certainement davantage qu'en Tunisie. Nombreux sont ceux qui préfèrent participer à cette entreprise jusqu'au bout.

Quelles significations donner aux enlèvements en Libye, notamment de diplomates ?

À mon sens, ces enlèvements ne sont pas des actes intrinsèquement jihadistes. L'enlèvement de diplomates jordaniens et tunisiens avait pour seul objectif la libération de prisonniers appartenant au courant jihadiste libyen par les gouvernements respectifs de ces pays. Les auteurs, toujours anonymes, semblent faire partie d'un groupe ou d'un groupuscule salafiste libyen bénéficiant de

complicités tunisiennes. Cet anonymat permet aisément de conclure qu'ils n'ont pas réalisé ces enlèvements pour en tirer un quelconque bénéfice médiatique ou pour accroître leur notoriété. Toute spéculation sur l'identité de ces auteurs serait hasardeuse. Il est clair, néanmoins, que ce groupe est libyen et non tunisien comme l'ont prétendu de nombreux médias basés en Tunisie. Il peut s'agir de l'une des centaines de milices présentes en Libye, et plus précisément d'une milice indépendante d'obédience salafiste. Ce peut également être Ansar Charia en Libye, mais cette organisation dont le bastion se trouve en Cyrénaïque aurait eu plus de difficultés à réaliser ce type d'opérations à Tripoli sans se heurter à l'hostilité des puissantes milices de Misrata, passage quasi-obligé entre le Nord-Est du pays et la capitale. Je pencherais donc pour une milice basée en Tripolitaine, mais à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas en avoir la certitude.

Comment contrer ces mouvements sur les plans régional et international ?

Sur le plan régional, la priorité est la coopération en matière de renseignement. Les groupes jihadistes maghrébins entretenant des liens de coopération, leurs membres migrent d'un pays à l'autre et montent des opérations communes. L'axe tuniso-algérien est la voie de coopération la plus prometteuse. Pour l'heure, la Libye n'est pas un candidat crédible pour la coopération intergouvernementale en matière de sécurité. On peut difficilement envisager un partenariat efficace avec un pays où les armes et le pouvoir sont dispersés entre plusieurs centaines de milices indépendantes et dont l'armée nationale désobéit ouvertement à son chef de gouvernement.

Quant à la coopération avec les États-Unis et l'Europe, elle doit être un pilier essentiel de la lutte contre le jihadisme en Afrique du Nord. Cependant, la coopération avec ces pays, sous sa forme actuelle, n'est pas satisfaisante. Je pense notamment au cas de la Tunisie dont l'armée est inexpérimentée face à ce type de menaces.

Les troupes tunisiennes reçoivent une aide de plusieurs pays occidentaux sous forme d'équipement et d'entraînement. Le problème est qu'il s'agit d'un entraînement basique en matière de contre-terrorisme : des méthodes inadéquates à la menace nouvelle que représente la stratégie jihadiste actuelle. Les mouvements de type Ansar Charia sont, dans le vocabulaire militaire, davantage des insurrections que des organisations terroristes. Le terrorisme n'est qu'une option tactique parmi d'autres que ces mouvements peuvent employer. Mais ces organisations sont essentiellement des mouvements sociaux extrémistes et, d'une certaine manière, révolutionnaires. On ne les combat pas comme on combat les terroristes classiques des décennies précédentes.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont pourtant développé une doctrine contre-insurrectionnelle extrêmement sophistiquée à l'occasion des guerres d'Irak et d'Afghanistan, incorporant des éléments de sciences sociales et s'adressant à la dimension politique et culturelle de la menace. Si les stratégies américaine et britannique ont échoué sur le terrain, c'est essentiellement parce que cette doctrine n'a pas été appliquée, sauf à petite échelle et dans certaines provinces où elle a fait ses preuves. Or, ce n'est pas cette doctrine que l'on enseigne à l'armée tunisienne mais bien les vieilles recettes.

Plus généralement, l'aide américaine et européenne pourrait s'avérer cruciale dans le cadre de la modernisation de l'armée sur le plan organisationnel et sur le plan de la formation des officiers. Mais l'on ne peut reprocher aux partenaires occidentaux de ne pas travailler suffisamment en ce sens, car en amont il faut une volonté politique de la part des pays maghrébins de profondément réformer leurs institutions militaires et sécuritaires.

J'insiste sur la Tunisie, car c'est le pays qui souffre du plus grand déficit en la matière : elle a une armée de taille réduite, marginalisée depuis une cinquantaine d'années. Les unités d'élite s'en sortent honorablement sur le plan tactique, mais il lui manque une vision stratégique au niveau des états-majors. ■

BIO-EXPRESS :

Juriste de formation, **Habib Sayah** est l'auteur de plusieurs articles sur l'organisation jihadiste Ansar Charia, dès sa création en 2011. Actuellement Scholar au Département des études de la guerre du King's College London, il mène des recherches sur des sujets aussi divers que le jihad contemporain, la stratégie militaire, les guérillas, insurrections et conflits asymétriques, les mouvements sociaux, la violence politique, les relations internationales

et la géopolitique de l'énergie. Il prépare un mémoire de recherche sur le jihad en Tunisie et sur la réponse sécuritaire du gouvernement tunisien face à cette menace, notamment la capacité et la préparation de l'armée tunisienne à y répondre de manière adéquate.

Habib Sayah est également analyste Risque politique au sein du département Afrique du Nord & Moyen-Orient de la société de consultants

IHS et rédige à titre indépendant des expertises sur les questions liées au risque politique et à la sécurité (humaine, tourisme, infrastructures, investissements pétroliers etc.) en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, notamment en Tunisie, Libye et Syrie. Il est directeur de l'Institut Kheireddine et contribue régulièrement aux travaux de cercles de réflexion étrangers, notamment le Washington Institute for Near East Policy.

Livre

LA MAGISTRALE LEÇON DE JEAN PING

Homme politique de renom, Jean Ping dresse un réquisitoire précis contre la politique occidentale en Afrique, à partir de l'exemple de la Libye. *Éclipse sur l'Afrique* se veut résolument tourner, au-delà du témoignage, vers l'avenir.

Par Richard Labbévière

Retour sur la Libye d'aujourd'hui après la dernière « guerre humanitaire » de l'OTAN : implosion des appareils d'État au profit de seigneurs de guerre, chefs mafieux et autres gourous de *kasiba* islamo-affairistes, pillage des stocks et prolifération des armes dans toute la sous-région, jonction opérationnelle des factions jihadistes avec les cartels latino-américains de la cocaïne, les filières d'immigration clandestine, les pirates des mers et des pêches côtières. Des côtes de Mauritanie à celles de la Somalie et du Yémen, cette dynamique morbide aggrave une chaîne d'États faillis, devenue l'« Afghanistan de proximité » des Européens, pour reprendre les termes d'un ancien patron des services secrets français.

Encore plus que celles d'Afghanistan et d'Irak, cette nouvelle expression de la politique occidentale de la canonnière, inaugure un nouveau désastre fabriqué : une sanctuarisation durable du terrorisme islamiste, dans sa transversalité Ouest-Est, dans sa verticalité Nord-Sud et dans ses déversoirs maritimes en Méditerranée occidentale et orientale, dans le golfe de Guinée et ses extensions, qui concerneront – à terme – une grande partie de l'Atlantique sud. Comment en est-on arrivé là ? Comment s'est effectuée cette nouvelle éclipse sur l'Afrique ? Et qui sont ses protagonistes, apprentis sorciers irresponsables, sinon criminels ?

On doit ce salutaire devoir d'inventaire de l'opération Unified Protector de l'OTAN à Jean Ping, président de

la Commission de l'Union africaine entre 2008 et 2013. Dans le contexte des mal nommées « Révolutions arabes », les vieilles fractures qui opposent traditionnellement la Cyrénaïque et la Tripolitaine se réveillent. La France, la Grande-Bretagne, puis l'OTAN, en profitent pour lancer une nouvelle « guerre humanitaire ». Après des bombardements, qui se déroulent du 19 mars 2011 jusqu'à la chute de Syrte le 20 octobre 2011, « le Guide » Mouammar Kadhafi est lynché dans un caniveau... La suite était prévisible. Ainsi, la question que pose Jean Ping est des plus pertinentes : fallait-il tuer Kadhafi ?

Dans cette leçon magistrale, Jean Ping dresse non seulement un réquisitoire serré des politiques occidentales du bâton, mais il dessine aussi un bilan de l'Union africaine (UA) à l'usage de l'avenir. Interrogations liminaires : « À l'ère des idéaux de justice internationale et d'actions humanitaires, il est impératif d'empêcher les atrocités de masse et de s'opposer aux idéologies tyranniques. Mais, pour y parvenir, la solution n'est-elle que militaire ? L'histoire en général et les nombreuses guerres impériales en particulier n'ont-elles pas prouvé à suffisance le contraire ? »

En posant ces questions salutaires, Jean Ping ne prend pas une seconde la défense du régime ubuesque du Guide dont il eut à souffrir personnellement les fantaisies, surtout durant l'année de présidence libyenne de l'UA : « Quant à moi, j'étais naturellement très loin de me douter que venait de s'ouvrir la période la plus difficile et la plus singulière de mes 40 longues années de carrière administrative, diplomatique et politique ».

Une année avec Kadhafi...

Ce célèbre représentant de la communauté « chinoirs » a effectivement une longue carrière derrière lui. Fonctionnaire à l'Unesco, à Paris en 1972, il y représente le Gabon de 1978 à 1984 avant de revenir à la politique de son pays. En 1993, il préside l'OPEP, dont son pays est membre à l'époque. En 2004, il est choisi pour être le 59^e président de l'Assemblée générale des Nations unies. À de nombreuses reprises, il représente le Gabon dans de grandes conférences de l'UA, des non-alignés, de l'Organisation de la conférence islamique, de la Banque mondiale, de la Francophonie, de la Tcad (Conférence internationale de Tokyo sur le

Les puissances occidentales se sont arrogées, de manière unilatérale et éhontée, le droit de décider de l'avenir d'un pays du Sud. Suprême humiliation, les trois membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU ont totalement ignoré la Feuille de route de l'Union africaine.



Mouammar Kadhafi pose pour une photo de l'amitié à l'ouverture du sommet arabe de Sirte en Libye, le 27 mars 2010.

développement de l'Afrique) et mène plusieurs médiations diplomatiques.

Mieux que quiconque, il est à même d'évaluer, de comprendre et de canaliser les trois grandes obsessions du Guide : « Ses propres pouvoirs en tant que président en exercice de l'Union, le siège de la Commission (qu'il souhaitait transférer dans sa ville natale de Syrte) et surtout la transformation de la Commission (c'est-à-dire de l'exécutif de l'Union) en "gouvernement de l'Union" », considéré comme « une étape significative vers la création des États-Unis d'Afrique ». Autoproclamé « rois des rois traditionnels africains », Kadhafi était assurément dérangé, pour ne pas dire autre chose...

À cet égard, on apprend dans ce livre une foule de choses inédites, tant sur le Guide, sur Moussa Koussa, le chef de ses services spéciaux, que sur bien d'autres rouages du régime libyen. Malgré toute son expérience, sa clairvoyance et sa grande patience, Jean Ping n'en est pas moins la cible de la responsable de la diplomatie américaine, Susan Rice, qui le dénonce régulièrement comme l'un des suppôts de la Françafrique, tout comme Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka durant la crise malgache. Allez-y comprendre quelque chose !

Février 2011, s'enflamme la « révo-



De gauche à droite, l'ancien président malien Amadou Toumani Touré, les présidents sud-africain Jacob Zuma, du Congo Denis Sassou Nguesso, le leader libyen Mouammar Kadhafi, le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz et Jean Ping, alors président de la Commission de l'Union africaine, dans la résidence du "Guide" à Tripoli, le 10 avril 2011.

lution» libyenne. La résolution 1970 du Conseil de sécurité de l'ONU (26 février) décrète un embargo sur les armes à destination de la Libye et bloque les avoirs du régime en place. La résolution 1973 instaure une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire de la Jamahiriya arabe libyenne et postule la protection des populations civiles.

Conseillé par Bernard-Henri Lévy, grand thuriféraire de la poli-

tique israélienne, Nicolas Sarkozy déclenche les premiers bombardements le 19 mars 2011. Les 10 et 11 avril, Mouammar Kadhafi accepte un plan de sortie de crise présenté par les médiateurs de l'UA, menés par le Sud-Africain Jacob Zuma. La délégation de l'UA invite l'OTAN à mettre fin à ses bombardements. Les insurgés libyens rejettent ce plan de paix. La machinerie de *changing regime* doit aller à son terme,

TROIS QUESTIONS À...

Jean Ping

Éclipse sur l'Afrique est-il né de l'envie d'écrire vos Mémoires ou de raconter un point de l'histoire lié au régime de Kadhafi ?

Je souhaitais avant tout restituer la vérité historique sur ce qui s'est déroulé en Libye en 2011. En effet, parmi tous les protagonistes du conflit libyen, seule l'Union Africaine avait proposé une autre solution, politique et non militaire semblable à celle aujourd'hui préconisée en Syrie. Tous les autres intervenants, l'ONU, les États-Unis, l'Europe, l'Otan et même dans une certaine mesure la Ligue des États Arabes, prônaient la guerre et le bombardement de la Libye comme unique solution à cette crise. Ils prenaient le risque de dommages collatéraux et de lourdes répercussions sur la paix et la sécurité dans notre continent. On a non seulement royalement ignoré notre position, mais l'Afrique a été marginalisée, humiliée, contournée. Nous avons vu que l'histoire et la vérité, qui ont leur propre manière de s'imposer, ont fini par nous donner pleinement raison.

C'est vrai aussi que la tentation d'écrire un livre de mémoires était grande mais il me faudrait plus d'un livre pour les rédiger !

Vous avez rencontré de nombreuses fois Kadhafi, avant et pendant la guerre. On pourrait conclure, à la lecture de votre livre, que vous regrettez sa mort. Qu'avez-vous appris sur lui et sur la Libye ?

Kadhafi était sans conteste un dictateur mais il était aussi un grand panafricaniste. À la vérité, il était un homme d'une grande complexité, plein de paradoxes. Pour beaucoup d'Africains, il faisait moins figure de despote que de farouche patriote qui

consacrait beaucoup d'efforts et de ressources aux grandes causes africaines, notamment au panafricanisme dont il était devenu le chantre. Sans lui, nous serions certainement encore à l'OUA ! Mais les méthodes qu'il employait pour parvenir à ses fins, s'agissant notamment de l'avènement des « États d'Unis d'Afrique », étaient très fortement contestées par ses pairs qui l'accusaient de confondre vitesse et précipitation. Je crois que sa liquidation était une erreur dont nous subissons aujourd'hui les graves conséquences. Chercher, au XXI^e siècle, à revenir à la diplomatie de la canonniers et à la tentation impériale relève tout simplement de l'aveuglement.

Libye, Sahel... Comment imaginez-vous les conséquences de l'après-Kadhafi pour la région, pour l'Afrique de l'Ouest ?

Elles sont incalculables ! D'abord, la Libye elle-même. Le pays est tombé dans le chaos et est devenu « l'Afghanistan de proximité » des Européens. Ensuite le Sahel. La région est transformée en véritable sanctuaire du terrorisme islamique avec ses extensions à l'Est jusqu'en Somalie, et au Sud avec Boko Haram en Afrique de l'Ouest. La route de la cocaïne venant d'Amérique du Sud et celle de l'héroïne en provenance d'Asie - Afghanistan et Pakistan - empruntent désormais le Golfe de Guinée et le Sahel en direction des marchés européens. Les trafics en tout genre, cigarettes, Immigration clandestine, enlèvements de touristes étrangers..., tout est bon pour se constituer un trésor au nom - prétendent-ils - d'Allah.

Propos recueillis par Hichem Ben Yaïche



Jean Ping en compagnie de Nkosazana Dlamini-Zuma, alors ministre de l'Intérieur de l'Afrique du Sud. Elle lui succédera à la tête de la Commission de l'Union africaine en juillet 2012.

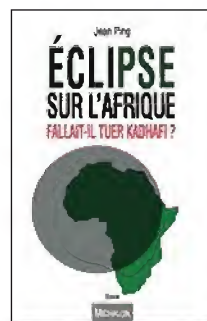
renouant avec le long cortège d'expéditions punitives para-coloniales comparables à celle de Suez en 1956, pour ne citer que celle-ci. Lamentable !

Lamentable aussi de voir à la télévision des dirigeants occidentaux sabler le champagne sur le cadavre de Kadhafi, quoiqu'on puisse penser du personnage ! Une nouvelle fois, les puissances occidentales se sont arrogé, de manière unilatérale et éhontée, le droit de décider de l'avenir d'un pays du Sud. Suprême humiliation, les trois membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU ont totalement ignoré la Feuille de route diplomatique et politique de l'UA, justifiant ainsi un diktat impérialiste supplémentaire en Afrique !

Résonne encore le grotesque discours prononcé par Nicolas Sarkozy à Dakar sur « l'homme africain qui n'est pas assez entré dans l'histoire » et les recommandations paternalistes de Barack Obama, en visite officielle au Sénégal, demandant à son homologue Macky Sall d'accepter officiellement l'homosexualité dans son pays...

En définitive, le réquisitoire tranquille de Jean Ping rejoint les conclusions qu'Alain Joxe tirait de la défaite des expéditions impériales dans *Les guerres de l'Empire global* : « Pour l'empire global [...] le maintien de l'état de guerre et de la division après destruction de l'État (afghan ou baathiste) est le résultat recherché pour la création d'une zone où la libre corrup-

tion et la libre violence communautaire créent un espace homomorphe à la libre concurrence des marchés ». Une leçon vraiment magistrale... ■



Éclipse sur l'Afrique - Fallait-il tuer Kadhafi ?
Jean Ping
Éditions Michalon,
17 euros

Business Progress, l'offre à la hauteur de vos choix

Avec la nouvelle offre Business Progress,
choisissez la formule qui correspond aux activités de votre entreprise.

La nouvelle offre Business Progress met à votre disposition plus de dix forfaits allant de 20dt à 200dt incluant :

- Des numéros favoris illimités
- Jusqu'à 6 Go d'Internet Mobile
- Jusqu'à 200% de Bonus sur vos recharges
- Des appels internationaux au prix du local*
- Le choix entre plusieurs options d'appels vous faisant bénéficier de l'illimité en local et à l'international. **

Choisissez dès maintenant la formule adaptée à vos activités en contactant le 1144 ou votre chargé de compte.

Plus d'infos sur www.ooredoo.tn

ooredoo.tn

ooredoo
business

*Fixes de la Zone 2 et fixes & mobiles de la Canada et USA.
**Options disponibles en « édition limitée ». L'illimité à l'international est plafonné à 15h/mois.



Libye

La justice à pas comptés

Entre poids tribal, absence d'indépendance et menace sur ses acteurs, la justice libyenne est à l'image du pays: instable et chaotique. L'application des dispositifs légaux se fait attendre.

Par Mathieu Galtier

Ouvrer pour la justice est devenu un métier à risque en Libye. Au moins sept juges et procureurs ont été assassinés depuis la fin de la révolution, selon Hanan Salah, la représentante de l'ONG Human Right Watch (HRW). Deux chiffres expliquent cette inquiétante «chasse aux juges»: durant la révolution Kadhafi aurait relâché, selon le Conseil national de transition, environ 26 000 criminels de droit commun, tandis que quelque 20 millions d'armes circulaient dans le pays au sortir de la guerre.

Le rapport 2014 de HRW ne porte guère à l'optimisme: «*La Libye ne parvient pas à instituer l'état de droit et à protéger les droits des citoyens, alors que le pays s'enfonce un peu plus dans l'anarchie*». L'organisation considère que le système judiciaire demeure «dysfonctionnel». L'une des raisons est que la loi sur «la justice transitionnelle» n'a été votée qu'en décembre 2013 et qu'elle est loin d'être opérationnelle.

Le résultat sur le terrain est que la balance de la justice n'est jamais en équilibre. À commencer par le procès des anciens responsables de la Jamahiriya. Depuis le 19 septembre, 37 anciens responsables kadhafistes comparaissent devant une Cour de justice à Tripoli. Le ministre de la Justice, Salah al-Marghani, avait promis qu'il ne s'agirait pas d'«un procès Mickey Mouse». Pourtant, les tristes farces s'enchaînent. D'abord, le tribunal est situé à l'intérieur de la prison militaire al-Adhba où la plupart des prévenus sont incarcérés. Les audiences sont sans cesse ajournées. Enfin, les brigades qui détiennent les accusés hors de Tripoli refusent de les remettre au gouvernement. La ville de Zintan (170 km



Le général à la retraite Khalifa Haftar promet de débarrasser Benghazi des islamistes et des milices locales. Il a obtenu de nombreux soutiens et ralliements. Il est accusé par les autorités de Tripoli de préparer un coup d'État.

à l'ouest de Tripoli), qui détient Saïf el-Islam, invoque «une question de sécurité». «*Nous, nous n'avons jamais eu d'évasion de prisonniers!*», expliquait en septembre Mohamed Wakwak, alors chef du conseil local de Zintan. Le fils préféré de Mouammar Kadhafi, ainsi que huit autres prévenus aux mains de brigades de Misrata (190 km à l'est de la capitale) comparaissent à Tripoli par vidéoconférence.

L'un des accusés, Abdallah al-Senoussi, ancien chef des renseignements militaires a demandé un avocat étranger pour qu'il ne soit pas attaqué comme son prédécesseur, Ali Dhouda, blessé au pied et qui a dû renoncer à la défense de son client. Mais le juge maintient que les avocats étrangers ne

peuvent pas plaider. Un procès sans avocat choisi, comme au temps des comités révolutionnaires si chers au Guide.

L'ancien Code pénal est toujours en vigueur

Malgré la révolution, les lois pénales sont restées les mêmes rendant les procès dignes de Kafka. Ali Tekbali et Fathi Sager peuvent en témoigner. Lors de la campagne des élections générales de juillet 2012, le parti national libyen placarde à Tripoli des affiches représentant notamment un homme barbu condamnant une jeune fille qui souhaite se rendre à l'université. À l'automne suivant, des islamistes débarquent dans le bureau du procureur avec dans une main un poster et de l'autre le numéro de *Charlie Hebdo*

Giulia Cappellazzi

Responsable du programme de l'ONG No Peace Without Justice, en Libye

Le Congrès libyen a voté une loi de justice transitionnelle en décembre 2013. N'est-ce pas trop tard ?

La justice transitionnelle n'arrive jamais trop tôt ou trop tard. La Libye est un pays complexe où se déroulent de nombreuses violations des droits de l'Homme. Le sentiment qu'il n'y a pas de justice existe dans la population. Mais après 40 ans à vivre sous l'oppression, que le pays ait réussi à voter cette loi constitue plutôt un bon signe.

Votée, mais pas appliquée. L'article 26 stipule notamment que les prisonniers arrêtés sans motifs soient relâchés 90 jours après la promulgation de la loi. Il n'en est rien...

Le fait que la Libye possède autant d'armes ne rend pas la transition moins compliquée. Ce surarmement entraîne une forme d'équilibre de la terreur qui empêche le pays de retomber dans la guerre civile, mais il appartient au gouvernement de prendre les devants pour contrôler les groupes armés. L'autre défi est de

faire connaître cette loi parmi les principaux acteurs. Rendez-vous compte : le bureau de la présidence de la Cour d'appel, lui-même, ne connaissait pas le texte !

La loi insiste davantage sur les crimes commis pendant la période de Kadhafi que ceux commis après la révolution. Peut-on évoquer « une loi des vainqueurs » ?

Le texte englobe les crimes commis pendant la période de transition, c'est-à-dire jusqu'à la proclamation de la future constitution, donc ce n'est pas une loi des vainqueurs. L'important réside dans la sensibilité des membres de la commission de réconciliation, prévue pour durer quatre ans. Elle n'existe pas encore, mais le fait que son existence soit mentionnée dans la loi est un grand pas pour la justice transitionnelle. Il faut que les membres nommés par le Congrès soient irréprochables pour que cette transition soit un succès comme en Tunisie ou en Afrique du Sud.

du 19 septembre 2012 qui publie une caricature du prophète Mahomet. Les deux croquis sont semblables. Les deux militants sont inculpés de quatre chefs d'inculpation dont deux, l'Appel à la guerre civile (art.203) et la Représentation du Prophète (art.207), sont passibles de la peine de mort. La sanction est lourde pour un dossier aussi mince : « *L'accusation se base sur la copie d'un magazine paru en septembre 2012, plus de trois mois après les faits !* », s'insurge Souleyman Elmensli, l'avocat du parti politique. Finalement, le 2 mars 2014, la Cour criminelle condamne Ali Tekbali et Fathi Sager à des peines financières minimales.

Une justice tribale

Hassan rêverait de pouvoir passer en justice et même d'être condamné, si seulement cela lui permettrait de sortir d'al-Kararim. Le centre de détention,

à 30 km au sud de Misrata, accueille des immigrés clandestins. La plupart rêvaient d'Europe, ils se retrouvent à dormir à 15 dans une salle transformée en fournaise par la grâce du toit en tôle ondulé, oubliés de tous. « *Ce que nous voulons c'est partir de ce lieu. Qu'ils nous renvoient dans nos pays s'ils veulent. Mais vite !* », supplie le ressortissant Nigérien.

Paradoxalement, c'est dans le Sud de la Libye que le pouvoir judiciaire est le plus encadré. L'État y est tellement absent que les tribus ou les ethnies ont la charge de maintenir la paix sociale. À Mourzouk, à 170 km au sud de Sebha, la capitale du Fezzan, la prison est neuve. La couleur beige rosé quasiment immaculée des murs détonne par rapport au bâtiment délabré de la brigade d'Ajib Mohamed situé juste à côté, et qui fait office de poste de police. « *Dans la prison, il n'y a que quelques petits délinquants. Nos voitures et nos armes ne sont pas assez puissantes pour traquer les vrais criminels* », explique Ajib Mohamed. Et si arrestation il y a, que faire ensuite ? L'étape judiciaire est inconcevable. Le tribunal apte à juger les crimes d'importance est à Sebha, à environ 170 km au nord de Mourzouk. Or, depuis le début de l'année s'y déroulent des affrontements violents entre la tribu arabe des Ouled Slimane et l'ethnie des Toubous,

dont Mourzouk est le fief. Alors, la justice ancestrale prend le relais. « *Quand on arrête un criminel, on le garde en prison, puis on convoque sa famille, on lui fait la leçon devant elle et on lui fait signer un papier pour lui signifier qu'on l'amènera à la justice sitôt que celle-ci fonctionnera normalement* », explique le colonel Wardougou Barca, chef militaire toubou de la zone de Mourzouk. En attendant, la criminalité prospère.

Originaire de Tripoli, Imad ne s'est pas reposé sur la tribu, mais sur sa famille, pour décider du sort de l'un de ses jeunes frères, responsable de vol pour se procurer de la drogue. Quand les faits ont été avérés, Imad a réuni la famille. Le voleur présente des excuses et promet de rester irréprochable. Une promesse qui ne satisfait pas Imad. Il emmène son frère à l'aéroport militaire de Mitiga, siège du Conseil suprême de sécurité (CSS). Ce dernier exerce les fonctions de police dans Tripoli avec l'accord du ministère de l'Intérieur, mais garde des méthodes de milices (prison privée, soupçons de torture, etc.). Devant Abdelraouf Karra, le redouté responsable des opérations sur le terrain, Imad assène : « *Voici mon frère. Il m'a promis d'arrêter la drogue. Si jamais vous l'arrêtez pour des faits liés à la drogue, faites ce que vous voulez de lui. La famille ne s'y opposera pas* ». ■

Paradoxalement, c'est dans le Sud de la Libye que le pouvoir judiciaire est le plus encadré. L'État y est tellement absent que les tribus ou les ethnies ont la charge de maintenir la paix sociale.

Tunisie

Une cartographie politique bousculée

À l'approche des élections présidentielle et législatives la scène politique tunisienne est en pleine recomposition. De nouvelles alliances se nouent, d'autres se délitent, et des surprises sont en vue.

Par Rihha Kefi

L'avènement du gouvernement de technocrates dirigé par Mehdi Jomaa a fait éclater la scène politique tunisienne. La polarité qui prévalait depuis les élections du 23 octobre 2011, entre, d'un côté, Ennahdha et ses satellites, et de l'autre, les partis libéraux et de gauche, rassemblés au sein d'un front démocratique d'opposition, a progressivement disparu. Elle cède la place à un champ politique désarticulé, mouvant et sans direction visible. Ce qui, à l'approche des élections présidentielles et législatives, prévues avant la fin de 2014, laisse présager une recomposition rapide, basée sur de nouvelles considérations, moins idéologiques que politiques. En tout cas, davantage pragmatiques, et portées par des calculs électoraux.

Ennahdha est le parti le plus ancien, le mieux structuré et le plus fortement implanté dans le pays. Il avait remporté les précédentes élections avec près de 42 % des voix, mais après deux ans de pouvoir (décembre 2011-décembre 2013), il a beaucoup perdu de son attrait aux yeux des Tunisiens. Et c'est sous la pression populaire que les islamistes ont dû se résigner à céder les rênes de l'exécutif. Ennahdha domine encore l'Assemblée nationale constituante (ANC) où se joue le sort législatif de la transition politique.



Hamma Hammami et Béji Caïd Essebsi



Najib Chebbi



Hamadi Jebelli met fin à ses fonctions de Premier ministre et quitte la Kasbah.

La démission du gouvernement Ali Larayedh aurait pu être vécue par le parti islamiste comme une catastrophe ou, du moins, comme une défaite, mais les dirigeants d'Ennahdha ont su manœuvrer pour atténuer la déception de leurs troupes et se présenter à l'opinion publique comme de grands démocrates, acceptant de sacrifier les intérêts de leur parti pour préserver la paix et la stabilité en Tunisie.

En fait, les islamistes ont vécu leur sortie du palais de la Kasbah presque comme une délivrance, puisqu'ils ont évité un *remake* du scénario égyptien. Tout en se déchargeant des contraintes de la gestion des affaires publiques, où ils ont fait preuve de leur incompétence, ils se sont attelés à mettre les structures de leur parti en ordre de marche en prévision des prochaines élections. En acceptant

de « céder le gouvernement et pas le pouvoir », selon l'expression de leur président Rached Ghannouchi, ils ont montré un visage plus avenant, notamment aux yeux des partenaires occidentaux du pays.

La force fragile de Nida Tounes

Résultat des courses : Ennahdha a gardé pratiquement ses mêmes scores dans les sondages d'opinion, où il se classe souvent en deuxième position, à quelques points de Nida Tounes. Et c'est avec ce parti qu'il devra se mesurer lors des prochaines élections.

Nida Tounes a été créé en 2012 par l'ex-Premier ministre Béji Caïd Essebsi, pour rééquilibrer la scène politique dominée par Ennahdha. Le plus jeune parti politique tunisien, porté par le charisme de l'homme politique le plus âgé du pays (il a 88 ans et a fait partie du premier gouvernement postindépendance formé par Habib Bourguiba en 1956), est souvent crédité des meilleurs scores dans les sondages.

Cette performance méritoire ne saurait cependant cacher plus longtemps les problèmes internes de Nida Tounes, dont l'identité politique reste floue et l'avenir incertain. Et ce pour diverses raisons. La première tient à la composition hétéroclite de ce parti rassemblant des libéraux, rescapés du Néo-Destour, ancien parti nationaliste fondé par Bourguiba, et du RCD, ex-parti au pouvoir dissous après la chute du régime de Ben Ali, ainsi que des transfuges de la gauche radicale, des militants syndicalistes et des indépendants. Le parti n'ayant pas encore tenu son congrès constitutif ni défini son identité, ses orientations et son programme, son unité reste incarnée presque exclusivement par Caïd Essebsi, le seul capable de fédérer autour de sa personne des forces aussi hétérogènes et dont les contradictions commencent à se faire entendre. Jusqu'à quand ?

La non-adoption, début mai, du projet d'article 167 du Code électoral,

visant à écarter des prochaines élections les figures de l'ancien régime et dont la principale cible était Nida Tounes, a, paradoxalement, provoqué un séisme au sein de ce parti. Les RCDistes, anciens collaborateurs de Ben Ali, qui ont rejoint le parti au cours des derniers mois, ont, en effet, été revigorés par l'abandon du projet de loi destiné à leur barrer la route. La perspective de pouvoir présenter leur candidature aux prochaines élections les a fait sortir de leur réserve et ils cherchent désormais à prendre le contrôle des structures nationales et régionales du parti. Cet empressement est, d'ailleurs, en train de provoquer une fracture au sein du parti de Caïd Essebsi qui aura du mal, à l'approche des élections, à contenir les ambitions de ses lieutenants et à assurer l'unité de ses troupes. Donc, avis de tempête...

En face de ces deux partis puissants et affaiblis, que trouvons-nous ? Tout d'abord, une troisième force émergente : la gauche radicale, représentée par le Front populaire, une coalition rassemblant une multitude de petites formations ouvrières, prolétariennes ou nationalistes arabe. Et dont le leader n'est autre que Hama Hammami, porte-parole du Parti des Travailleurs, héritier du Parti des ouvriers communistes tunisiens (POCT).

Le Front populaire est pour l'instant allié à Nida Tounes au sein d'une coalition appelée l'Union pour la Tunisie (UPT), mais cette alliance contre-nature ne risque pas de perdurer et les raisons d'un divorce imminent sont même déjà réunies. Les positions des deux parties, sur les questions politiques, économiques et sociales, sont de plus en plus opposées et la montée des RCDistes au sein de Nida Tounes ne va pas arranger les choses. L'éclatement de l'UPT est presque déjà une réalité, d'autant que l'une de ses composantes, le Parti républicain (Al-Jomhuri), présidé par Ahmed Néjib Chebbi, en a déjà claqué la porte.

Les autres formations en présence, créditées de très faibles scores dans les sondages, appartiennent à trois catégories. Figurent d'abord les partis historiques, qui se sont constitués dans l'opposition au régime de Ben Ali et qui ont beaucoup perdu de leur rayonnement d'antan pour n'avoir pas su se régénérer : le Congrès pour la République (dont Moncef Marzouki, président provisoire de la République, est le fondateur et président d'honneur), Ettakatol (présidé par Mustapha Ben Jaâfar, président de l'Assemblée constituante), Al-Jomhuri, Al-Massar...

Un attelage Ennahdha-Nida Tounes ?

On trouve ensuite les partis islamistes satellites d'Ennahdha : Hizb Ettahrir, Jibhat Al-Islah, Wafa, Al-Adala Wa-Tanmia, etc. Et, enfin, les partis libéraux et du centre fondés au lendemain de la Révolution de Janvier-2011 ; ils se donnent pour slogan « *Ni Ennahdha, ni Nida* », dans le but de constituer une alternative centriste : Alliance démocratique, Afek Tounes...

Ces partis ont du mal à recueillir les suffrages des Tunisiens ; ils seront condamnés à jouer les utilités et à rallier l'un des trois pôles majeurs, en espérant avoir des miettes du pouvoir issu des prochaines élections. Le CPR, Ettakatol et Al-Jomhuri, qui voudraient gagner les bonnes grâces d'Ennahdha, dans l'espoir de faire figurer certains de leurs dirigeants dans un hypothétique gouvernement de coalition constitué par les islamistes, redoutent cependant une alliance entre les frères ennemis, Ennahdha et Nida Tounes, qui les mettrait définitivement hors-jeu. Cette hypothèse peut paraître saugrenue, mais elle n'est pas à écarter. Car bien qu'ils soient adversaires, ces deux partis, crédités actuellement de 20 % à 25 % des intentions de vote, sont les seuls capables de constituer, ensemble, une majorité gouvernementale. En mettant en sourdine leurs profondes divergences et en esquissant, depuis quelques semaines, des rapprochements calculés, ils essaient d'ailleurs de ne pas hypothéquer l'avenir. Et si la Tunisie devait être gouvernée par une alliance formée par les ennemis d'hier : les RCDistes et les islamistes ? ■

En mettant en sourdine leurs profondes divergences, Ennahdha et Nida Tounes essayent de ne pas hypothéquer l'avenir. Et si la Tunisie devait être gouvernée par une alliance formée par les ennemis d'hier : les RCDistes et les islamistes ?

Le difficile calendrier électoral

La première tâche assignée au gouvernement Jomââ est d'organiser des élections législatives et présidentielle avant la fin de 2014. Une échéance qui semble difficile, mais pas impossible à respecter.

Par Ridha Kefi

Lors de sa première réunion, fin avril, avec les gouverneurs (préfets), dont la majorité venait d'être nommée, le chef du gouvernement provisoire, Mehdi Jomââ, les a appelés à soutenir l'Instance des élections afin qu'elle puisse assurer le déroulement des prochains scrutins dans les meilleures conditions de transparence.

Répondant indirectement à certaines voix qui soutiennent que ces élections ne pourront pas se dérouler à la fin de l'année comme prévu, le Premier ministre a indiqué que le respect de cette date, imposée par la Constitution adoptée en janvier dernier, « *n'est pas impossible* ». Une façon d'admettre au passage les difficultés que l'opération pose et l'ampleur de la tâche qui attend l'Instance des élections.

Dans ce contexte, Mehdi Jomââ a souligné la nécessité d'enquêter sur les candidats aux postes de délégués (sous-préfets), dont la majorité devra être remplacée au cours des prochaines semaines, afin de s'assurer de leurs compétences, de leur intégrité et, surtout, de leur neutralité politique, d'autant qu'ils vont être impliqués de près dans le déroulement des opérations électorales.

Le Premier ministre a aussi appelé à la vigilance des autorités régionales et locales face au terrorisme, au marché parallèle et à l'activisme des Ligues de la protection de la révolution (LPR), des milices proches des partis Ennahdha, Wafa et Congrès pour la république (CPR), qui s'attaquent habituellement aux réunions publiques des partis libéraux et de gauche.

Last but not least, le chef du gou-

vernement a insisté sur la nécessité de préserver la neutralité des mosquées et de suivre de près et au quotidien le fonctionnement de ces lieux de culte pour éviter leur utilisation dans la diffusion de l'extrémisme religieux et dans la propagande partisane. Tel avait été le cas en 2011, en faveur du parti islamiste Ennahdha.

Cette obsession de Mehdi Jomââ pour les élections peut surprendre, tandis que la situation économique et sociale dans le pays est on ne peut plus préoccupante voire explosive (déficits publics, baisse du pouvoir d'achat, aggravation du chômage, grèves, émeutes, etc.). Elle s'explique tout d'abord par son souci de respecter « *la feuille de route* » sur la base de laquelle « *le dialogue national* » lui a confié, en janvier dernier, les rênes du gouvernement.

Il sait également que la première tâche assignée à son gouvernement, dont le mandat est limité à un an, consiste à mettre en place les conditions politiques, sécuritaires, organisationnelles, logistiques..., pour la tenue d'élections libres et transparentes avant la fin de 2014. Aussi cherche-t-il, en fixant son attention sur les préparatifs des élections, à rassurer les protagonistes politiques sur ses véritables intentions. En se qualifiant sans cesse lui-même et son gouvernement, de « *provisoire* », il veut montrer qu'il n'a aucune envie de prolonger son mandat, dessein que commence à lui prêter certains commentateurs politiques. Ces derniers se basent sur leur jugement sur la montée de la cote de popularité de Mehdi Jomââ dans les sondages d'opinion, qui le classent

désormais en deuxième position derrière Béji Caïd Essebsi, mais loin devant les autres ténors de la scène politique. Ils se basent aussi sur l'accueil digne d'un chef d'État qui lui est souvent réservé lors de ses déplacements officiels à l'étranger, comme lors de sa visite, début avril, aux États-Unis, où il a eu droit aux égards du président Barack Obama, et fin avril en France, où l'accueil fut également assez chaleureux.

Ils se basent enfin sur les récentes déclarations des dirigeants des deux partis dominant la scène politique, Ennahdha et Nida Tounes, qui n'écartent pas la possibilité que le gouvernement Jomââ puisse être reconduit après les élections. Certains voient même dans ce scénario une solution pour éviter au pays le retour au schéma paralysant d'un gouvernement politique dont l'action est continuellement contestée par une opposition virulente. La situation économique et sociale explosive dans le pays exige un gouvernement d'union nationale soutenu par le plus large consensus possible, entend-on. Ce qui, on l'imagine, ouvre un grand boulevard à l'actuel chef du gouvernement...

Par-delà les intentions de Mehdi Jomââ, la question de la tenue des élections à la date prévue continue de susciter des interrogations. Et pour cause : les préparatifs, qui ne dépendent pas de la seule volonté du gouvernement, accusent un certain retard. L'Instance des élections a certes été installée officiellement après moult péripéties, mais son président, le professeur de droit constitutionnel Chafik Sarsar, continue de se plaindre du manque de moyens, maté-





riels et humains, mis à sa disposition.

En effet, l'Instance n'a pas encore de bureaux, notamment dans les régions. Le recrutement des équipes et leur formation vont prendre encore plusieurs semaines. Les problèmes hérités de l'ancienne Instance supérieure indépendante des élections (ISIE), comme les dettes accumulées auprès des fournisseurs, n'ont pas encore été totalement réglés, même si le gouvernement a promis d'éponger la totalité de ces dettes. Les difficultés relatives au financement, à la logistique et à l'organisation administrative sont loin d'être aplanies, elles aussi...

Tout cela ne semble pas préoccuper outre mesure Chafik Sarsar. Selon lequel il semble encore possible de rattraper le temps perdu et d'accélérer les

préparatifs afin que le dispositif soit prêt, le jour J, pour assurer la tenue d'élections plus ou moins irréprochables. La saison estivale et le mois de Ramadan ne devraient pas poser d'insurmontables difficultés. L'ex-ISIE, qui a été confrontée aux mêmes conditions, a pu triompher des obstacles et tout mettre en place dans les délais impartis.

À qui profite le retard ?

La nouvelle loi électorale, qui va fixer les règles que l'Instance devra respecter et veiller à faire respecter par les protagonistes politiques, a certes accusé, elle aussi, un certain retard, mais elle a finalement pu être adoptée début mai. Cependant, bien des points d'achoppement restent encore en suspens.

Va-t-on organiser les élections législatives et présidentielles en même temps ou séparément ? L'Instance va-t-elle organiser deux ou trois tours de vote, la présidentielle devant se dérouler, à elle seule, en deux tours ? Chafik Sarsar ne le sait pas encore et évite de se prononcer sur ce sujet, parce que les positions restent tranchées entre les tenants de la séparation de la présidentielle et des législatives et ceux qui s'y opposent, comme le parti Ennahdha. Reste aussi le marathon administratif, sachant que près de la moitié des électeurs potentiels ne sont pas encore inscrits sur les listes électorales.. Le contrôle du financement des campagnes et la gestion du passage des candidats dans les médias ou celles des recours judiciaires, etc., sont autant de questions qui restent à régler, alors que le temps presse.

Tout cela, on l'imagine, n'arrange guère les affaires de Chafik Sarsar et de ses équipes, ni celles du gouvernement Jomââ, qui n'ont pas d'emprise sur tout le processus politique, alors qu'ils seront considérés comme les premiers responsables de la réussite ou de l'échec des prochaines élections.

De son côté, l'opinion publique est confrontée aux difficultés économiques et au climat d'indécision pesant sur le pays. Et elle ne semble pas plus pressée que les dirigeants politiques d'aller aux élections ! Les sondages d'opinion traduisent une certaine réserve, puisque près de 60 % des électeurs ne savent pas encore pour qui voter. Les élections sont loin d'être au premier rang de leurs préoccupations. Alors, les élections auront-elles lieu avant la fin de l'année ? Bien malin qui pourra répondre à cette question, d'autant que le doute commence à s'installer sur la volonté de certaines parties (et de certains partis) à voir ce délai respecté.

Volontariste, Chafik Sarsar n'écarte pas la possibilité de respecter le délai imposé par la Constitution. Il estime être en mesure d'organiser un premier tour présidentiel et législatif courant novembre 2014 et un second tour présidentiel avant fin décembre. Encore faut-il que tous les problèmes politiques, financiers et administratifs soient réglés avant le début de l'été. Ce qui est encore loin d'être garanti. ■

Chafik Sarsar estime possible un premier tour présidentiel et législatif courant novembre et un second tour présidentiel avant fin décembre. Encore faut-il que tous les problèmes politiques, financiers et administratifs soient réglés avant le début de l'été.

Cette jeunesse qui inquiète

Depuis quelques semaines, le phénomène *tcharmil* alimente les conversations et les gazettes marocaines. Le pays s'interroge sur le décalage entre sa jeunesse et le reste de la population.

Par Olivier Deau

A qui la faute ? Telle semble être la question que tous les éditorialistes marocains posent face à l'émergence du phénomène *tcharmil*. Sur les réseaux sociaux, des jeunes se photographient brandissant de longs couteaux ou exhibant des billets de banque, supposés dérobés. La société marocaine regarde avec crainte ces jeunes aux formes d'expression nouvelles. « *Ce clash entre les jeunes générations et une société un peu conformiste n'est pas nouveau. Depuis l'affaire des jeunes punks satanistes condamnés pour leur démarche jugée antireligieuse au cas du "baiser de Nador" [une photo d'un baiser entre deux adolescents sur Facebook], les exemples sont légion* », commente un journaliste marocain. Avec le phénomène *tcharmil*, le Maroc s'inquiète pourtant d'une exhibition crue de la violence. « *Ce sont des jeunes désœuvrés qui exhibent leurs armes et leur larcin alors que se diffuse de plus en plus un sentiment d'insécurité. Symboliquement, c'est une sorte de démonstration de force et de violence relativement nouvelle dans l'environnement social marocain* », analyse un sociologue. « *Le plus frappant pour moi ce ne sont pas tant les exhibitions des couteaux qui représentent d'ailleurs une forme de masculinité réaffirmée, une caractéristique presque traditionnelle, mais l'omniprésence et l'obsession envers les marques internationales de vêtements que l'on retrouve dans toutes les photos prises par ces jeunes* », poursuit-il. Le *tcharmil* devient une sous-culture, dans laquelle les jeunes exhibent leurs modèles de basket, leurs vestes de marque de sport ou encore des coupes de cheveux dessinées

sur le modèle de Nike, Adidas ou autres. « *Ces représentations traduisent le désert symbolique autour de cette jeunesse qui ne vit que dans un monde consumériste aux références mondialisées* », explique une anthropologue de l'université de Casablanca.

« *Cette nouvelle sous-culture urbaine mêlant références sportives, marques de vêtements et violence émerge à travers de nombreux autres groupes de jeunes* », poursuit cette chercheuse. Ailleurs dans la métropole marocaine, aux abords des stades, d'autres mouvements composés pour l'essentiel d'adolescents supporters inquiètent. Des groupes de fans, très jeunes, se forment dans les rues des grandes villes qu'ils sillonnent parfois en apostrophant ou importunant les passants. « *Le sentiment d'insécurité grandit dans mon quartier* », confie un habitant de Casablanca dont le logement

se situe aux abords du stade. À chaque match, des groupes de jeunes défilent, démonstratifs et énergiques. Driss, un jeune membre fondateur de ces groupes témoigne : « *Ce phénomène des clubs de supporters dits "ultras" est né récemment ; notre idée était de nous donner complètement à notre club, de dépasser en intensité l'engagement des autres supporters qui nous regardaient bizarrement. Nous voulions mieux faire, nous voulions nous dépasser collectivement* ». Pour le sociologue Jean Zaganiaris, « *participer à un club de supporters permet forme d'expression de la jeunesse, un des rares lieux dans lequel les jeunes peuvent se retrouver dans une énergie commune* ». Malgré l'encadrement des forces de l'ordre, quelques incidents violents peuvent néanmoins intervenir comme lorsqu'un train bondé de supporters avait été stoppé dans la mauvaise gare, à Casablanca. En l'absence de dis-



Un exemple de *Tcharmil* observé sur le net



positif policier, le mobilier urbain avait été saccagé, engendrant les réactions scandalisées des habitants de la ville.

Une offre insuffisante en direction de la jeunesse

Le traitement du phénomène a été, lui, assez radical. Selon les journaux marocains, le chef de l'État lui-même aurait laissé tomber : « *Arrêtez-moi ce Tcharmil!* », entraînant une vague de déploiement policier dans toutes les grandes villes afin de rassurer les habitants. « *Je suis frappé par l'ambivalence*

de la représentation de la jeunesse dans le discours public, au Maroc. D'une part, le pays essaie de construire des lieux de dialogue tel que le Conseil des jeunes ou la liste jeune pour les élections des représentants politiques, d'autre part le qualificatif de "jeune" sert souvent à discréditer une initiative », explique un politologue. Le mouvement de février 2011, réclamant des réformes était la plupart du temps qualifié comme « *les jeunes du 20 Février* ». Seule une certaine forme d'expression de la jeunesse est tolérée et admise, de préférence dépolitisée.

Pour ce jeune député, « *Hit Radio n'est qu'une goutte d'eau parmi un grand vide d'offre culturelle ou sociale destinée à la jeunesse, ce n'est d'ailleurs qu'une des formes de ce qui pourrait intéresser ou connecter les jeunes* ».

Younes Boumehdi, le PDG de Hit Radio, la station marocaine leader sur le créneau de la jeunesse, revient sur sa création, voici six ans : « *Il a fallu attendre 12 ans avant que les autorités donnent l'autorisation d'émettre, mais je regarde le côté positif, nous sommes en plein développement* ». Hit Radio émet désormais dans plusieurs pays africains. La recette de Hit Radio, diffuser uniquement des succès internationaux. À l'antenne, l'animateur vedette, Momo, réinvente le média radio dans l'univers marocain : « *J'ai commencé très jeune dans le métier avec une seule interrogation : pourquoi ne parlait-on pas le même langage dans le poste de radio que dans la rue ? De là, s'est développée ma façon d'animer qui permet de parler aux plus jeunes dans leur langage. Avant, on déplorait un ostracisme sur tout ce qui pouvait ressembler à cette forme de langage, proche de la façon de parler populaire. Les maquettes de mes émissions sur le service public avaient toutes été rejetées* ».

Pour ce jeune député, « *Hit Radio n'est qu'une goutte d'eau parmi un grand vide d'offre culturelle ou sociale destinée à la jeunesse, ce n'est d'ailleurs qu'une des formes de ce qui pourrait intéresser ou connecter les jeunes* ». Selon les statistiques officielles, 45 % des jeunes Marocains voudraient poursuivre leurs études à l'étranger. Un cadre de Campus France, l'agence officielle qui enregistre les demandes de visas étudiants vers la France explique : « *Nous recevons 17 000 demandes en moyenne et le début d'année 2014 suggère une hausse d'au moins 15 %* ». Les jeunes Marocains ont l'international en ligne de mire et cherchent à fuir leurs conditions immédiates faites de violence symbolique et de privation matérielle.

Le 24 avril, un étudiant appartenant à un mouvement de jeunesse islamiste a été tué à l'arme blanche, lors d'un affrontement avec un groupe gauchiste. Ce drame constitue un phénomène exceptionnel, néanmoins il survient lors des discussions médiatiques sur le *tcharmil*. Depuis, beaucoup de commentateurs insistent sur la nécessité d'inventer une autre forme de politique envers la jeunesse afin de permettre aux jeunes marocains de réaliser les désirs qui les traversent et qui prennent des formes si multiples et ambivalentes. ■

Dossier Algérie À l'heure de Bouteflika IV





Le président Abdelaziz Bouteflika célèbre sa quatrième élection à la tête de l'État algérien lors de la cérémonie d'investiture.

CINQ ANS POUR SORTIR DE L'IMPASSE

La réélection d'Abdelaziz Bouteflika n'annonce guère de changements en Algérie, en dépit des promesses de propositions nouvelles. Et en dépit de l'urgence à réformer un système à bout de souffle.

Dossier réalisé par Mélanie Matarreu

On ne se fait aucune illusion. Le nouveau gouvernement et le projet de révision de la Constitution ne signifient rien. Pire, ils ne servent qu'à camoufler l'absence de projet politique. Pour ce diplomate en poste à Alger, qui avait accueilli dans la sérénité la réélection d'Abdelaziz Bouteflika à un quatrième mandat avec 81,49 % des voix, l'heure est aux soupirs accablés. Le scrutin terminé, la vie a aussitôt repris son cours comme si rien ne s'était passé. Le chef de l'État a reçu le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis. Le ministre de l'Habitat a annoncé la distribution de 230 000 logements avant le Ramadan en juillet.

L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes a promis de nouvelles facilités pour les demandeurs de crédit, et les supporters des Verts se sont jetés sur les quotas de tickets disponibles

pour les matchs de la Coupe du monde de football au Brésil. « Tout pour faire oublier que nous sommes dans une impasse, résume un ancien ministre. Que le gouvernement ne peut avoir de feuille de route indépendante du bulletin de santé du chef de l'État. Que pour entamer les réformes qui s'imposent, il faudrait commencer par réformer un système qui ne peut, structurellement, pas changer, parce qu'il est tenu par des contingences – la rente, le clientélisme, les alliances – qui rendent impossible toute mutation ».

Dans les faits, Abdelaziz Bouteflika a bien annoncé que jusqu'en juin, Ahmed Ouyahia, ministre d'État et directeur de cabinet de la Présidence, mènerait les consultations avec les partis politiques, les personnalités nationales et les associations pour que soient rédigées « des propositions d'amendements de la Constitution ». Au programme : l'octroi

Maintenir la sécurité, le seul vrai projet

Tout d'abord cette information, encore au conditionnel : Paris et Alger se seraient entendues pour l'expérimentation de la fracturation hydraulique (technique d'exploitation du gaz de schiste) dans les zones désertiques du Sud algérien. Et puis ce deal avec les États-Unis, qui auraient demandé aux Algériens, via le secrétaire d'État John Kerry en visite à Alger pendant la campagne présidentielle, de jouer un rôle plus offensif en Libye, quitte à envoyer des troupes sur place (la même demande aurait été formulée au Caire, pour intervenir sur la partie Est de la Libye). « Les alliés de l'Algérie sont plus que jamais conscients de son poids géostratégique dans la lutte antiterroriste et de ses capacités de

mobilisation militaire, analyse un officier du DRS (services de renseignements). Aujourd'hui, personne n'a intérêt à ce que l'Algérie traverse une phase de perturbations au nom d'une transition démocratique. Abdelaziz Bouteflika a donc les mains libres pour poursuivre ce qui lui tient le plus à cœur : déstructurer le DRS comme il a assujéti l'armée. Dans cet après-17 avril, l'avenir du DRS reste flou. Faut-il définitivement l'arrimer à l'état-major ? Lui laisser son autonomie pour continuer à assurer l'interface entre l'armée, l'État profond et la société réelle ? Le déstructurer en distribuant ses prérogatives entre le ministère de l'Intérieur et celui de la Défense ou des Affaires étrangères ? L'avenir de la

troupe est tout dessiné : déployée sur tous les fronts, de la lutte antiterroriste à la surveillance des frontières, elle devra répondre à sa mission de Défense nationale et au-delà de la projection de force, se remettre entre les mains d'un commandement débarrassé des contingences politiciennes de court terme. Mais mener les deux ne sera pas simple : la reconduction du général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah en tant que vice-ministre de la Défense et chef d'état-major, pourrait perpétuer les pressions exercées sur les officiers les plus proches du cœur de la décision, contribuant à alimenter des désaccords préjudiciables à la cohésion de la première institution de l'État.

de davantage de pouvoir pour le Parlement, de plus de libertés à l'opposition ou encore l'officialisation de la langue tamazigh. Il a aussi promis un nouveau plan quinquennal de développement 2015-2019, « destiné à renforcer la résistance de l'économie algérienne aux effets de la crise financière mondiale et développer une économie compétitive et diversifiée ».

Au fond, personne n'y croit vraiment. « Lorsque Bouteflika a été élu en 1999, il a mis en place plusieurs grandes commissions pour réformer les institutions de l'État, la justice et l'éducation, rappelle un ancien haut-cadre de l'État. Elles ont englouti des milliers et des milliers de dinars pour publier des rapports et des rapports. Celui sur la réforme de l'État comprend cinq volumes ! Et tout cela n'a absolument rien donné... » Dans la classe politique, l'opposition sait que toutes les réformes entreprises resteront « sans effet sur la crise politique et institutionnelle dont l'État feint d'ignorer la nature et les causes véritables », comme le prédit Ali Benflis, candidat à la présidentielle (il a obtenu

12 % des voix) pour qui la situation « exige plus que les ravalements constitutionnels de façade ».

Dans le meilleur des cas, ajoute, mi-amusé, mi-atristé, un cadre du FLN, « on va se retrouver dans une situation équivalente à celle qui a suivi les émeutes d'octobre 1988. L'Algérie était passée du parti unique au multipartisme, de la fermeture à un peu d'ouverture médiatique, de choix socialistes à des options un peu plus libérales. Mais dans le fond, le pouvoir était resté tel quel. C'est sa technique : changer sans rien changer ».

Mettre fin au statu quo

Pendant ce temps, aucune mesure n'indique les dossiers prioritaires sont pris en charge. « On n'entend absolument rien sur l'urgence de réorienter l'économie, par exemple, s'inquiète un diplomate. Rien ne nous montre que le gouvernement est conscient que la baisse des exportations sur le marché pétrolier est une tendance lourde qui affecte les recettes issues de la fiscalité pétrolière qui font tourner l'économie nationale. »

Pourtant, la facture astronomique des importations (55 milliards \$ en 2013) inquiète jusqu'aux cadres du système : le vice-président du Conseil national économique et social, Mustapha Mekidèche, a dernièrement imputé les « retards » dans le changement de politique aux « groupes de pression » intéressés par le maintien d'un « statu quo suicidaire » pour l'économie nationale. « C'est officiel, on sait que la moitié de la population s'est désintéressée de l'élection : alors pourquoi faire de la révision de la Constitution une option majeure dont l'homme de la rue, qui achète du pain subventionné et se bat pour assurer une scolarité de qualité à ses enfants, se foute éperdument ? interpelle un haut-cadre de l'État. Nous devrions plutôt nous interroger sur les moyens de ramener les gens dans le champ de la citoyenneté, mettre les chômeurs au travail, et inciter ceux qui sont sur le marché de l'emploi à s'impliquer davantage pour transformer le travail de rentier en un travail productif ».

D'ici à 2025, l'État devra fournir des emplois à 70 % de sa population en âge de travailler. Or, tout le marché de l'emploi demande à être restructuré. Officiellement, près de 4 millions d'Algériens, pour ne pas rester au chômage ou pour cumuler un deuxième salaire, travailleraient dans les circuits informels, soit le double d'il y a dix ans.

Le marché de l'emploi demande à être restructuré. Près de 4 millions d'Algériens, pour ne pas rester au chômage ou pour cumuler un deuxième salaire, travailleraient dans les circuits informels, soit le double d'il y a dix ans.

Autre dossier qui ne peut plus attendre : la santé. Les revendications (la création de pôles d'excellence spécialisés par régions, le développement de la recherche, la révision des études universitaires, la création d'ordres pour les infirmiers et les sages-femmes, etc.) portées par les grèves récurrentes des médecins et des corps communs en disent long sur le malaise du secteur. Lors des assises régionales qui se sont tenues en mai, les professionnels ont appelé à la refonte de leur secteur, régi par une loi inchangée depuis... 1985.

« Mais peut-on le faire tout en consacrant seulement 250 \$ de dépenses de santé par habitant ? Peut-on continuer à maintenir la médecine gratuite pour tous ? » s'interroge Nacer Djidjli, président du Syndicat national des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires. L'amélioration du système de santé passe d'abord par l'évaluation des grands problèmes du secteur qui sont, il faut le dire, politiques.

Même diagnostic pour l'éducation : si officiellement, le taux de scolarisation est de 97 %, les études montrent que les inégalités qui persistent dans le domaine

entravent le développement du pays. Le secteur dont hérite Nouria Benghebrit, la nouvelle ministre, est « complètement sinistré par la politique de scolarisation de masse menée depuis des années », constate le représentant d'une ONG. Pour Idir Achour, secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie, il y a urgence à « offrir une école publique de qualité qui assure l'égalité des chances pour tous » qui ne produise pas simplement des individus capables de lire, écrire et compter, mais qui soit génératrice de « changements ». Un mot que le pouvoir algérien déteste par-dessus tout. ■

Politique

TOUT LE MONDE VEUT SA TRANSITION

Aux côtés des six candidats à la présidentielle du 17 avril, un septième prétendant a monopolisé la campagne électorale : la transition. Projet mort-né après le passage en force du 4^e mandat ou feuille de route pour la fin de règne de Bouteflika ?

La transition en Algérie : tout le monde en parle mais personne ne peut vraiment la définir. Tel est le destin de cette idée « traditionnelle » du champ lexical algérien, qui subsiste pourtant depuis la crise politique de 1992. Alors, l'armée avait forcé le président Chadli à quitter son poste, permettant d'empêcher la victoire électorale du Front islamique du salut.

Pendant la campagne qui a précédé la nouvelle victoire d'Abdelaziz Bouteflika en avril, la transition a figuré parmi les éléments de langage récurrent du discours politique. Ex-généraux, ancien président de la République, anciens officiers du DRS (services de renseignements), partis laïques ou démocrates, collectifs citoyens

comme Barakat, universitaires, militants des droits de l'Homme, tous l'ont brandie comme l'ultime solution. Y compris... le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, devenu directeur de campagne du chef de l'État, et qui a évoqué « un mandat de transition ».

La transition constitue « un raccourci poli pour dire autrement le refus du quatrième et inéluctable mandat du président Abdelaziz Bouteflika », s'amuse un ancien ministre. « Attention, préviennent un connaisseur du sérail, toutes les propositions de transition ne se valent pas : celle de Mouloud Hamrouche est contrecarrée par celle d'un ancien du DRS comme Mohamed Chafik Mesbah ou l'ex-général Hocine Benhadid ». Mouloud

Hamrouche, ex-chef de gouvernement sous Chadli, chef de file des réformateurs de 1986 à 1991, ancien lieutenant-colonel de l'ANP, a attiré l'attention quelques semaines avant le début de la campagne présidentielle, en multipliant ses sorties et en insistant sur sa propre idée de la transition. En clair, selon un de ses proches, il s'agirait d'« une période de cinq ans — avec un seul et unique mandat — et une véritable transmission du pouvoir (dans le civil et dans le militaire) à une nouvelle génération de l'Algérie d'aujourd'hui et de demain. Voilà les termes du nouveau consensus qu'il propose sur les ruines de l'ancien consensus détruit par la course au pouvoir du clan actuel du palais d'El Mouradia ». Inquiet de la rupture

La société civile fait entendre sa voix

L'opposition au 4^e mandat a mobilisé une large partie de la société civile, des associations, des syndicats autonomes et même des collectifs de citoyens. Les combats des uns et des autres convergent vers l'idée qu'une transition est nécessaire pour changer de modèle de gouvernance. D'abord, le mouvement le plus médiatisé, Barakat, qui dans sa charte datée de mars, préconise « une période de transition gérée par les forces vives et saines de la nation, dans l'objectif d'instaurer une 1^{re} République et en finir avec les 52 ans de marginalisation du peuple algérien ».

Du côté du monde syndical, la résistance s'organise et, fin avril,

plusieurs syndicats autonomes, organisation de chômeurs et militants des droits de l'Homme se sont réunis à Alger pour la formation d'un mouvement pour le changement. « Nous allons former un bloc, un interlocuteur commun avec lequel le régime sera obligé de négocier », précise Rachid Malaoui, dirigeant du Snapap, syndicat autonome du personnel de l'administration publique, et ne pas discuter comme nous l'avons fait en 2011, pour exiger un minimum syndical. Tout le monde a compris qu'il est impossible de changer le pouvoir seul et qu'il faut s'unir ». L'électrochoc du 4^e mandat a donné un nouveau souffle à la

société civile « qui sort de la résignation et va vers l'action unitaire, laquelle fait toujours peur au système », note un sociologue. De partout, les initiatives se multiplient, comme à Chlef, à 300 km d'Alger, où l'animateur de l'Association nationale de lutte contre la corruption, Halim Feddal, annonce la création d'un mouvement « dont la mission sera d'élaborer une charte pour la transition, une feuille de route pour déterminer les règles du jeu ». Pour ce militant d'une cinquantaine d'années, « la société a mûri ; parce que le pouvoir joue sur la division, nous devons nous rassembler autour de revendications politiques et pas seulement conjoncturelles ».

de consensus au sommet de l'État et de la fragilité de la cohésion au sein d'une armée, divisée entre soutien et refus du 4^e mandat, Hamrouche tente de proposer une issue pacifique à la crise d'un régime que les ambitions du clan Bouteflika ont fait disjoncter. Les pouvoirs concentrés par un Président affaibli, délégués à son frère Saïd et à de nouveaux fortunés, ont cassé la vieille tradition de l'arbitrage interne du régime, très étendue et souvent consensuelle. « Mais la vision d'Hamrouche sur la transition impliquait le départ des trois personnages puissants du moment – Bouteflika et les généraux de corps d'armée Gaïd Salah et Medjène (le patron de l'ANP et le chef du DRS) et l'arrivée d'une relève générationnelle », précise un ancien ministre « hamrouchien ».

Zeroual en recours ?

Qui poursuit : « Il exigeait aussi un assainissement de l'État et de ses affaires avant ce départ ». Pour cet ancien haut gradé, « Hamrouche demande trop, il est hors de question de revenir sur les affaires de corruption qui ont entaché le cercle pré-

sidentiel ou même, plus loin, de solder les comptes de la décennie des années 1990 ».

D'autant plus qu'Hamrouche exige également, dans son modèle transitoire, de profonds changements au sein de l'armée, colonne vertébrale du système algérien : « La nouvelle génération de militaires est bien formée, idéologiquement non fermée, elle observe ce qui se passe dans le voisinage et s'interroge sur des schémas. Notre armée doit continuer à avoir des relations avec la société. L'ancienne génération de militaires doit préparer son départ, qui ne doit pas se faire dans le désordre. Je ne veux pas d'un embrasement ». Pour l'ex-haut gradé, « la meilleure des transitions, c'est celle qui peut être menée autour d'un consensus plus large, avec, comme garant du projet, une figure nationale respectée, comme l'ancien président Liamine Zeroual ». C'est exactement ce que propose l'ex-colonel du DRS et politologue Mohamed Chafik Mesbah, qui, au lendemain de la présidentielle du 17 avril, a une nouvelle fois appelé l'ancien chef de l'État à conduire cette période de transition. Liamine Zeroual, sollicité par des cercles proches des militaires,

opposés au 4^e mandat, avait adressé une lettre aux Algériens mi-mars, sortant ainsi d'un long mutisme. Il avait clairement évoqué un candidat de la transition (Hamrouche, lui, parle d'une transition non encore définie), qui ne serait pas Abdelaziz Bouteflika, avec une construction de consensus national. Il avait, tout comme Hamrouche, abordé la nécessité de l'existence de contre-pouvoirs que l'actuel Président a atomisés. Pour sa part, une partie de l'opposition, comme la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique qui regroupe les boycotteurs de la dernière présidentielle (du MSP islamiste au RCD laïque), assume jusqu'à l'intitulé de ce rassemblement. « Le contexte algérien n'est pas différent de celui de nombreux pays qui ont réussi des phases de transitions historiques, à l'image de l'Espagne, de l'Afrique du Sud ou de la Tunisie, laquelle en est à ses débuts. Aujourd'hui, il existe un large consensus autour de la transition et le pouvoir ne peut continuer à l'ignorer », indique Atmane Mazouz, porte-parole du RCD.

« Pourquoi parler d'une transition alors que le Président est là, alors qu'il gouverne ? Ceux qui parlent de transition sont bizarrement les mêmes qui ne s'engagent jamais dans des élections », rétorque un cadre du FLN. Il n'est pas le seul à juger que les différents scénarios de transition ne peuvent faire l'économie de remises en cause très profondes, à commencer par le règlement des comptes de la décennie noire qui a vu

L'idée de transition dépasse la conjoncture du 4^e mandat. C'est une perche tendue au régime au cas où la disparition brutale du chef de l'État interviendrait dans l'actuelle tension qui agite le sommet du pouvoir.

se dessiner, au sein du pouvoir, un nouveau consensus autour de la suprématie du DRS, puis de l'institution présidentielle à l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika. « On cessera de parler transition et on sortira les cadavres du placard. Même l'opposition, unie pour l'instant dans le rejet, va s'entre-déchirer autour des responsabilités des uns et des autres, islamistes et laïcs, durant les violences des années 1990, le soutien au coup d'État de 1992... », croit savoir un cacique du FLN.

Un objectif précis et unitaire

Selon le politologue Mohammed Hachemaoui, on ne peut parler de transition, de changement de système « en se consentant d'un passage de gué générationnel ou du remplacement de la façade institutionnelle ». À son sens, on ne pourra faire l'impasse sur la neutralisation d'une puissante police politique et le démantèlement des sphères du « capitalisme de copinage », la corruption et sa fonctionnalité clientéliste.

Finalement, l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia est le seul à avoir exprimé de manière limpide que la transition n'était pas à l'ordre du jour : « À ceux qui parlent de transition, on leur rappelle que l'Algérie a connu une transition entre 1992 et 1995 », a-t-il souligné en référence à la guerre civile et à la présidentielle de 1995 qui devait « parachever l'élaboration des institutions ». La transition « a tout son sens dans un pays miné par un pouvoir illégitime et gouverné par procuration et pour la fraude », poursuit le porte-parole du RCD. « Une transition ne peut s'imposer qu'en temps de crise, et nous y sommes ! Mais le régime a prouvé en 1992 qu'il pouvait s'arranger en gérant la crise sans passer par une transition qui est essentiellement une remise en cause profonde de sa logique », fait remarquer un ancien ministre. « Sauf que là, le pouvoir a perdu son engineering, entre les mains du DRS. Il ne peut plus se permettre de surfer sur les vagues de la tempête, nuance le même haut cadre, c'est dans cette brèche que devrait s'immiscer l'opposition, qui pour une fois, s'accorde sur un objectif précis et unitaire ». Et le gradé de conclure : « Il est vrai que le passage en force du 4^e mandats annule de facto toutes ses propositions de transition, mais cette idée, comme l'a proposée Hamrouche par exemple, dépasse la conjoncture du 4^e mandats. C'est une perche tendue au régime dans l'actuelle tension qui agite le sommet du pouvoir ». ■



Société

LES INÉGALITÉS DEMEURENT

Malgré des indicateurs économiques satisfaisants, l'Algérie ne peut plus cacher l'inquiétant fossé qui se creuse entre les plus riches et les plus démunis. Reportage dans deux quartiers de la capitale.

Depuis Diar el Kaf, une cité surpeuplée sur les hauteurs de Bab el Oued, on aperçoit la mer. En bordure de la route surplombant le quartier, les hommes se retrouvent pour boire leur café, dos à leur misère, face aux pétroliers qui entrent dans la baie. « La richesse de l'Algérie, ce n'est pas pour le peuple. C'est pour l'État ». Mohamed, 61 ans, vit à Diar el Kaf depuis 1958. À l'époque, la France avait casé dans cette ancienne caserne les familles des bidonvilles en attendant de les reloger. La guerre en décida autrement. Cinquante ans plus tard, si l'État algérien a attribué de nouveaux appartements à certaines familles, d'autres

sont toujours là, agrandies avec le temps d'enfants et de petits-enfants. Surtout, la cité explosa sous l'effet de l'exode rural consécutif aux dix ans de terrorisme.

Retraité de la régie foncière de la ville d'Alger, Mohamed, les yeux rougis et gonflés par le manque de sommeil, partage 62 m² avec ses enfants, dont certains sont mariés, et ses petits-enfants, soit neuf personnes. Disposant d'une cuisine de 1,50 m de long et d'une salle d'eau de même dimension, il fait partie des « privilégiés » de la cité, qui ont bénéficié des aménagements entrepris il y a trois ans. Dans la barre d'en face, s'entassent « les nouveaux venus », ceux « qui ne sont pas d'Alger », à plus de 15 dans

chaque « cellule », comme on les appelle ici. Une pièce de 6 m sur 2,80 sans sanitaire, le tout loué pour 2 800 DA par mois (19 euros).

« Bouteflika avait dit : "chaque citoyen a droit à un logement et à un travail". Malheureusement, on n'a rien vu », relève-t-il, prenant à témoin Kader, un de ses voisins. À 49 ans, Kader n'a plus de dents et marche péniblement en s'appuyant sur des béquilles. *« Le quartier l'a rendu malade. Toutes les nuits, il y a des bagarres. Les jeunes s'affrontent avec des sabres et des signaux [signaux de détresse utilisés comme des armes]. On a réclamé l'installation d'un commissariat dans le quartier, mais les policiers ne mettent plus les pieds ici. Ils ont peur. L'État sait très bien ce qui se passe. D'ailleurs, quand il y a un problème à Bab el Oued, la police dit tout de suite que c'est la faute à Diar el Kaf ».*

Autour du comptoir de Rachid, qui tient une petite cafétéria à l'entrée de la cité, les anciens du quartier sont tous du même avis : avant, ils étaient pauvres, mais ils vivaient mieux. La vie était moins chère. Depuis l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika, ils savent que le pays s'est enrichi. Un PIB passé de 49 milliards \$ en 1999 à 216 milliards en 2013. Depuis 2003, des réserves de change en augmentation constante au point que le FMI a classé l'Algérie au titre du pays le moins endetté des 20 pays de la région MENA, et du deuxième plus gros détenteur de réserves officielles de change après l'Arabie saoudite. Une dette extérieure brute de 2 % contre 20 % en moyenne pour les autres pays de la zone Mena. Mais derrière les chiffres

gratifiants d'une économie émergente se cache une autre réalité.

Selon une étude de l'Office nationale des statistiques, publiée fin 2013, 40 % des dépenses globales des Algériens sont assurées par seulement 20 % des ménages, confirmant une tendance dont parlent sociologues et économistes : le creusement des inégalités. En d'autres termes, *« la population la plus aisée a une dépense 7,4 fois supérieure à celle de la population la plus défavorisée »*, décrypte le directeur technique chargé des statistiques sociales et des revenus à l'ONS, Youcef Bazizi.

Selon une étude publiée en 2013 par New World Health, un cabinet de conseil et de gestion de patrimoine basé au Royaume-Uni, l'Algérie comptait 35 milliardaires et 4 100 millionnaires en 2012. Avec un taux de croissance de plus de 4 % par an, ils pourraient être 5 600 millionnaires à l'horizon 2020. Même si dans le top 10 des pays africains qui comptent le plus de millionnaires en dollars, l'Algérie occupe la dernière place, elle compte tout de même deux grands entrepreneurs dans le célèbre classement du magazine *Forbes* : Issad Rebrab et Djilali Mehri, classés parmi les sept Maghrébins les plus riches en 2012.

Ici, on dépense son argent

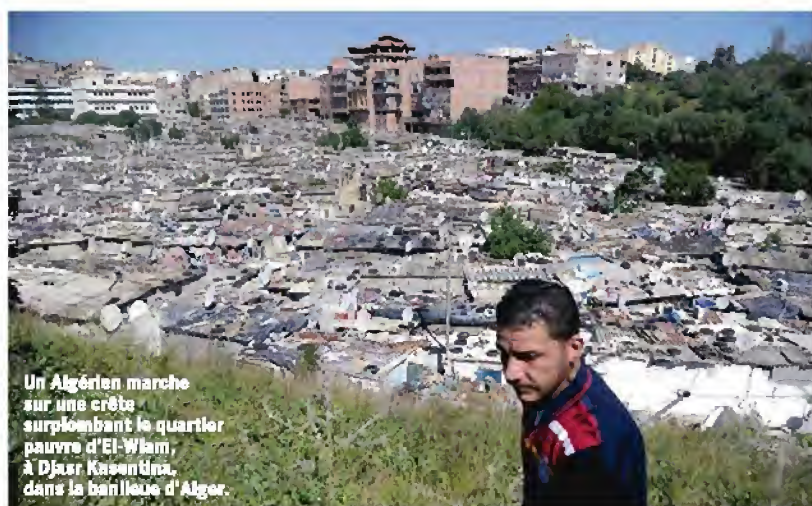
Pour trouver qui représente ces 20 % d'Algériens qui consomment le plus, il faut aller à moins de 10 kilomètres de Diar el Kaf, dans un autre quartier d'Alger. À Sidi Yahia. Une grande artère où se concentrent de prestigieuses enseignes – Roche Bobois, Mango, Aldo, Benet-

ton, etc. Derrière cette avenue, saturée de voitures quasiment toute la journée : des cités, des constructions non terminées, d'immenses villas se superposent les unes aux autres dans un chaos architectural.

« C'est vrai, Sidi Yahia peut faire illusion, mais on ne peut pas dire que c'est un quartier chic », fait observer Ghania. À 37 ans, les cheveux lissés par la kératine, la nouvelle tendance des salons de coiffure algériens, la jeune Algéroise a le profil de toutes les clientes qui viennent s'asseoir sur une des nombreuses terrasses de café du quartier pour boire un expresso au soleil avec ses amies. Un jean moulant, des lunettes de marque à la monture dorée, un sac griffé et le smartphone collé à l'oreille. *« Ce qui compte ici, c'est de venir dépenser de l'argent »,* affirme-t-elle, tout sourire.

Et à Sidi Yahia, rien de plus facile. Le café y est trois fois plus cher qu'ailleurs, il faut aligner plusieurs SNMG (le salaire minimum, d'environ 120 euros) pour acheter une paire de chaussures et pour 100 m², le loyer dépasse largement les 600 euros. Dans les vitrines, des vendeuses installent une improbable collection été de maillots de bain, de bustiers et de shorts. Ghania travaille dans une banque. Elle refuse de révéler son salaire, mais il n'excède pas les 500 euros par mois. D'un geste de la main, elle montre son appartement. Derrière un panneau publicitaire où Kate Winslet serre un cheval contre sa joue pour une marque de montres, surgit une cité comme on en voit tant dans la capitale : les murs décrépis, le linge et les paraboles sur les balcons, les balcons murés pour dégager une pièce supplémentaire.

Quand tombe la nuit, commence le défilé des Audi, BMW, Mercedes, d'où sortent les vibrations de musiques technos et à bord desquelles se trouve *« la jeunesse un peu friquée d'Alger »,* explique Yacine : *« Des filles et des garçons dont les parents sont de nouveaux riches. Ils ne boivent pas d'alcool mais viennent ici parce que c'est le seul endroit où ils ont l'impression de mener une vie à l'occidentale ».* Les clés de sa voiture posées à côté de son paquet de cigarettes, il attend ses amis pour dîner dans un restaurant où la salade César et le tiramisu figurent à la carte. *« On va se faire un karaoké et puis on partira en boîte au Saint-Georges [hôtel de luxe de la capitale] où se pro-*



Un Algérien marche sur une crête surplombant le quartier pauvre d'El Wiam, à Djazir Khasentina, dans la banlieue d'Alger.

Idriss Mekkidèche

Membre du Snapap* (syndicat autonome de la Fonction publique)

Avez-vous l'impression qu'au fil des années, les Algériens les plus riches sont devenus encore plus riches et les plus démunis, encore plus pauvres ?

Oui. On le voit en particulier sur le marché du travail. Un ingénieur recruté par une entreprise privée peut gagner plus de 70 000 DA par mois (environ 500 euros) pendant qu'un autre, à diplôme équivalent, touche 5 000 DA (environ 30 euros) dans le cadre du pré-emploi (dispositif d'aide à l'emploi). Ces pré-emplois, à 80 % diplômés de l'enseignement supérieur, sont aujourd'hui quasiment 1 million et se trouvent dans une situation presque pire que le chômage, puisque pendant six ans, la durée de recrutement, ils travaillent cinq jours par semaine, huit heures par jour. Si l'État avait instauré un système d'indemnité chômage, ces diplômés, au lieu d'être exploités pour des salaires dérisoires, auraient pu se consacrer à la recherche d'un véritable emploi à la mesure de leur potentiel.

La politique de l'État est-elle en cause dans l'aggravation de ces disparités ?

Oui, de la même manière que l'État n'a su passer d'une économie socialiste à une économie de marché, ses politiques sociales relèvent du bricolage. Il suffit de regarder les chiffres du chômage, officiellement à 9 %, en réalité à plus de 30 %.

L'État comptabilise les demandeurs inscrits à l'Agence nationale de l'emploi. Or la plupart ne s'y inscrivent pas ou, s'ils le font, ne renouvellent pas leur carte tous les trois mois comme le demande l'Agence. De plus, l'État ne recense pas tous les jeunes qui entrent dans les dispositifs d'aide à l'emploi : pourtant ces jeunes, qui perçoivent 3 000 DA par mois (environ 20 euros), ce sont toujours des chômeurs ! Pour résumer, aucune condition n'est réunie pour que l'économie soit capable de maîtriser l'inflation, les salaires, le pouvoir d'achat... Ajoutez à cela la corruption généralisée, grâce à laquelle les riches gagnent encore plus d'argent au mépris du travail et de l'économie, et vous comprendrez pourquoi les inégalités s'accroissent.

Comment imaginez-vous la situation dans les années à venir ; la demande sociale, sous la pression de la croissance démographique, ne risque-t-elle pas d'exploser ?

On court à la catastrophe. Si on compte les chômeurs et les travailleurs précaires pour lesquels les entreprises ne cotisent pas à la retraite, dans 40 ans, une partie importante de la population se retrouvera sans revenu. D'ici là, l'État devra revoir sa politique et créer de la richesse car il ne pourra plus compter sur la rente pour acheter la paix sociale.

* Chargé de communication du Comité national des contractuels du pré-emploi et du filet social.

duisent *Dj Toxic, Polka et Missou*. À la fin de la soirée, ils auront dépensé l'équivalent de 1 000 euros.

L'argent, Yacine est né dedans. Secret sur sa vie privée, il raconte être parti en Suisse faire ses études. Son père, « dans les affaires », lui a conseillé de revenir en Algérie. « Il sait qu'il y a de l'argent à se faire ici alors il m'aide. Je fais du consulting entre Alger et Paris », confie-t-il alors que le restaurant commence à se remplir et que l'odeur du tabac à la pomme des narguilés qui défilent devient entêtante.

On restera des rats

Revenons à Diar El Kaf. Ce n'est pas le tabac à la pomme que respire Ahmed, 48 ans. Marié et père de famille, il vit dans une cave sans eau, ni électricité. En accédant à la pièce qui lui sert de logement, par un escalier improvisé de blocs de béton, c'est plutôt l'odeur de l'humidité qui prend à la gorge. Sur des matelas posés à même le sol, ses enfants dorment. Ils ont six, quatre, trois ans, et tous souffrent d'asthme.

Les familles qui vivent dans les caves sont à peu près équipées à l'identique : elles disposent d'une gazinière, d'un frigo, d'une télé, mais pas de douche. Un WC turc caché par un rideau, et dont le trou est bouché par une bouteille vide pour empêcher les rats de débouler dans la pièce. Et à portée de main, une bombe contre les moustiques et les blattes.

Curieusement, cet employé de mairie n'a jamais bénéficié d'un des nombreux logements attribués par l'État. « *Hagrouna* » (Ils nous ont humiliés), comme dirait Yasmina, sa voisine de cave. Après le décès de son mari, un martyr de la guerre de Libération, elle s'est retrouvée seule avec son fils qui aujourd'hui, a quitté la cité. En plus du diabète et de l'hypertension, Yasmina a perdu le sommeil. Jour et nuit, elle essore les serviettes qui sous son lit absorbent l'eau des égouts qui coule de l'autre côté du mur. « *Après tous les sacrifices que nous avons faits pour ce pays, voilà ce que nous méritons !* », s'emporte-t-elle entre deux sanglots, à la recherche de vieux papiers prouvant combien son mari a été fidèle à la cause nationale. Sur le mur,

elle a accroché l'attestation faisant de son défunt époux un *chahid*, à l'aide de deux pinces à linge en bois et de deux fanions aux couleurs nationales.

« *Je suis allé voir le wali [préfet] pour qu'il nous sorte de là. J'ai menacé de m'immoler par le feu, ils m'ont répondu qu'ils allaient me mettre en prison !* » témoigne Hakim, 39 ans. À chaque fois qu'un comité de quartier est créé, la police vient le voir. Moi j'aimerais bien faire bouger les choses mais cet État a des espions partout ! ». Mohamed est d'accord avec lui : « *Il faut changer tous ceux qui sont au pouvoir, qui vivent comme des rois et qui envoient leurs enfants en France. Et ce changement ne peut se faire que par un soulèvement. Mais qu'on ne compte pas sur nous ! On a déjà vécu dix ans dans le stress du terrorisme et on voit bien comment ils vivent aujourd'hui en Tunisie ou en Libye* », s'emporte-t-il avant de se taire, comme s'il se rendait compte de ses propres contradictions. Le regard tourné vers la mer comme pour chercher une solution qui n'existe pas, Mohamed tire nerveusement sur sa cigarette et résume, fataliste : « *Nous, on vit comme des rats. Et on restera des rats* ». ■

LA DIASPORA VEUT TOUTE SA PLACE

Si la diaspora algérienne nourrit de grandes ambitions pour son pays d'origine, sur le terrain, le parcours est semé d'embûches. Et si le changement venait aussi de l'étranger ?

Par Nadia Moniaf

La diaspora peut-elle faire bouger les lignes en Algérie ? Depuis le début de la décennie 2000, bon nombre d'Algériens expatriés tentent leur chance dans le pays. Comme Salim, 37 ans : « Avec trois amis, nous avons monté une société d'informatique. Après avoir trouvé un local dans la banlieue d'Alger, notre structure a vu le jour ». À l'époque, les quatre Franco-algériens ne connaissent pas vraiment le fonctionnement de l'administration. Aujourd'hui, ils sont rodés.

Les jeunes patrons enchaînent alors les démarches. Parfois interminables. « Tout commence par le registre du commerce, chargé d'enregistrer la création de la société, mais aussi de valider le nom de la structure ». La société est lancée après deux mois de méandres administratifs. Le jeu en vaut la chandelle. Les affaires fonctionnent très vite. « Nous avons embauché huit salariés. Des ingénieurs locaux ». Salim est satisfait de la qualité du recrutement : « Nos ingénieurs sont compétents ». Son entreprise repose avant tout sur un engagement personnel : « C'est vrai que c'est difficile, mais nous n'avons pas envie de raccrocher. À travers ce projet, nous voulons participer à la construction de notre bled ».

Les transferts de fonds de l'étranger atteignent 2 % du PIB contre 8 % au Maroc. Difficile pour les Algériens de la diaspora de peser. Autre facteur d'explication, selon Salim, « la culture du protectionnisme, très développée. L'Algérie pourrait s'appuyer sur sa dias-

pora, mais la crainte d'un détournement à des fins politiques prédomine ». Une peur qui la pousserait à renoncer à ce vivier de compétences.

Hadj Khelil va plus loin. Selon cet entrepreneur arrivé en France à l'âge d'un an, « la fuite ou le rejet des cerveaux est organisé par le pouvoir ». S'il a grandi dans l'Hexagone, il sait de quoi il parle. Après avoir quitté la salle des marchés d'une grande banque londonienne en 2002, il crée Bionoor, une entreprise de dattes biologiques. Ses plantations situées en Algérie le poussent à franchir la Méditerranée très fréquemment. Et son constat est sans appel. « L'Algérie, c'est deux extrêmes : les missionnaires, ceux qui aident au changement et les parasites ! » Tout l'enjeu consiste à voguer entre les deux. S'il rappelle que l'on peut s'en sortir sans corrompre, Hadj Khelil sait bien qu'il faut s'armer de patience. « Avec l'administration, les échanges sont parfois épiques, mais on y arrive... », précise-t-il. Cet Algérien de France tire son épingle du jeu. Son chiffre d'affaires culmine à 1 million d'euros. D'autant que le trentenaire vit cette expérience comme une responsabilité. « Après les sacrifices des anciens, nous avons une responsabilité ! On doit y aller, s'impliquer. On ne peut pas critiquer perpétuellement et refuser de s'y frotter », martèle-t-il. Et le patron assure : « on noircit le tableau, mais sur le terrain, c'est gérable ».

Des succès comme celui de Hadj Khelil, l'Algérie pourrait en regorger. À condition de les valoriser ! Une association de lobbying, AIDA, vient de voir le jour. Lancée par des Algériens d'Amérique du Nord, l'Association

internationale de la diaspora algérienne organise une Diaspora Business Expo, en novembre. Son but : valoriser les actions des Algériens vivant à l'étranger. De son côté, Salim Branki, responsable de la diaspora à l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI),



manifeste un enthousiasme communicatif: «*Jamais les pouvoirs publics n'ont laissé pour compte la diaspora*». Un exemple? Le lancement en 1994 du programme APSI prévoyant des forums, baptisés Invest 1, puis Invest 2. «*Plus de 2 500 opérateurs économiques algériens et internationaux, venant de France ou de Canada, ont pris part à ces rencontres*». Un tournant, confirme-t-il. «*Les autorités ont réussi à capter l'intérêt de la diaspora. De véritables success-story émergent aujourd'hui, fruit de la dynamique lancée il y a 20 ans déjà*».

Mieux attirer les talents

Farida Souiah, chercheur au Ceri-Sciences Po Paris, fait observer que l'usage du terme diaspora concernant les Algériens de l'étranger est erroné: «*85 % d'entre eux se trouvant en France, il n'y a pas de dispersion de ce peuple comme cela est le cas chez les Arméniens ou les Juifs*». Une précision qui prend tout son sens quand on sait que la diaspora suppose une struc-

turation de ses représentants. Or, dans le cas algérien, l'inorganisation est criante. Du coup, les initiatives venues des Algériens de l'étranger restent confidentielles. Et seuls les plus tenaces résistent. «*Je refuse de broser un tableau totalement noir de l'Algérie*», explique Farida Souiah. Qui rappelle que sur d'autres questions, le pouvoir fait les yeux doux à sa communauté; «*L'action du pouvoir à l'endroit des Algériens de l'étranger est peu significative au plan substantiel, mais réelle au plan symbolique*».

Parmi les projets lancés, *Home sweet home*, inauguré en 2009. Le dispositif ciblait les Algériens basés à l'étranger. Objectif? Les inciter à investir au pays en allégeant la fiscalité. L'opération a été un échec. En cause, également, le manque d'information à ce sujet. L'Etat le sait bien, la communication est un des fers de lance du changement. «*Le ministère algérien des Affaires étrangères, aujourd'hui en charge de ses ressortissants,*

l'a bien compris. Il mise dorénavant sur les nouvelles technologies. Dernièrement, il a refondu son site Internet», explique la jeune universitaire. Des cours de langue arabe ou d'amazigh sont, ainsi, proposés aux Algériens de la diaspora. Autre mesure, l'attribution d'aides financières aux familles dites «immigrées» pour les vacances. S'appuyant sur un partenariat entre les pouvoirs publics algériens et les agences de voyages, ce dispositif passe, à ce jour, quasi inaperçu. Un paradoxe quand on sait que les aides allouées portent sur 50 % du montant du séjour! ■

«C'est vrai que c'est difficile, mais nous n'avons pas envie de raccrocher. À travers notre projet, nous voulons participer à la construction de notre bled».





Matériaux de construction

UN MARCHÉ EN PLEINE CROISSANCE

Pour satisfaire les impérieux besoins en ciment du secteur de la construction, l'État algérien cherche à conclure des partenariats avec des investisseurs étrangers soigneusement choisis

Savez-vous combien un seul des trois tronçons de l'autoroute Est-Ouest, un des plus grands chantiers du pays, absorbe à lui tout seul ? 500 000 tonnes de ciment ! Cela représente la production d'une cimenterie entière... » L'image donnée par un cadre du ministère du Développement industriel illustre l'appétit grandissant de l'Algérie pour le ciment. Dopé par

de gigantesques projets publics d'infrastructures (logements, routes, villes), le marché enregistre une croissance de 8 % par an depuis 2006. Malgré les menaces de restrictions qui pèsent sur les dépenses publiques, le ministre de l'Habitat et de l'urbanisme, Abdelmajid Tebboune, a annoncé le lancement de la construction de 300 000 nouveaux logements dans le cadre du plan quin-

quennal 2009-2014. Il a précisé que les programmes de construction, de grande ampleur, devaient être soutenus par des partenariats avec des entreprises étrangères et une amélioration de la qualité du bâti. En mai 2013, le gouvernement avait annoncé un programme de réalisation de 11 nouvelles unités de production de ciment et l'extension d'autres usines, pour ne plus importer, et même pouvoir exporter. Le ministre du Développement industriel et de la promotion de l'investissement, Amara Benyounes, l'a décidé: « *D'ici trois à quatre ans, nous ne connaissons plus de crise du ciment et nous arrêterons même d'en importer* ». Pour l'instant, la production nationale, de 18 millions de tonnes (dont 11,5 millions assurés par les cimenteries publiques), ne parvient pas à satisfaire la demande, qui a dépassé les 20 millions de tonnes et pourrait atteindre... les 30 millions d'ici à 2020. Résultat: en 2013, les importations ont augmenté de plus de 70 %.

Pour pallier les manques, l'État a décidé de s'allier à des investisseurs étrangers. Le groupe sidérurgique allemand ThyssenKrupp Industrial Solutions a reçu une commande de plusieurs centaines de millions \$ pour la construction d'une ligne de production de ciment à Sétif (dans l'Est). Prévue pour 2016, cette usine, commandée par la Société des ciments de Aïn El Kebira, devrait produire 6 000 tonnes par jour. En février, la sud-africaine Pretoria Portland Cement Company (PPC) et un privé algérien, Hodna Cement Company (HCC) ont signé une convention d'investissement. L'usine, qui sera implantée sur le site du gisement à Meghra (M'sila, au Centre), sortira son premier sac de ciment en juin 2016. Montant de l'investissement: 360 millions \$.

Karim Bencharif, président du conseil d'administration de HCC et membre du conseil exécutif du Forum

La spéculation, un juteux business

Depuis cinq ans, l'Algérie connaît de fréquentes pénuries de ciment. Le ministre de l'Habitat se veut rassurant et assure que ces crises n'affectent le cours des projets qu'à hauteur de 20 %. Mais ce qu'il ne précise pas, c'est qu'elles entraînent une hausse des prix, accentuée par la spéculation. Le porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, Hadj Tahar Boulouar, estime que cette spéculation affecte les prix d'au moins 30 %. En cause: les méthodes de « certains opérateurs », qui « sous prétexte d'approvisionner leurs projets, achètent des quantités de ciment dont une partie est écoulée sur le marché noir à des prix exorbitants ». Pas plus tard que fin mars, la gendarmerie a saisi une importante quantité de ciment à la frontière avec le Mali. De son côté, Smaïn Kouadria, député PT à l'Assemblée nationale et membre permanent de la commission des Affaires économiques, du développement,

de l'industrie, du commerce et de la planification, dénonce: « Certains gros spéculateurs, grâce à leurs relations avec les directions commerciales de certaines cimenteries, arrivent à faire passer des bons de commande très importants ». La marchandise, au lieu d'être livrée aux clients, qui ont, au préalable, déposé leur dossier auprès de l'usine pour demander leur quota, est alors détournée et « stockée pendant un certain temps pour faire grimper les prix alors que le marché connaît une pénurie. Et cela dérègle le marché ». Pour Abdelmadjid Denouni, président de la Confédération du patronat algérien du BHTP, la solution est simple: « Il faut aligner le prix du ciment sur celui vendu sur le marché international, quitte à ce que les logements soient plus chers, mais de meilleure qualité ». Problème: l'État, qui ne veut pas entendre parler d'une répercussion sur les prix du logement, n'entend pas libérer ainsi les prix.

des chefs d'entreprise, affirme que le choix de ce partenaire sud-africain a été bien réfléchi: « *Le ciment est pour nous une nouvelle activité. Nous voulons un partenaire de taille moyenne avec lequel nous pourrions apprendre et nous développer* ». Pour PPC, l'option algérienne obéit à la nouvelle stratégie de développement du groupe, le plus ancien et le plus important producteur de ciment d'Afrique australe, dont les neuf usines produisent 8 millions de tonnes de ciment par an.

Lafarge poursuit son offensive

« *Nous cherchons à accroître notre chiffre d'affaires de 20 % à 40 % hors Afrique du Sud*, explique le directeur général, Ketso Gordhan. *L'Algérie est la*

quatrième puissance économique du continent et sa demande n'est pas couverte par la production ». En effet, l'Algérie est le plus important consommateur de ciment par habitant au monde.

Avec cette nouvelle usine, la capacité de production de l'Algérie devrait augmenter de 10 %. Le ministre Amara Benyounes se réjouit: « *Dans les trois ans, dix nouvelles cimenteries entreront en production et nous permettront de sortir des importations, qui varient entre 3 et 4 millions de tonnes par an* ».

Pour réussir son implantation sur un marché jalousement nourri par le Groupe public industriel des ciments d'Algérie (GICA) et Lafarge (40 %), PPC devra aussi répondre aux exigences de transferts de technologies et de formation de l'Algérie. « *PPC est une entreprise très africaine, centrée sur la communauté. Elle fera comme à son habitude, du soutien aux collectivités locales*, souligne Karim Bencharif. *Nous avons aussi un projet d'école de formation aux métiers du ciment* ». Cette activité compte créer 400 emplois directs et 3 000 à 3 500 emplois indirects. Même Lafarge a dû revoir sa stratégie. Ce n'est pas un hasard si Bruno Lafont,

La production nationale, de 18 millions de tonnes (dont 11,5 millions sont assurés par les cimenteries publiques) ne parvient pas à satisfaire la demande, qui a dépassé les 20 millions de tonnes et pourrait atteindre... les 30 millions d'ici à 2020.

le PDG du *leader* mondial des matériaux de construction, a choisi l'Algérie pour implanter le premier laboratoire de développement de la construction en Afrique, le quatrième dans le monde après ceux de Lyon, Chongqing (Chine) et Mumbai (Inde). Lors de son inauguration, il a tenu à rappeler combien l'Algérie est « *un pays important* » pour son groupe. « *Nous avons connu, comme à chaque fois que Lafarge arrive dans un pays, une période d'adaptation, de découverte, mais, aujourd'hui, nos relations avec le gouvernement algérien sont bonnes* », a-t-il affirmé.

Il faut dire que depuis 2007, Lafarge tente par tous les moyens de faire oublier un mauvais départ. Les Algé-

riens n'avaient pas apprécié que l'égyptien Orascom revende, à l'époque, sa filiale algérienne de ciment et deux de ses cimenteries à Lafarge, selon eux, « *sans en être informés* ». Cette opération avait permis à Orascom de réaliser une énorme plus-value, mais, surtout, elle avait mis en évidence les erreurs stratégiques de l'Algérie : des secteurs clés ont été ouverts à des investisseurs étrangers dont la seule priorité était de réaliser des bénéfices sans investir en retour.

À la pointe de la R & D

Lafarge a donc développé une politique très offensive d'investissements (plus de 240 millions d'euros ont été injectés en Algérie depuis huit ans), de

formation (partenariats avec les universités d'Alger, d'Oran, l'École polytechnique, ouverture d'une académie de maçons dans ses propres usines pour 2014, etc.) et de transferts de compétences. Une première promotion de maçons est sortie de l'académie fin 2013. Le laboratoire comprendra, entre autres, une partie Recherche & Développement spécifique aux besoins des villes du pays, dans laquelle travailleront une trentaine de personnes. Un bloc de béton est actuellement à l'étude pour garder la fraîcheur à l'intérieur des constructions, permettant de répondre aux besoins du grand Sud où les températures dépassent souvent les 40 °C.

« *Lafarge a très vite compris où se situaient les enjeux* », souligne le secrétaire général du ministre de l'Habitat, Ali Bouralès. L'opération de séduction a en tout cas fonctionné, aidée en chemin par Jean-Pierre Raffarin, envoyé spécial du président français pour les affaires économiques, qui aurait « *poussé* » Lafarge dans un projet de société mixte avec le GICA.

Outre ses deux unités de ciment (M'sila et Oggaz) qui produisent plus de 8 millions de tonnes de ciment, le géant français projette d'ouvrir une deuxième ligne de production à la cimenterie de Meftah (près d'Alger) détenue avec le GICA, et doit commencer la construction d'une nouvelle unité à Biskra dont l'entrée en service est programmée pour 2015. Objectif : une production de 2,7 millions de tonnes par an destinées à arroser en priorité la région Sud.

Mais tous les concurrents n'ont pas les mêmes moyens. L'égyptienne Asec Cement, qui avait acquis fin 2008 une participation de 35 % dans la cimenterie de Zahana (Mascara, à l'Ouest) propriété de l'État algérien, mène actuellement des pourparlers avec la holding publique pour se désengager. Elle garderait en revanche ses 68 % de participation dans la construction d'une cimenterie à Djelfa. Les raisons de ce retrait ne sont pas établies, mais Bachir Yahia, le président du Groupe public industriel des ciments d'Algérie, soulignait il y a peu que « *les objectifs en matière d'apport d'expérience et d'amélioration du rendement n'étaient pas concluants* ». ■



1 AN DEJA !

Merci à nos 1925 actionnaires.



***Partageons ensemble
les fruits de notre croissance***

Jean-Michel Severino
Président d'Investisseurs & Partenaires
pour le Développement

Nous devons mieux comprendre la complexité de l'Afrique

Ancien directeur de l'AFD, Jean-Michel Severino dirige les fonds d'investissements d'I&P. Il plaide pour une approche moins simpliste de l'Afrique, tournée vers ses entrepreneurs.

Entretien avec Hichem Ben Yalche

Votre livre, *Le Temps de l'Afrique*, paru en 2010, était un véritable plaidoyer. Aujourd'hui, regarde-t-on l'Afrique avec vérité et réalisme ?

L'Afrique n'est jamais regardée avec réalisme. Soit elle est considérée avec dédain et mépris, et toutes ses réussites sont occultées. C'est le sentiment qui a prévalu jusqu'au début des années 2000. Soit elle fait l'objet d'un enthousiasme excessif. Nous connaissons, aujourd'hui, un retour de balancier, dont personnellement, je me réjouis beaucoup, mais qui occulte la complexité de ce continent. Il est très difficile de regarder l'Afrique avec réalisme et pondération. D'abord, parce que le continent est très divers, et ensuite, parce qu'il est extrêmement changeant. Pour ces raisons, il n'est pas possible de déconnecter – ce qui est d'ailleurs vrai de toute la planète – les dimensions économiques, sociales, politiques, religieuses... À cet égard, les acteurs de l'économie ont tendance à voir le monde à travers le seul critère des retours sur investissement. Les acteurs de l'humanitaire analysent la misère et pas le reste. Les acteurs politiques regardent la stabilité politique ou les luttes de pouvoir... Chacun a donc son prisme sur ce continent. En fait, peu de monde est en mesure de réconcilier ces dimensions et de porter sur ce continent un jugement, je dirais nuancé, équilibré, en restituant sa complexité.

Peut-être parce que les incertitudes sont tellement fortes qu'elles brouillent la vue...

Les incertitudes sont très grandes partout ailleurs dans le monde. Ce qui différencie le continent africain d'autres régions de la planète, tient dans la rapidité de la transformation structurelle. Quand on a un taux de croissance démographique



de 2 % par an, qu'on passe de 300 millions d'habitants aux indépendances, à 2 milliards en l'espace de 90 ans, c'est tellement rapide, tellement extraordinaire ! Les États doivent agir avec la combinaison du peuplement, donc l'occupation des territoires, de la densification rurale, de la croissance urbaine, de la transformation du pic de natalité et de sa décroissance... Et puis, l'émergence des classes moyennes, accompagnée de puissants mouvements migratoires qui structurent puissamment le continent, tout cela entraîne des transformations sociales difficilement compréhensibles, y compris pour les Africains ! Ils sont au milieu de la mêlée. Demandez à un joueur de football de vous décrire le match qu'il est en train de mener... Je crois que les Africains sont aussi dans cette situation-là ; ils vivent une réalité évolutive, diversifiée... Il est donc difficile pour chacun de se repérer. Personnellement, je pense que la perte de repères, le sentiment d'incertitude et d'inquiétude, jusque, y compris, dans le succès, marque beaucoup le continent.

nous a mis en colère dans ce rapport. Par exemple, la politique des visas et des bourses est hallucinante et folle! Nous avons entendu des hauts fonctionnaires nous expliquer que l'Afrique n'est pas prioritaire en ce qui concerne le renforcement des capacités des consulats français. Pour qui connaît les longues queues, par 40° degrés à l'ombre devant l'entrée des consulats, le parcours humiliant que connaissent les Africains, aussi bien dans nos consulats qu'à Roissy, cette analyse est impensable!

Male que suggérez-vous pour changer cette réalité ?

La France doit changer de politique d'accueil des étudiants africains. La circulaire Guéant a été une folie pure... une façon des plus magistrales de se lancer des grenades dégoupillées dans le pied !

Demandez à un joueur de football de vous décrire le match qu'il est en train de mener... Je crois que les Africains sont aussi dans cette situation-là; ils vivent une réalité évolutive, diversifiée...

Au gouvernement, mais également dans l'ensemble des partis politiques, la perception de l'Afrique change. Cela devrait rester ancré dans la durée.

Qu'est-ce qui, aujourd'hui, structure votre quotidien à I & P, en termes d'action ?

Depuis le début de ma carrière, je me suis consacré aux questions de lutte contre la pauvreté, tout particulièrement dans le continent africain, dont je suis originaire et où j'ai grandi. Ce que nous réalisons à I & P représente pour moi une étape pionnière et innovante du même combat. C'est la raison pour laquelle j'ai rejoint cette équipe, après mon départ de l'AFD. J'avais éprouvé, pendant cette décennie à l'Agence, l'importance toute particulière du métier de développeur

pour l'Afrique, les transformations de ce continent qui avaient été radicales, et la nécessité de renouveler profondément nos modes opératoires pour y être plus efficaces dans ce combat pour le développement durable contre la pauvreté.

En parlant du nécessaire changement d'approche, comment faut-il aujourd'hui aborder cette Afrique, en termes de projets, d'action ?

D'abord, le continent africain s'est transformé d'une manière pluridimensionnelle : sur le plan social, des valeurs, de la religion... Mais si on se concentre sur le plan économique, le continent est marqué, à la fois, par une croissance économique beaucoup plus soutenue que pendant la fin du XX^e siècle, mais aussi par l'accroissement des inégalités, par des défis environnementaux sans précédents – ils auront d'ailleurs peut-être raison de sa croissance économique s'ils ne sont pas traités – et une instabilité politique chronique. Celle-ci est liée aux secousses sociales qui agitent le continent, relatives au faible pouvoir d'achat des populations les plus fragiles. On oublie souvent de dire que 5 % de croissance économique, ce sont 2 % à 3 % en plus – suivant les pays – dans la poche des habitants, chaque année. Et ce n'est pas tant que ça ! En tout cas, cela ne se compare pas aux redistributions de pouvoir d'achat qui ont été opérées en Asie au plus fort de la croissance de ce continent. Par conséquent, aujourd'hui, il est important d'accélérer la croissance de l'Afrique. On ne peut pas se satisfaire des 5 %. C'est insuffisant à la fois pour rattraper l'Occident et pour changer profondément les conditions de vie des Africains en une génération. Il faut donc accélérer cette croissance économique et la rendre plus soutenable. Car la croissance repose sur des bases environnementales dont il faut avoir le courage de dire qu'elles sont très fragiles et qu'elles vont rapidement se retourner contre l'Afrique. Celle-ci épuise ses ressources minérales, ses ressources pétrolières, ses sols, son eau... Comme elle s'achemine vers les 2 milliards d'habitants – et davantage en fin de siècle –, ce mode de croissance économique ne sera pas viable. À cet égard, il faut que l'Afrique amorçe plus rapidement sa transition démographique.

Des tensions sont donc à venir. Les décideurs ont-ils réellement conscience de cette situation ?

Peut-être pas suffisamment. Beaucoup en ont conscience, mais il leur est compliqué de la traduire dans des actes. Ainsi, la communauté internationale peut avoir le sentiment qu'il faut baisser la garde et ralentir l'effort de l'aide publique au développement, dans un contexte où les investissements privés étrangers s'accroissent et où la croissance économique est plus forte. En fait, le continent africain, pendant longtemps, va avoir besoin simultanément de plus d'investissement local, de plus d'investissements directs étrangers (IDE), de plus d'aides publiques au

développement. Les trois vont être nécessaires, d'autant que, dans les pays pauvres du continent, les crises politiques vont continuer. Dans le Sahel, le climat général de tensions sociales n'a aucune raison de s'apaiser rapidement, s'il n'est pas traité de façon extrêmement vigoureuse. À ce propos, les politiques vont avoir beaucoup à faire pour apaiser ce sentiment d'injustice, avivé par la pression de l'accès aux richesses générée par le développement du continent.

Via le Fonds d'investissement I&P, quels projets ciblez-vous en particulier ?

Nous sommes exclusivement consacrés aux PME africaines. La raison en est simple : le continent a peu de grandes entreprises. Elles sont souvent issues des privatisations. Quelques groupes ont émergé ces 20 dernières années, ils sont bien connus comme celui du Nigérien Aliko Dangote. Pour autant, ce tissu de grandes entreprises est insuffisant pour tirer, à lui seul, la croissance économique du continent.

En réalité, l'essentiel des entreprises dont l'Afrique aura besoin, d'ici 20 ou 30 ans, pour animer cette croissance – créer de l'emploi, développer des services, améliorer les conditions de vie des populations... – ne sont pas encore nées. Elles sont dans la tête de leurs fondateurs. Pour reprendre une expression que j'aime bien, disons que les « *Bill Gates africains de demain* » sont encore dans leur garage, pour la plupart ! Par conséquent, il faut les aider à en sortir, et rapidement !

Quand l'ensemble du système fonctionne à l'envers, peut-on mener encore ce type d'action ? Votre démarche reste microscopique par rapport à l'ampleur des besoins...

D'abord, il faut mener ce genre d'actions. Dans tous les pays du monde, l'émergence des PME est un sujet difficile. Y compris dans la zone OCDE, où il existe des dispositifs massifs de soutien aux PME. Les États africains n'ont pas les moyens de mettre en place des systèmes massifs institutionnels, publics, de soutien à la taille du sujet. D'un autre côté, le système financier classique considère ces PME comme étant trop peu rentables, ou trop risquées, et n'intervient pas auprès d'elles. Il faut donc construire des instruments qui soient spécifiquement adaptés à ce tissu économique. Ils ne demandent d'ailleurs

que peu de subventions. Sauf quand il est utile de pouvoir, par exemple, accompagner la construction des capacités, la formation des entrepreneurs, des personnels des entreprises, etc.

Pour l'essentiel, ces entreprises ont besoin de capitaux suffisamment patients – si je puis dire – pour les accompagner dans leur développement. Ils doivent être structurés dans des conditions financières adaptées à leurs besoins et non pas plaqués à partir d'autres modes. Et ils doivent accepter des niveaux de rentabilité plus bas que ceux du *private equity* ou de la banque classique. Si ces PME sont très rentables, les coûts associés à leur suivi

Nous avons porté en *crowdfunding* une entreprise dont nous sommes actionnaires en Mauritanie ; elle distribue de l'eau et de l'électricité dans les milieux ruraux. Ce sera une entreprise rentable, qui dégagera un niveau de profitabilité satisfaisant pour nous, à la sortie.



absorbent des parts significatives du retour sur investissements. C'est pour cela qu'il faut, pour atteindre ces entreprises, soit des acteurs publics – des banques de développement, par exemple – lesquels acceptent et assument ces niveaux de rentabilité – soit des acteurs privés qui souhaitent intervenir dans cet univers-là, par éthique, et qui trouvent, dans le soutien à ces entreprises, une alternative particulièrement performante au « don compassionnel ».

En l'absence d'instruments pour promouvoir les PME, comment procédez-vous ?

Au départ, I & P a démarré sur une base pilote, en opérant des investissements ponctuels. Aujourd'hui, nous sommes investisseurs et actionnaires d'une cinquantaine de PME africaines. Nous continuerons à investir chaque année, en direct, dans une bonne dizaine de PME nouvelles, ce qui constitue une accumulation significative. Nous savons surtout que cette action a ses limites, et surtout, qu'elle ne peut se concentrer que sur les PME déjà un peu structurées ou un peu importantes.

Pour prendre en compte cette réalité, nous développons actuellement un réseau de sociétés financières et de fonds d'investissement locaux, créés dans chaque pays. Nous en avons une dizaine en projets. Nous pourrions ainsi développer un tissu de financements beaucoup plus massifs et beaucoup plus pérennes. Pour illustrer le propos, nos véhicules d'investissements reposent sur une levée de fonds d'une vingtaine de millions d'euros en Europe ; ils vont permettre de créer une dizaine de sociétés financières, dans une dizaine de pays. Deux sont déjà en place, pour cette année 2014, au Niger et au Burkina.

Ces quelque 20 millions d'euros vont permettre de lever une trentaine de millions supplémentaires auprès d'investisseurs locaux, lesquels ne se seraient jamais risqués dans ces activités. Ils vont le faire avec nous ! Au total, nous allons pouvoir financer environ 250 millions d'investissements, ce qui va nous permettre de créer plus de 500 sociétés, 15 000 emplois pendant cette période. L'intéressant dans cette démarche est non seulement qu'elle permet déjà de

passer du stade confidentiel à celui, déjà, d'un pacte massif. En plus, notre démarche est en « *open source* » : si nous pouvons faire la démonstration – nous le saurons dans trois ou quatre ans – nous sommes capables de mettre en place ce genre de mécanisme, alors, beaucoup de gens pourront le faire ! Les modes opératoires seront à la disposition de tous ceux qui veulent l'imiter. Dans cet esprit, nous rédigeons un Guide d'investissement qui sera public d'ici à la fin de l'année.

Comment entrez-vous en résonance avec les autres acteurs économiques, notamment les bailleurs de fonds, les institutions financières ?

Nous apportons des fonds propres. Ils sont un élément critique pour les PME, bien qu'ils ne soient pas le seul instrument de financement dont elles ont besoin. Elles ont aussi besoin d'aides bancaires. Dans ce cadre, je dirais que nous sommes les meilleurs acteurs de la réconciliation des banques et des PME. Puisque notre intervention en fonds propres dans ces entreprises leur permet souvent de susciter l'intérêt des banques. Nous apportons une forme de caution en termes de réputation, en travaillant sur la structuration financière et comptable de ces sociétés et sur leurs systèmes d'information. De ce fait, les banques peuvent intervenir. Non seulement nous entretenons d'excellents rapports avec les banques, mais elles sont pour nous un partenaire fondamental de la réussite des entreprises dans lesquelles nous sommes investis. Le vœu le plus vif que nous formulons, c'est que notre intervention d'apporteur de fonds propres soit une raison convaincante pour les banques de venir s'impliquer dans le secteur des PME, où nous prenons le plus de risques.

Nous sommes également très proches des bailleurs de fonds publics, car nous avons besoin des investissements des institutions financières de développement, pour nous alimenter en ressources. Globalement près du tiers de notre financement provient de la BAD, de BEI, de Proparco ou du FMI. Pour nous, convaincre l'ensemble des Institutions financières de développement public d'investir dans le secteur est très important. Leur concours nous est particulièrement précieux.

Qu'est-ce qui détermine votre choix de PME ? Quels sont vos secrets de fabrication pour en connaître le potentiel ?

Nous avons trois critères de sélection des entreprises dans lesquelles nous entrons : les entrepreneurs, les entrepreneurs et les entrepreneurs !

C'est-à-dire...

Nous privilégions les entreprises qui sont, soit en cours de création, des *start-up*, soit qui sont encore de petite taille et qui présentent de forts potentiels de développement. Dans ces entreprises, souvent la structure est fragile. Elles comptent, au



Cette dimension est-elle importante pour vous ?

Elle est fondamentale. Parce qu'on n'apprécie pas l'entrepreneur hors de son contexte familial. Il est très important pour nous de connaître les familles, de savoir comment elles se structurent, quelles sont les relations qu'elles entretiennent et si, effectivement, il y a un potentiel. Il est très rare que nous rencontrions un entrepreneur « tout nu », sans un contexte social dans lequel il s'incarne, un parcours. D'ailleurs, l'histoire qui a amené l'entrepreneur à son projet, qu'il soit déjà constitué ou qu'il s'agisse d'une *start-up*, est aussi pour nous un facteur très important d'approche de l'investissement.

mieux, quelques dizaines de salariés. Dans l'immense majorité des cas, le chef d'entreprise fait partie d'une famille. Il est le garant du futur de l'entreprise. Par conséquent, pour nous, l'approche du projet est importante, mais la personnalité et la capacité de l'entrepreneur à développer son projet sont encore plus importantes. Car notre expérience a montré que les projets bougent, que les circonstances se transforment. On croit s'embarquer dans une certaine aventure et, trois ans après, on se retrouve complètement ailleurs. Le projet le mieux pensé va se retrouver fatalement confronté à des difficultés qui sont imprévisibles. Vous le voyez, l'important tient dans la capacité de vision de l'entrepreneur, sa façon de réagir, à construire, à s'adapter, en un mot, sa résilience. On ne trouve pas tout cela dans les comptes !

Naturellement, nous faisons notre travail, nous analysons attentivement les comptes, mais aussi les marchés. Bref, tout le travail classique d'un investisseur. Cependant, nous savons que, dans ce milieu de la PME, contrairement à celui de la grande entreprise qui est beaucoup plus dépersonnalisé au regard de la taille des structures, ce sont vraiment les personnalités qui comptent. Du reste, c'est la vocation fondamentale d'I&D. Son objectif : faire émerger des entrepreneurs. Voilà ce qui nous motive !

Même si l'entrepreneur fait partie du capitalisme familial qui est dominant en Afrique ?

Mais le capitalisme familial est le trait dominant de toutes les PME de toute la planète ! Par conséquent, travailler dans les PME, c'est travailler avec des familles. Toujours ! Dans beaucoup de cas, les entrepreneurs travaillent en couple. Parfois, ils sont les repreneurs de l'entreprise parentale. Et s'ils réussissent, il n'est pas exclu qu'ils la lèguent à leurs enfants. Souvent, on va retrouver les cousins, les neveux, les tantes, les oncles dans l'environnement. Quand ils ne sont pas aux opérations, ce sont souvent les parents qui ont fourni le capital initial de la société.

Quel est votre mode d'accompagnement par rapport à des projets de ce type-là ?

Nous savons que les entrepreneurs sont soumis à des très grands défis et doivent traiter un nombre très varié de sujets, de marketing, de technique, de technologie, de comptabilité, de finances, de systèmes d'information, de ressources humaines... Aucun entrepreneur, aucune personne du monde ne peut être bon sur tous les sujets simultanément. Notre tâche consiste alors à repérer les points faibles de l'entrepreneur ou du management, et de leur apporter un soutien, à travers de l'assistance technique, du coaching. C'est-à-dire de la mise à disposition de conseils et de mise en œuvre.

En général, quelle que soit l'entreprise, nous allons accorder un traitement particulier à deux séries de sujets importants. En premier lieu, ce sont les finances et les systèmes d'information ; dans 99 % des cas, ils constituent un point faible de la jeune pousse. Or, sans bon système d'information, une entreprise a du mal à comprendre où sont ses marges, quel produit est à développer par rapport à tel autre. Or, un tel système représente un coût important.

En second lieu, nous allons consacrer du temps à la question environnementale et sociale, bien souvent un point faible des PME. Pourtant, la satisfaction du personnel dans son travail, sa couverture santé, les conditions de travail, sont un élément fondamental du succès de l'entreprise. Nous apportons, là aussi, des conseils, des solutions, un accompagnement. Sur les questions environnementales, le sujet relève

de la responsabilité éthique de chaque entrepreneur. Mais il est aussi un sujet de compétitivité et de productivité ! Nous l'abordons souvent par le biais de l'efficacité énergétique, qui permet un rapport dépenses-gains favorable au compte d'exploitation. Nous l'abordons aussi par la dimension du recours à des énergies alternatives. Dans un monde de ressources fossiles très chères et dont le prix est croissant, elles nous semblent un élément essentiel de la compétitivité.

Nous avons dit au ministre de l'Économie : il n'existe aucune politique publique en France susceptible de créer 450 000 emplois. Aucune ! Sa seule chance est le commerce avec l'Afrique.

Quel est votre baromètre, pour être dans un état de veille, suivre cette réalité des PME en Afrique ?

En ce qui concerne notre portefeuille, nous le suivons par le biais de systèmes de reportings mensuels et trimestriels, articulés autour des systèmes d'information que je vous ai décrits.

Comment êtes-vous perçus par les Africains ? Dans votre démarche d'approche, êtes-vous perçu comme un élément extérieur, venant conquérir certains pays ou même le continent ?

Pour l'essentiel, aux Africains de répondre à votre question ! Deux choses me frappent. La première, I & P est accueillie avec enthousiasme par tous les acteurs du réseau économique. Car nous sommes dans l'immense majorité des cas les seuls à apporter une solution à leurs problèmes ; particulièrement lorsque nous proposons de constituer des fonds d'investissement ou des sociétés financières locales. Dans tous les cas, elles arrivent en terrain vierge et sont donc les premières à s'intéresser aux PME. On comprend que les acteurs économiques locaux, ou les entrepreneurs, les banques, les pouvoirs publics, soient particulièrement intéressés.

La deuxième chose qui me frappe tient à la difficulté pour un entrepreneur d'ouvrir son capital. Un fonds d'investissement n'est pas un acteur neutre. Il n'est pas une banque. Lors d'un prêt, une banque va s'assurer que vous employez ses fonds pour l'objet qui a été défini, puis va percevoir ses intérêts, et c'est terminé. Nous, nous entrons au capital, nous faisons partie du conseil d'administration, nous sommes liés par des clauses parfois très incrimées, qui entrent, fatalement, dans la vie des gens.

Dans la plupart des cas, les entrepreneurs, au début, éprouvent de la méfiance et nous mettent fortement en question. Bien sûr, le cheminement est souvent long, entre le premier contact et la réalisation de l'investissement. Et d'ailleurs, nous ne souhaitons pas le raccourcir : nous allons demeurer entre cinq et huit ans « copropriétaires » d'une entreprise, que nous allons essayer, dans la plupart des cas, de revendre à son entrepreneur, à son propriétaire, à la sortie. Cette relation d'intimité suppose un approvisionnement mutuel, et un climat de confiance. Dans ce contexte, nous espérons que l'accumulation des cas de sortie améliorera la confiance à l'égard de notre démarche. Nous avons réussi huit sorties, ces deux années ; elles ont été extrêmement satisfaisantes pour toutes les parties. Nous ne nous faisons pas trop d'illusions : en Europe, aussi, ou aux États-Unis, où le capital-risque est très répandu, cette mise en contact demeure difficile. En Afrique, il faut que nous arrivions en tout cas au stade où l'instrument soit connu, que le climat de confiance, a priori, règne, ce qui permettra, en tout cas à plus de gens d'oser faire le pas, pour commencer le dialogue.

Qu'est-ce qui vous différencie, par rapport à la *private equity* ?

Ce qui nous différencie, c'est d'abord et essentiellement le fait que nous mettions la promotion de l'entrepreneur et de son développement – et les objectifs sociaux et environnementaux qui vont avec – comme notre premier objectif. La rentabilité, pour nous, est une question importante – nous ne pouvons pas fonctionner si nous ne sommes pas soutenables



financièrement – mais elle est secondaire. Car si notre objectif était d'abord la rentabilité, comme un fonds de *private equity*, nous réaliserions des opérations de tailles beaucoup plus importantes. Nous en avons les moyens ! C'est donc un vrai choix de rester sur ce créneau, de ne pas proposer des tickets d'investissement de plus de 20,5 millions d'euros. Ce choix nous limite à une certaine taille d'entreprises. L'autre point qui nous différencie, c'est que nous assumons d'aller dans des pays et dans des secteurs où personne ne va.

C'est-à-dire ?

Nous opérons aujourd'hui au Sahel. Vous connaissez quelqu'un qui va faire du *private equity* dans cette région, aujourd'hui ? Nous assumons des niveaux de risque supérieurs, qu'ils soient géographiques ou sectoriels. Nous avons, récemment, porté en *crowdfunding* une entreprise dont nous sommes actionnaires en Mauritanie, laquelle distribue de l'eau et de l'électricité dans les milieux ruraux. Ce sera une entreprise rentable, et qui dégagera un niveau de profitabilité satisfaisant pour nous, à la sortie. Il reste qu'aujourd'hui, vous ne trouverez aucun acteur financier désireux de prendre un risque sur un distributeur d'énergie en milieu rural en Mauritanie !

Par conséquent, je dirais que nous avons un appétit au risque très différent des autres acteurs. Nous ne sommes pas des fous furieux – nous prenons des risques extrêmement mesurés et réfléchis – mais nous concevons plutôt notre mission comme étant celle d'un acteur du développement. Nous allons chercher la croissance là où elle est. Notre préoccupation première, ce n'est pas de rechercher d'abord la rentabilité, mais la croissance là où elle se trouve.

Nous croyons passionnément que la source, la pérennité des entreprises dans lesquelles nous investissons réside surtout dans le niveau de responsabilité sur ces critères. Nous ne nous engageons pas avec des entreprises dans lesquelles l'entrepreneur ne partage pas nos valeurs. Cela ne veut pas dire qu'il est parfait et qu'il est au niveau maximum des performances ! Nous savons que, dans toutes les entreprises, il s'agit de cheminer, de progresser vers un idéal qui n'existe jamais pleinement. Lorsque nous nous apercevons qu'il n'est pas possible de tenir le contrat moral – il peut arriver de rencontrer des échecs, comme tout le monde – nous en tirons les conséquences. ■

Pouria Amirshahi
Député des Français de l'étranger

Au cœur de la diplomatie parlementaire

Pour la première fois, en 2012, les Français ont élu 11 députés pour représenter ceux établis hors de France. L'un d'eux, Pouria Amirshahi, explique en quoi sa fonction rejoint parfois celle d'un diplomate.

Par Guillaume Weill-Raynal

Je ne suis que député... entre guillemets. C'est beaucoup, mais en même temps, je ne suis pas au gouvernement, je ne suis pas diplomate, directement... ». Député entre guillemets. Une formule originale pour définir un statut qui ne l'est pas moins. Candidat du parti socialiste, Pouria Amirshahi a remporté le scrutin dans la 9^e circonscription, celle de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest. Une fonction entièrement nouvelle, dont les contours demandaient à être inventés et dont la définition en creux est porteuse d'un sens aussi important que celui de ses attributions officielles. Si l'intéressé explique qu'il n'est pas diplomate, c'est pour préciser aussitôt : pas directement...

Le caractère inédit de ce statut ne l'a pas effrayé. À 42 ans, Pouria Amirshahi n'est pas un débutant. En 1986 – il n'a que 14 ans! – il est déjà l'un des porte-parole du mouvement lycéen contre la loi Devaquet. Dans les années 1990, il préside l'UNEF-ID, l'un des principaux syndicats étudiants. Il adhère au Parti socialiste à la même époque, en gravit les échelons, participe activement aux divers courants de son « aile gauche » en parallèle avec une carrière de cadre dans la fonction publique. De ce parcours, il a gardé le goût des débats d'idées. Une solide expérience des réseaux, aussi. Un *background* qu'il a su mettre à profit pour trouver ses marques dans ses nouvelles fonctions de député des Français de l'étranger. La circonscription de Pouria Amirshahi approche la taille d'un continent. Seize pays. Une superficie de plus de 17 fois celle de la France métropolitaine! Il voyage beaucoup. La première année de son mandat, c'était « un jour sur deux ». Concrètement, un voyage de trois jours suivi de trois jours en France. Puis un autre voyage de trois jours, et ainsi de suite. Aujourd'hui encore, il enchaîne les allées et venues incessantes : Maroc, Burkina Faso, Niger, Mali... Un rythme pareil permet-il vraiment de travailler? Oui, affirme-t-il. Tous ces pays ont une proximité géographique, « une cohérence géopolitique » qui



Photo © Assemblée nationale-2014

leur fait « partager un imaginaire commun » avec la France. Pouria Amirshahi s'y sent « plus à l'aise qu'un député de l'Asie du Sud-Est ou de l'Amérique du Sud ». Surtout, chacune de ses visites obéit à un ordonnancement immuable, une sorte de règle des trois tiers : un tiers pour la communauté française, un autre pour la société civile du pays visité, le dernier pour les autorités. Une manière de faire vivre concrètement ce qu'on appelle « la diplomatie parlementaire », un concept jusqu'alors circonscrit aux enceintes universitaires et aux colloques savants. Des liens se nouent entre députés français et parlementaires des pays visités, ses homologues, qu'il inclut dans la société civile.

Il imagine demain une grande communauté d'intérêts autour de la Francophonie, permettant l'émergence *« de médias qui unifient un imaginaire, d'industries communes, d'outils éducatifs et de diplômes communs »*, et qui permettra *« de construire, peu à peu, dans cette mondialisation une forme nouvelle de puissance et de rayonnement »*.

L'Afrique est l'avenir de l'Europe

Confronté à sa faible croissance économique, sa marginalisation politique, le Vieux Continent a autant besoin de se rapprocher des États-Unis que de l'Afrique, en participant à son développement. Autant par intérêt que par générosité.

Par Dov Zerah



Depuis 30 ans, nous vivons une modification fondamentale du monde. On a cru que la chute du mur de Berlin consacrerait la fin de l'histoire et que s'installerait un monde unipolaire où les États-Unis domineraient le monde. Cela a failli être le cas si les Américains n'avaient pas commis deux erreurs fondamentales : les guerres en Afghanistan et en Irak. Ils sont en train de payer le prix de ces interventions, comme ils ont payé dans les années 1970 les coûts de la lutte contre le communisme et de la guerre au Vietnam. Cela explique la tentation isolationniste. Pour autant, le monde n'est pas devenu multipolaire, il n'est pas organisé. Les pays émergents émergent, et ne veulent pas prendre leur part aux différents débats qui animent la communauté internationale. Ils sont plus dans une démarche individuelle, nationaliste de développement. De son côté, l'Europe est à la recherche d'un second souffle. Le Vieux Continent a-t-il encore une place économique dans le monde ?

L'Europe est dans un contexte démographique négatif. La population mondiale va passer de 7 milliards d'individus à 9 ou 10 milliards en 2050. Cette augmentation provient pour moitié de l'Afrique subsaharienne : là où se situe aujourd'hui le dynamisme. Certains disent même que le dynamisme de l'Afrique subsaharienne va supplanter celui des pays émergents d'ici 30-40 ans. Cela est possible, mais pas certain. L'Europe est un continent de basse pression démographique et, comme toujours en pareille circonstance, devient hôte et reçoit des immigrés, non sans difficultés.

Depuis 40 ans, l'Europe politique n'a cessé de s'élargir, et couvre maintenant la quasi-totalité du continent européen. Mais il n'y a aucune véritable communauté. Les pays membres n'ont pas les mêmes perceptions, ne partagent pas la même vision. C'est une des raisons pour lesquelles le projet de Constitution européenne n'avait pas de véritable sens. Pourtant, il s'agissait d'un acte fort, d'un contrat social entre

des gens qui ont la même conception du vivre-ensemble. Tous ces élargissements ont compliqué les processus décisionnels européens et dilué la capacité d'affirmation de l'Europe.

On nous avait promis que le marché unique, la monnaie unique allaient apporter un ressort à la croissance interne. Or, de 1989 à 2000 – après le marché unique – la croissance de la zone euro a été inférieure de 50 % à celle des États-Unis et dix fois moindre que la croissance chinoise. Les performances américaines sont meilleures en termes d'emploi, de productivité, d'investissement, de recherche. Que s'est-il donc passé depuis la création de la monnaie commune ? De 2001 à 2011, la croissance européenne a été légèrement inférieure à celle des USA, mais l'écart se creuse avec la Chine : 18,3 % pour l'Europe, 20,6 % pour les États-Unis et 226,8 % pour la Chine ! On a donc une Europe, qui depuis 20 ans, a décroché économiquement.

Renforcer les partenariats

Les Européens ne semblent plus vouloir écrire l'Histoire, ne paraissent plus être les maîtres de leur destin... Il est grand temps que s'exprime un volontarisme politique européen ! Celui-ci passe par un approfondissement entre les pays qui le souhaitent. Au-delà de l'exigence d'un nouvel approfondissement, l'Europe doit rechercher de nouveaux partenariats stratégiques. Dans un monde globalisé, seules les stratégies de coopération et de partenariat permettent de surmonter les défis auxquels l'humanité est confrontée ! L'Europe doit s'y inscrire sans aucune frilosité ! Elle doit s'inscrire dans un partenariat fort avec les Américains. L'Europe et les États-Unis sont confrontés aux pays émergents qui, pour asseoir et conforter leur croissance, n'ont pas les mêmes exigences sociales et environnementales. Quelles que soient les différences entre le modèle social européen et l'*American way of life*, ils ont plus de similitudes qu'avec les modèles asiatique ou latino-américain.

Nous avons en commun des valeurs, des intérêts. Les défendre serait une bonne façon de combattre le moins disant social ou environnemental.

Il en est de même pour l'Afrique. L'Europe ne peut se désintéresser du continent ! Pour au moins trois raisons : la France ne souhaite plus être le gendarme de l'Afrique. Mais les circonstances l'ont conduite à intervenir au Mali, et en Centrafrique. Personne ne peut se désintéresser de cette bande sahélo-soudanaise, terreau de tous les trafics, de tous les terrorismes ou banditismes. Personne et encore moins la France et l'Europe, ne peut s'en désintéresser, car la géographie et l'histoire en font nos voisins de palier !

Le moment est arrivé de poser les bases d'une nouvelle approche africaine. Cela passe par la création d'un système de sécurité collective pour l'ensemble de l'Afrique. La France, l'Europe, en partenariat avec l'UA, l'ONU, et les grands pays africains, doivent mettre en place un système de sécurité collective, une OTAN africaine. Cela est indispensable pour éviter que certains soubresauts ne remettent en cause la croissance économique et n'accroissent les phénomènes migratoires. Dans sa frilosité et son repli sur soi, l'Europe essaie de se protéger face aux immigrés. Elle ne peut ériger longtemps des frontières lorsqu'on voit les risques que prennent les Africains pour venir sur le Vieux continent. Les pays du Sud sont, à première vue les premiers concernés, et les pays du Nord croient être à l'abri du mouvement... À tort, car le problème est européen. Les Africains arrivent à Lampedusa ou en Espagne, mais font très vite la cartographie du taux chômage en Europe et finissent par se rendre vers les pays qui offrent le plus d'emplois.

L'Afrique, entre décollage et marginalisation

D'aucuns pensent qu'avec la croissance économique que connaît l'Afrique, le problème disparaîtra. C'est possible, mais l'Afrique paraît aujourd'hui être à la croisée des chemins. Depuis quelques années, la marginalisation semble écartée notamment avec une forte croissance et le regain d'appétit de la part des pays émergents. La pleine intégration du sous-continent est indispensable pour relever les immenses défis auquel il doit faire face.

L'Afrique a les niveaux de PIB les plus bas de la planète, son poids économique est quasiment inexistant par rapport aux autres pays. Elle fait figure de poids plume sur la scène économique mondiale. Mais cette situation est en train de bouger et l'Europe ne peut rester indifférente à ce mouvement. Plus, l'Europe doit l'accompagner ! La croissance s'est élevée à 5,7 % en moyenne sur la période 2001-2013 contre 2,6 % dans les années 1980 et 2,3 % dans les années 1990. Au-delà des effets positifs du renchérissement des prix des matières premières, il est difficile de comprendre les raisons de ce sursaut. Les « acteurs du bas » ont inventé, innové, créé des activités satisfaisant de nombreux besoins essentiels. Face à la

crise des années 1990, l'Afrique a fait preuve d'une formidable capacité de résilience grâce à son économie informelle, à ses logiques de redistribution et aux nombreux dispositifs d'allègement des dettes.

L'informel est, par définition, difficilement appréhendable. Dans les grandes villes africaines, 75 % des actifs seraient employés dans ce secteur : il va des cireurs de chaussures, des gardiens de parking à la réparation automobile. Sa persistance peut être interprétée comme une réaction des sociétés traditionnelles qui n'acceptent qu'une partie de la modernité, de l'économie marchande. Elle constitue une forme de protection face à l'inéluctabilité du changement, perçu comme une agression venue de l'extérieur. Même si le secteur informel permet à de nombreuses populations de subsister, voire de survivre, il ne peut constituer un mode pérenne de développement, et son extension ne ferait qu'accroître la marginalisation de l'économie africaine dans le concert international.

Il existe une exception africaine qui se manifeste par des comportements et des logiques distributives atténuant les clivages sociaux et géographiques. Les riches entretiennent tous les membres de la famille du clan, les entreprises publiques engagent des villages entiers ce qui provoque la privatisation de la sphère étatique et l'appropriation des biens publics par les individus. Si cette pratique favorise, voire justifie la corruption, elle évite les explosions sociales, et l'on peut parler de l'étonnante vitalité des sociétés africaines. Seuls quelques pays apparaissent aujourd'hui comme des pays pré-émergents, au premier rang desquels l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana ou le Kenya. L'Afrique continue à faire reposer sa croissance sur une économie essentiellement extravertie, fortement exportatrice et en priorité de matières premières brutes, sans véritable transformation locale. Ses autres sources de revenus sont les transferts des migrants et l'aide internationale.

L'Afrique représente pour les pays industrialisés et notamment pour les émergents une source de matières premières, de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités de développement. L'attitude de ces puissances, moins exigeantes en matière de gouvernance, et leurs fortes demandes en matières premières ne sont pas sans risques, car elle a tendance à renforcer le caractère déjà très extraverti des économies africaines. Inégalement répartie, la ressource fossile

est exportée et cette manne pétrolière ou gazière ne s'est guère traduite par d'importantes retombées pour les populations des pays bénéficiaires. Le regain d'intérêt pour l'Afrique ne doit pas se limiter à la seule exploitation de ses ressources naturelles. Il est indispensable d'accompagner un développement effectif et durable.

Alors qu'au début des années 1960, on disait « L'Afrique est bien partie... le développement de l'Asie sera très difficile... », c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Au cours des 30 dernières années, la situation africaine n'a cessé de se détériorer par rapport à l'Asie ou l'Amérique

Des agro-industries pourraient fournir entre 10 % et 15 % de la demande d'électricité en Afrique subsaharienne. Le développement des énergies renouvelables est d'autant plus indispensable que le sous-continent aura à affronter le défi de la transition énergétique.



latine. Alors que l'Afrique semblait quelque peu intégrée dans le commerce mondial dans les années 1960, c'est à présent l'Asie qui participe le plus aux échanges mondiaux ; l'Afrique se trouve à la périphérie de cette dynamique. Il convient de s'interroger sur les raisons d'une telle évolution, sur les causes du mal-développement africain. La faillite économique se transforme en faillite humaine et l'on voit régulièrement poindre le risque malthusien. Dans ces conditions, l'Europe doit aider l'Afrique à faire face à ses défis, autant par intérêt que par générosité.

D'ici à 2050, l'Afrique va être confrontée à une croissance démographique sans précédent, une urbanisation très rapide, à des effets collatéraux du changement climatique. Ces défis mettent les systèmes économiques et politiques africains sous pression, et font peser sur eux des contraintes qui sont autant de menaces pour le maintien d'un développement pérenne de l'Afrique, qui risque de devenir une zone de très fortes instabilités. Les pays doivent se préparer, sur une très courte échelle de temps, à la fois à nourrir leurs populations, les accueillir au sein d'importants ensembles urbains, donner à leurs jeunes l'éducation et les qualifications pour assurer leur employabilité, créer des emplois en nombre suffisant, développer et renforcer les infrastructures.

Cette croissance démographique est unique dans l'histoire. Peuplée d'un peu plus de 227 millions d'habitants en 1950, soit environ 10 % de la population mondiale, l'Afrique a franchi en 2010 le seuil du milliard d'habitants, soit 15 % de l'humanité,

et devrait doubler sa population en 40 ans pour atteindre les 2 milliards en 2050, soit plus de 20 % de la population mondiale. Elle sera essentiellement constituée de jeunes.

Répondre aux défis de l'urbanisation et de l'emploi

L'impérieuse nécessité de pouvoir nourrir cette population devrait s'accompagner de fortes tensions sur la ressource et faire de la question agricole et foncière, plus encore que par le passé, un sujet capital. La population urbaine de l'Afrique passera ainsi de 414 millions de personnes en 2011 à plus de 1,2 milliard en 2050, faisant évoluer le taux d'urbanisation de 40 % à 60 %. En 2025, Lagos ou Kinshasa pourraient devancer en taille Pékin, Rio ou Los Angeles.

L'accueil de cette population bientôt à majorité urbaine suppose également un effort continu dans le domaine des infrastructures nécessaires pour approvisionner, loger, éclairer, transporter, soigner, les futurs Africains. Tout cela suppose des investissements considérables. Ce défi est d'autant plus important qu'aujourd'hui déjà, le manque d'infrastructures reste criant, amputant, selon des estimations, la croissance en Afrique subsaharienne de 2 % par an en moyenne. La plupart des sociologues s'accordent pour souligner l'incroyable potentiel de violence que constitue pour l'Afrique le double phénomène de l'urbanisation et d'une jeunesse majoritaire délaissée. La pression urbaine, le chômage et des services



publics déficients favorisent la violence dans les centres-villes et produisent de gigantesques bidonvilles qui constituent des zones de non-droit et de déstabilisation.

Le défi de l'emploi demeure un des sujets les plus complexes, car il est lui-même à la croisée de plusieurs éléments : la demande mondiale, la capacité à développer une production répondant à une demande intérieure nationale, mais aussi régionale, susceptible de prendre le relais d'une croissance jusqu'ici largement demeurée exogène et donc vulnérable aux chocs extérieurs, la stabilité des pays africains, leur capacité à redistribuer la richesse et à retenir leurs cerveaux, enfin la possibilité de mobiliser les investissements, que ce soit en matière d'infrastructures ou de formation. Est patente la difficulté à produire des objets manufacturés en Afrique qui manque d'ingénieurs et de travailleurs qualifiés.

Les exemples du Burkina Faso, du Mali ou du Sénégal qui, malgré d'importants cheptels de bovins continuent d'importer de la poudre de lait, illustrent ce problème de l'emploi à dimensions multiples qui implique à la fois un changement de paradigme face à des cadres nationaux trop étroits, un important besoin de formation, une mobilisation du capital et l'exigence d'infrastructures énergétiques et de transports suffisants. Le risque d'un chômage de masse pour les centaines de millions de jeunes Africains attendus d'ici à 2050 constitue une menace pour la stabilité d'une Afrique devenue

plus urbaine et soumise aux migrations renforcées par la poussée démographique. Ce changement d'échelle accentuera également le phénomène déjà très important des mobilités de population. L'Afrique devrait être plus touchée que d'autres régions par le changement climatique, car les équilibres environnementaux restent instables :

- les sols, souvent pauvres, sont d'une qualité très inégale, souvent surexploités, peu stimulés par l'utilisation de l'irrigation ou de l'engrais – seuls 3,5 % des terres arables sont irriguées ;
- la déforestation reste deux fois supérieure à celle du reste du monde ;
- la désertification menace une grande partie du continent, notamment dans sa partie sahélienne ; l'Afrique est aux deux tiers désertique ou aride ; la croissance démographique et le réchauffement climatique viendront renforcer cette fragilité ;
- les ressources en eau, pourtant abondantes, restent inégalement réparties sur le territoire : malgré la présence de 17 grands fleuves et d'une centaine de grands lacs sur le continent, l'Afrique subsaharienne se classe parmi les régions du monde les plus désavantagées, avec plus de 300 millions de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, au sud du Sahara.

Trois priorités émergent, en termes d'investissements :

- Les transports : routes et voies ferrées sont indispensables pour créer de l'activité, désenclaver les zones de production agricole (acheminer aide alimentaire, engrais, semences et machines, et faire sortir les productions), desservir les futurs ensembles urbains, et surtout accélérer la croissance, notamment en reliant les zones de production aux lieux d'échanges, de consommation et d'exportation.
- L'énergie : l'Afrique consomme environ 3 % de l'énergie commercialisée mondiale contribuant de ce fait à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Près de 500 millions de personnes vivent sans électricité, alors que l'Afrique dispose d'un très important potentiel énergétique largement sous-exploité en matière d'énergie solaire, d'hydroélectricité, de géothermie ou encore d'utilisation de la biomasse – des agro-industries comme le sucre ou le bois pourraient fournir entre 10 % et 15 % de la demande d'électricité en Afrique subsaharienne. Le développement de ces énergies renouvelables est d'autant plus indispensable que le sous-continent aura à affronter l'autre défi de la transition énergétique.
- L'éducation et la santé sont essentielles pour assurer une employabilité aux jeunes, combattre les épidémies, mais surtout ralentir la croissance démographique. Les démographes ont démontré que l'éducation, et surtout l'éducation des femmes, est primordiale pour pallier l'absence de recours à des méthodes contraceptives. Or, les travailleurs qualifiés ne représentent que 4 % de la population active, mais constituent 40 % des migrants. L'Europe ne peut être absente de ces défis, autant par générosité que par intérêt bien compris.

Si les Européens veulent encore écrire l'histoire et être maîtres de leur destin, ils doivent donc s'inscrire dans une alliance stratégique avec les États-Unis, pour éviter que le centre du monde ne se déplace irrémédiablement vers l'Océan pacifique et n'accroisse la marginalisation de l'Europe ! Avec le même souci, l'Europe doit s'inscrire aussi dans un partenariat Nord-Sud avec les pays africains, car l'Afrique est l'avenir de l'Europe. ■

Quelle voie pour le développement ?



Le dialogue est-il possible entre les réalités démographiques et sociales, les aspirations des populations, les idéaux et le désir de ne pas copier l'Occident ? L'Afrique peine à s'industrialiser, en dépit d'une main-d'œuvre attractive.

Par Christian d'Alayer

A l'heure où la croissance africaine se réveille enfin, de nombreux observateurs s'interrogent très légitimement sur la qualité de ladite croissance. On a vu qu'en Afrique du Nord, le social prioritaire, celui qu'incarne l'islamisme politique largement vainqueur du Printemps arabe, a été ensuite laminé par l'effondrement économique qui s'en est suivi : fuite des touristes et des investisseurs étrangers, expliquent très largement l'échec des islamistes.

Il semble que les interrogations soient différentes au sud du Sahara où quelques âmes se préoccupent, certes, d'environnement, mais où peu de véritables plans ont été élaborés. Pays par pays, plutôt que région par région, les dirigeants cherchent essentiellement à favoriser les initiatives surtout locales, puisque l'investissement étranger continue à faire défaut. L'Afrique

bouge énormément, à commencer par sa jeunesse rurale qui se rue de plus en plus à l'assaut des grandes cités. Aux Indépendances, plus de 80 % des Africains vivaient au village ; aujourd'hui, plus de 50 % sont citadins, en dépit de niveaux de chômage élevés. De plus, les Africains sont jeunes, plus de 65 % ont moins de 20 ans. Ces jeunes savent presque tous lire, écrire et compter. Mais les diplômés de l'enseignement supérieur sont encore peu nombreux. Ce qui implique la nécessité d'un développement manufacturier rapide. Comment, autrement, donner du travail productif à tous ces jeunes non diplômés des nouvelles grandes villes du continent ?

Passer de 150 millions d'habitants en 1960 à plus de 1 milliard aujourd'hui, 600 % de croissance en un demi-siècle, ne peut que donner le vertige à tout dirigeant ! Jusqu'ici, la solidarité africaine a pu amortir ce double choc démographique, exode rural et augmentation du nombre d'habitants. Mais demain ?

C'est cette réalité-là qui s'oppose aux visions des intellectuels qui voudraient un développement sans la monstrueuse culture du « fric » que les Occidentaux lui ont conférée depuis les années Reagan et Thatcher. À juste titre, ils ne veulent pas perdre leur âme en générant eux aussi ces panoplies de milliardaires. À eux de trouver alors les moyens de concilier l'émergence rapide d'industries manufacturières (donc la multiplication des milliardaires !) et leurs aspirations spirituelles. Cela ne sera pas facile !

QUID DE LA LOCATION DE TERRES AGRICOLES SUR LONGUE DURÉE ?

On sait qu'ici et là, des États ont loué des terres, qui aux Occidentaux en mal de substituts aux hydrocarbures (fabrication de méthane à partir de biomasses), qui aux Chinois et aux Arabes en mal de surfaces cultivables pour leurs propres besoins alimentaires. Cette méthode de développement a touché le continent africain, aux États désargentés et prêts à tout ou presque pour se renflouer. J'ai pu constater qu'au Mali par exemple, les Chinois, loin d'enseigner leurs méthodes de riziculture aux autochtones, laissaient leurs parcelles en friche. Des « réserves de terre pour l'avenir » en fait... Je reçois

aujourd'hui des plaintes d'Africains dont le pays s'est lui aussi adonné à cette pratique ; laquelle, comme partout ailleurs, a souvent suscité la colère des habitants. En Espagne par exemple, les étrangers ne peuvent pas posséder plus de 5 000 m² de terrain...

Selon certaines sources, 15 millions d'hectares auraient ainsi été achetés ou loués par des étrangers sur le continent africain. La pratique n'apporte rien en matière de valeur ajoutée aux pays qui y succombent. Au contraire, en Mauritanie, des terres ont été louées par des compagnies qui les exploitent

en vue d'exporter leurs productions. Les Mauritaniens n'auraient sans doute pas mieux valorisé ces terres, faute de moyens financiers.

Comme dans toute technique, on trouve donc du bon et du mauvais. Remplacer des terres agricoles par des terres de biomasse énergétique est une hérésie. Constituer des réserves foncières pour des pays étrangers pareillement. Mais valoriser la production agricole d'un pays via des investissements étrangers n'est pas forcément une mauvaise solution.

Recul de l'Industrie

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) avait publié en juillet 2011 un rapport sur l'industrie africaine, Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial. Alors, bien sûr, les auteurs du rapport songent à l'insertion de l'industrie manufacturière africaine dans une économie mondiale extrêmement compétitive. Et remarquent que le continent part de très loin.

Voyez le tableau 1, son constat est terriblement cruel : la part des industries manufacturières dans les PIB de l'Afrique a reculé partout entre 1970 et 2008. Certes, les industries minières ont progressé d'autant, mais si ces dernières procurent des rentrées fiscales indispensables aux États du continent, elles ne sont pas adaptées aux demandes d'emploi des non diplômés. Ce, d'autant que les manufactures existantes, même en Afrique du Nord, ne sont pas de grandes pourvoyeuses d'emplois. Voyez le tableau 2, on y constate encore peu d'industries automobiles et liées à ce secteur, le faux-semblant des industries textiles (au Mali par exemple, les 50 % sont à considérer par rapport au poids de l'industrie manufacturière dans la région : 5 % du PIB...). Et, *in fine*, on observe l'éparpillement des industries agroalimentaires constituées surtout et hors les huileries, de PME de dimension presque uniquement locale.

Tout est à faire, ou presque. Curieusement et ce que n'ont pas vu les rapporteurs, c'est que le terreau artisanal africain est bien plus riche. Par exemple, la confection domine le secteur des vêtements dans de nombreuses villes. L'ameublement reste globalement entre les mains de très petites unités. La restauration, y compris la restauration rapide, échappe presque totalement (à l'exception de l'Afrique du Sud) aux grands groupes. La distribution est le fait d'individus.

Le tourisme, dans les pays où il existe – surtout en Afrique du Nord – reste l'apanage de petites et moyennes sociétés. La promotion immobilière, elle-même, demeure majoritairement aux mains d'entreprises à taille humaine. Bref, l'Afrique n'est pas dépourvue d'emplois et c'est même la structure actuelle desdits emplois qui lui évite des émeutes à répétition.

La solution de notre dilemme serait-elle alors dans le refus des grandes unités ? Le « petit » serait-il spécialement « *beautiful* » sur le continent ? Malheureusement, si la production africaine de biens de consommation est le fait de petites structures, cela n'est pas par volonté ni idéologie, mais par pure nécessité puisque les multinationales ont carrément boudé le continent. Et, aujourd'hui, les artisans qui fournissent la population se payent peu, les prix sont bas et tout le monde paraît content du système. Cela étant, quand il s'agit d'établir une classe moyenne solide, l'artisanat n'y suffit plus. Ce ne sont d'ailleurs pas des artisans qui ont fourni leurs précieux téléphones mobiles aux centaines de millions d'Africains qui se sont rués pour en obtenir, mais des multinationales. Et les Nigériens qui, les premiers, ont entrepris de fabriquer des ordinateurs sur le continent, se sont adossés sur des structures de groupe et ont créé des usines...

Ainsi, la nécessité de l'artisanat ne peut en aucun cas faire démarrer d'un véritable développement. Pour autant, il constitue un indéniable « fonds de commerce » sur lequel de véritables processus industriels peuvent éclore assez rapidement. Le Sénégal, par exemple, possède de nombreux mécaniciens qui, pour l'instant, se contentent de remettre sur roues les épaves importées d'Europe.

Planter là-bas une unité de fabrication de moteurs ne devrait donc pas poser de problèmes insurmontables ; de même que la multiplication d'unités agro-industrielles au Cameroun

Plutôt que de s'opposer à la croissance « à l'occidentale », nos intellectuels devraient se pencher sur les moyens d'insuffler aux masses africaines « un supplément d'âme », sachant que, de toute façon, elles seront atteintes par la société de consommation.

1 - Part de l'industrie dans le PIB (En pourcentages)

Régions	Type d'industries	1970	1980	1990	2000	2008
Monde	Total	36,88	38,1	33,25	29,09	30,08
	Manufactures	26,7	24,38	21,74	19,18	18,13
	Mines et BTP	3,87	7,08	5,17	4,51	6,21
Pays en développement	Total	27,29	41,05	36,8	36,29	40,24
	Manufactures	17,56	20,19	22,39	22,61	23,73
	Mines et BTP	5,67	14,66	8,87	8,29	10,93
Afrique	Total	13,11	35,62	35,22	35,54	40,68
	Manufactures	6,25	11,92	15,31	12,81	10,49
	Mines et BTP	4,81	19,28	15,16	18,43	25,75
Afrique de l'Est	Manufactures	1,67	4,93	13,37	10,37	9,68
Afrique centrale	Manufactures	10,27	11,81	11,19	8,24	6,36
Afrique du Nord	Manufactures	13,63	9,68	13,39	12,77	10,72
Afrique australe	Manufactures	22,03	20,9	22,89	18,37	18,2
Afrique de l'Ouest	Manufactures	13,28	16,78	13,1	7,75	5,01

Source: Cnuced/Onudi.

3 - Coût des services d'infrastructure (en dollars)

Postes	Afrique subsaharienne	Autres régions en développement
Énergie (\$/kWh)	0,02-0,46	0,05-0,1
Eau (\$/m3)	0,86-6,56	0,03-0,6
Transport routier (\$/tonne/km)	0,04-0,14	0,01-0,04
Téléphone mobile (\$/mois)	2,6-2,1	9,9
Téléphonie internationale (\$/3mn/USA)	0,44-12,5	2
Internet (\$/mois)	6,7-148	11

Source: Cnuced/Onudi.

paraît plus qu'appropriée; ou que le retour du textile en Côte d'Ivoire est parfaitement envisageable..., la liste des possibilités est immense tellement les carences sont grandes, des simples instruments de cuisine ou de toilette aux véhicules de transports, en passant par tous les autres besoins quotidiens des Africains.

Des salaires attractifs

D'autant que les facteurs de production ne sont pas élevés sur le continent, comme le montre le tableau 3. L'eau est certes hors de prix et le coût du transport prohibitif, mais tous les autres postes sont nettement inférieurs, y compris les salaires non indiqués dans ce tableau: depuis près de dix ans, les salaires moyens africains sont les moins élevés du monde... Pour l'eau, malheureusement il faudra attendre que le continent en ait achevé la maîtrise pour que son prix soit compétitif. D'autant que l'alternance de déluges et de sécheresses n'arrange pas les choses. De son côté, le prix des transports peut être abaissé: en suscitant d'abord la concurrence dans les deux domaines navals et aériens, et par l'accroissement de la demande en matière routière et ferroviaire.

2 - Structure Industrielle en 2009 (En part de la valeur ajoutée moyenne)

A- Industries manufacturières de haute et moyenne technologie

Pays	Principales Industries
Égypte (48 %)	Produits chimiques (36 %), machines (5 %), machines électriques (4 %)
Afrique du Sud (31 %)	Produits chimiques (13 %), automobiles (7 %), machines (6 %)
Maroc (25 %)	Produits chimiques (16 %), machines (3 %), machines électriques (2 %)
Tunisie (22 %)	Machines électriques (9 %), produits chimiques (7 %), radio et TV (2 %)
Tanzanie (26 %)	Produits chimiques (25 %), radio et TV (0,2 %), machines électriques (0,2 %)
Nigeria (21 %)	Automobiles (16 %), produits chimiques (2 %), machines électriques (2 %)

B- Industries manufacturières de basse technologie

Pays	Principales Industries
Mali (61 %)	Vêtements (47 %), mobiliers (9 %), ouvrages en métaux (5 %)
Lesotho (55 %)	Vêtements (18 %), cuirs (11 %), impression (4 %)
Nigeria (53 %)	Mobiliers (16 %), ouvrages en métaux (14 %), textiles (10 %)
Maurice (48 %)	Vêtements (27 %), textiles (8 %), ouvrages en métaux (7 %)
Malawi (48 %)	Ouvrage en métaux (1 %), impression (16 %), textiles (8 %)
Angola (41 %)	Textiles (25 %), ouvrages en métaux (6 %), impression (6 %)

C- Industries manufacturières liées aux ressources naturelles

Pays	Principales Industries
Ghana (86 %)	Produits alimentaires (44 %), pétrole raffiné (13 %), bois (13 %)
Soudan (84 %)	Produits alimentaires (61 %), pétrole raffiné (15 %), caoutchouc et plastiques (2 %)
Libye (81 %)	Pétrole raffiné (25 %), tabac (22 %), produits alimentaires (19 %)
Madagascar (79 %)	Produits alimentaires (55 %), pétrole raffiné (11 %), tabac (6 %)
Gabon (76 %)	Produits alimentaires (44 %), pétrole raffiné (17 %), bois (10 %)
Kenya (68 %)	Produits alimentaires (28 %), verres et autres minéraux (16 %), pétrole raffiné (15 %)

Qu'il soit endogène ou aidé par les investissements étrangers, ce développement suscitera obligatoirement l'émergence de milliardaires, donc d'une culture de l'argent. Et cette culture ne pourra être contenue que si l'éthique sociale la modère: plutôt que de s'opposer à la croissance « à l'occidentale », nos intellectuels devraient se pencher sur les moyens d'insuffler aux peuples africains « un supplément d'âme », sachant que, de toute façon, elles seront atteintes par la société de consommation. C'est le rôle de la littérature, de la musique, des arts en tous genres, de donner d'autres envies que celles d'accumuler des biens de consommation. ■

Les femmes, grandes gagnantes des Trophées African Banker



Les femmes ont triomphé aux Trophées *African Banker* 2014. **Vivienne Veda**, directrice générale de l'East African Development Bank, a remporté le Trophée très prisé de « *Banquier africain de l'année* ». **Linah Mohohlo** du Botswana, a reçu le Trophée « *Gouverneur de Banque centrale de l'année* » tandis qu'**Elizabeth Mary Otuka**, présidente du Kenya Women Finance Trust, s'est vue décerner le prix « *Carrière exemplaire* ».

Les lauréats de la huitième édition des Trophées *African Banker* ont été annoncés à l'occasion d'une prestigieuse soirée de gala, le 21 mai, au Serena Hotel de Kigali. Parmi les invités, figuraient **Paul Kagame**, Président du Rwanda – qui a reçu un Trophée spécial en reconnaissance de son leadership et de sa vision – et **Festus Mogae**, l'ancien président du Botswana. On comptait aussi de nombreux ministres des Finances et directeurs généraux de banques. Les Trophées sont remis, chaque année,

sous le haut patronage de la Banque africaine de développement (BAD), pendant la semaine de l'assemblée générale annuelle de l'institution.

Cette année, les juges ont également récompensé des établissements financiers de petite taille ainsi que des banques qui exercent leurs activités dans des conditions difficiles. Trust Merchant Bank, banque commerciale indépendante présente en République démocratique du Congo – où les services financiers ont souffert du conflit qui s'est achevé en 2003 – s'est vue désignée « *Meilleure banque d'Afrique centrale* ». Le Trophée de « *Meilleure banque d'Afrique de l'Ouest* » a été décerné à Eco-bank Mali. Le Trophée « *Meilleure banque d'Afrique du Nord* » est revenu à la Banque Centrale Populaire du Maroc. Le Trophée « *Meilleure banque d'Afrique de l'Est* » a été attribué à Bank of Kigali. La Banque Islamique de Mauritanie a reçu le Trophée de la « *Meilleure banque islamique* ».

Deux transactions importantes ont été remarquées. **Bob Diamond**, auparavant à la tête de Barclays Bank, a remporté le Trophée « *Deal de l'année* » pour l'introduction en Bourse de sa nouvelle holding d'investissement, Atlas Mara, qui a levé 325 millions \$, avec City comme banque conseil. Standard Chartered a gagné le deuxième Trophée « *Deal de l'année* » pour le montage d'un instrument financier de

3,3 milliards \$ pour Dangote Industries destiné à financer la construction du plus grand complexe pétrolier du continent, incluant raffinerie, pétrochimie et fabrication d'engrais.

Commentant la cérémonie, **Omar Ben Yedder**, directeur de publication du magazine *African Banker*, a rendu hommage aux banquiers africains pour les progrès remarquables accomplis dans le secteur et son développement rapide. « *Nous sommes ici, à Kigali, où nous avons été témoins de la transformation impressionnante d'un pays qui gagne. Depuis que nous avons lancé les Trophées, nous avons été témoins du dynamisme formidable de la banque et de la finance en Afrique. Mais ne soyons pas complaisants car il reste beaucoup à faire pour réaliser les transformations auxquelles nous aspirons tous. Cependant, le fait que les banques africaines locales financent aujourd'hui des transactions internationales et montent ces opérations financières est un grand bond en avant, inconcevable ne serait-ce qu'il y a encore dix ans. D'autre part, je suis ravi que trois femmes aient remporté des Trophées prestigieuses. Toutes mes félicitations aux gagnants!* »

Les Trophées *African Banker* sont organisés sous le haut patronage de la BAD par le magazine *African Banker*. Événement phare, les Trophées récompensent l'excellence et les bonnes pratiques dans le secteur de la banque et de la finance en Afrique. ●

Sénégal

Fin de parcours pour la coalition Benno Bokk Yakaar

Face à la volonté de Macky Sall et de ses partisans de briguer les mairies des plus grandes villes, au détriment de leurs alliés, la coalition *Benno Bokk Yakaar* enregistre plusieurs fissures. En attendant l'inévitable rupture.

Par Magnetta NDong



Les dés sont jetés et la classe politique sénégalaise est mobilisée pour le scrutin du 29 juin. Chaque parti ou coalition en lice s'active, en attendant l'ouverture officielle de la campagne électorale. Cette élection locale, initialement prévue au mois de mars avant d'être reportée, est cruciale pour la classe politique. Aussi bien pour les partisans du pouvoir que pour l'opposition ; chacun y voit un baromètre politique fiable avant les joutes futures, notamment la présidentielle de 2017.

Si pour de nombreux partis, cette élection s'apparente à une quête de légitimité et de représentativité au sein

des différentes localités, l'enjeu est autre pour Macky Sall et son parti l'Alliance pour la République (APR) qui veut « *asseoir une hégémonie* » qu'il peine à trouver au sein de *Benno Bokk Yakaar* (BBY).

Une coalition avec laquelle Macky Sall chemine aux côtés d'autres formations politiques plus anciennes et plus expérimentées que son parti, tel le Parti socialiste, d'Ousmane Tanor Dieng, l'Alliance des forces de Progrès, de Moustapha Niasse ou encore la Ligue démocratique d'Abdoulaye Bathily. « *Vu leur trajectoire, ces partis ne peuvent pas accepter facilement que l'APR soit la locomotive de la coalition, même si c'est le parti*

du Président », commente le journaliste Momar Diongue. Le politologue Yoro Dia rappelle les enjeux nationaux du scrutin : « *Ce sont des élections à mi-mandat, même si le président de la République n'est pas candidat, l'élection va constituer une sorte de bilan pour lui. Parce que nous sommes à deux ans de la présidentielle. De plus, l'APR va essayer de s'implanter dans le pays. Créé en 2009, ce parti ne contrôle aucune collectivité locale* ».

La bataille de Dakar aura bien lieu

Face à ces énormes défis, et craignant des lendemains de scrutins incertains pour leur formation, « *les apéristes* » ont voulu s'accaparer les têtes de liste *Benno Bokk Yakaar*, au scrutin majoritaire, dans plusieurs circonscriptions. Une façon de faire qui relève de la « *bonlimie* » aux yeux de leurs alliés. Ainsi, dans plusieurs grandes villes, la coalition a volé en éclats, beaucoup faisant état de leur frustration et dénonçant le manque de respect.

À Saint-Louis, l'investiture de l'apériste Mansour Faye – le frère de la Première dame, Marième Faye Sall – à la tête de la liste de *Benno* a donné l'occasion au maire sortant, Cheikh Bamba Dièye, dont le parti est membre de la coalition, de s'allier à d'autres formations politiques. Il en est de même à Dakar, où le maire sortant Khalifa Sall, qui a comme challenger le Premier ministre Aminata Touré, a créé son propre mouvement, *Taxawu Dakar* (Assistance à Dakar) afin d'être réélu.

Dans la capitale, on assiste à un duel entre socialistes et « *apéristes* » dans les

Momar Dieng

Analyste politique

Quelles pourraient être les conséquences du retour d'Abdoulaye Wade pour le régime actuel ?

A priori, le retour d'un chef d'État sur la scène politique, avec le statut d'opposant, ne doit pas constituer un danger à proprement parler pour un régime en place. Cela, pour la simple raison que nous sommes censés être dans un système démocratique qui garantit l'expression des libertés publiques sous la surveillance de la loi. Mais avec Abdoulaye Wade, nous devons prendre en compte une particularité, nous sommes en face d'un homme politique qui se sent blessé au moins à deux niveaux. D'une part, il a perdu le pouvoir en 2012 alors qu'il jugeait ne jamais devoir le quitter en catastrophe ; d'autre part, il doit faire face à une forme d'humiliation, l'emprisonnement de son fils pour enrichissement illicite et corruption dans le cadre de la traque des biens mal acquis. Ces deux éléments suffisent à transformer son retour au Sénégal en un événement « hautement politique », comme lui-même l'avait annoncé. Avec la démonstration de force nocturne du vendredi 25 avril, on a vu ce que Wade était en réalité capable de faire. Et on a vu aussi la cacophonie dont le pouvoir était capable face à un vrai événement politique.

Mais quelles sont les véritables raisons du retour de Wade ?

Tout est lié chez Wade. Le désir d'extirper son fils de prison est évidemment la clef de son activisme actuel. C'est un homme qui se sent responsable de ce « drame familial » pour n'avoir pas été en mesure de donner un autre destin à celui qui reste, à ses yeux, le meilleur parmi tous ceux qui pouvaient être pressentis pour lui succéder s'il avait gagné la présidentielle de 2012. Mais faire libérer son fils par tous les « moyens légaux » n'aurait de sens que

s'il parvenait à le mettre au-dessus de tous les autres dirigeants du Parti démocratique sénégalais. La dévolution monarchique du pouvoir d'État ayant été mise en échec, Wade destinait à son fils au moins la dévolution du pouvoir partisan. À cet effet, le *timing* a été important : il est arrivé à Dakar une semaine seulement après l'effectivité du renvoi de Karim Wade en jugement, et seulement quelques jours avant la clôture du dépôt des listes pour les élections municipales et départementales du 29 juin 2014. Wade veut prendre une certaine revanche contre Macky Sall, mais dans les scrutins locaux, afin de laver l'affront de la présidentielle de 2012. C'est un combat d'honneur pour lui, car une victoire, quelle qu'elle soit, constituera pour lui une réhabilitation politique.

Où classer Wade, ancien chef d'État ou éternel opposant ?

Cela me semble un faux débat, car un ancien chef d'État a parfaitement le droit (et peut-être même le devoir) de se muer en opposant ! La vraie question sous-jacente à cette interrogation est que le pouvoir cherche lui aussi un moyen de pression ou de chantage contre Abdoulaye Wade. D'où cette menace sur les privilèges que l'État du Sénégal reconnaît et octroie au prédécesseur de Macky Sall. On trouverait une certaine pertinence à votre question si elle était effectivement destinée à faire rentrer Abdoulaye Wade dans un jeu totalement démocratique, sans menaces contre les institutions, sans discours allusif au coup d'État qu'il dit être en mesure de perpétrer depuis la France, sans pressions sur le pouvoir judiciaire... Il n'y a pas de sens à continuer de verser des privilèges à un ancien chef d'État qui refuse d'être raisonnable parce que son fils est en prison pour des faits que la justice estime avérés.

différentes communes d'arrondissement. À la Médina, Bamba Fall (PS) sera aux prises avec Seydou Guéye (APR), actuel secrétaire général du gouvernement. Aux Parcelles Assainies, Mbaye Ndiaye, un des caciques de l'APR, va essayer de déboulonner le maire Moussa Sy, un proche de Khalifa Sall. De même qu'à Mermoz Sacré-Cœur-Baobab, le maire sortant socialiste, Barthélémy Dias fera face au duo Marième Badiane et Zator Mbaye.

Un *Benno Bokk Yakaar* qui vole en éclats n'était souhaitable par personne, mais le socialiste Barthélémy Dias en avance les raisons : « Des personnes ont préféré mettre en avant des subterfuges, plutôt que de construire un vaste rassemblement. Au-delà de cela, depuis des mois, on a entendu nos amis de l'APR dire qu'ils n'accepteraient pas

de se mettre derrière nous. Vous comprendrez aussi que nous ne sommes pas dans des dispositions de nous mettre derrière eux. Et je rappelle que le Parti socialiste n'est pas un mouvement de soutien, ni un cabinet de consultance pour le parti au pouvoir. Nous avons toujours souhaité avoir un cadre de concertation, mais celui-ci a toujours fait défaut ».

Ces guerres de positionnement entre alliés renseignent sur les faiblesses de cette coalition. Désormais, chacun affiche ses ambitions. Clairement, *Benno Bokk Yakaar* n'était qu'une coalition de circonstance, destinée à chasser Abdoulaye Wade. Une fois la chose faite, les contradictions réapparaissent et le jeu des intérêts prend le dessus. « Abdoulaye Wade était l'adversaire principal. Nous assistons actuellement à la réapparition des contradictions secon-

daire », souligne Yoro Dia.

Va-t-on vers la fin de *Benno* ? Momar Diongue est certain de la fin de cette coalition : après les élections locales, on assistera forcément à « une reconfiguration de la mouvance présidentielle ». Macky Sall « ne va plus cheminer qu'avec des partis qui sont prêts à mettre leurs ambitions entre parenthèses. Une nouvelle coalition présidentielle va naître à l'issue de ces locales ».

Bien sûr, l'objectif de Macky Sall est d'effectuer un deuxième mandat – fût-il de cinq ans –, à partir 2017. Peut-il empêcher aux partis membres de la coalition BBY de se présenter face à lui ? Rien n'est moins sûr. D'autant que les partis comme la Ligue démocratique et surtout le Parti socialiste ne manqueront pas de challengers à lui opposer. ■

LA POLÉMIQUE DU MODE DE SCRUTIN

Simple réforme ou astuce politicienne du pouvoir ? Le mode de scrutin des élections locales du 29 juin fait l'objet d'une grande polémique. Certes, ces élections vont permettre l'entrée en vigueur de la communalisation universelle, autrement appelée la III^e phase de la décentralisation. L'ensemble des collectivités locales du pays deviendront des communes de plein exercice, à savoir les communes

d'arrondissement et un terme sera mis à la régionalisation, jugée « non concluante ». Pour autant, le mode de scrutin qui a été modifié en procédure d'urgence par les députés, oblige chaque prétendant à gagner dans sa propre localité pour pouvoir occuper le fauteuil de maire. Un procédé jugé « saugrenu » par Idrissa Seck. « C'est une tactique politicienne destinée à éliminer des personnalités

politiques considérées comme les concurrents les plus sérieux de Macky Sall dans la perspective de 2017. Khalifa Sall, Idrissa Seck et d'autres qu'il a choisi d'éliminer de la carte politique et institutionnelle du Sénégal », dénonce le leader de Rewmi. Avec ce nouveau mode de scrutin, Idrissa Seck, tout comme Khalifa Sall, auront plus de peine à rempiler à leur poste de maire. Ciblé comme l'un des potentiels

concurrents de Macky Sall en 2017, le maire de Dakar doit d'abord relever un grand défi : regagner Dakar. « Désormais, signale un analyste politique, on l'oblige à descendre de sa circonscription Grand Yoff. Ce n'est qu'après avoir gagné là-bas qu'il pourra être candidat à la mairie de Dakar ». En effet, à Grand Yoff, Khalifa Sall fera face à un redoutable challenger : le Premier ministre Aminata Touré elle-même.

Sénégal

Mouhamad Boun Abdallah Dionne

Ministre en charge du suivi de l'exécution du Plan Sénégal émergent

UN PATRON POUR L'ÉMERGENCE

Macky Sall a choisi l'ancien fonctionnaire de l'Onudi, Mouhamad Dionne, pour piloter le Plan Sénégal émergent 2035 (PSE). Ce proche parmi les proches du Président a pour redoutable mission de mettre le pays sur la voie de l'émergence.

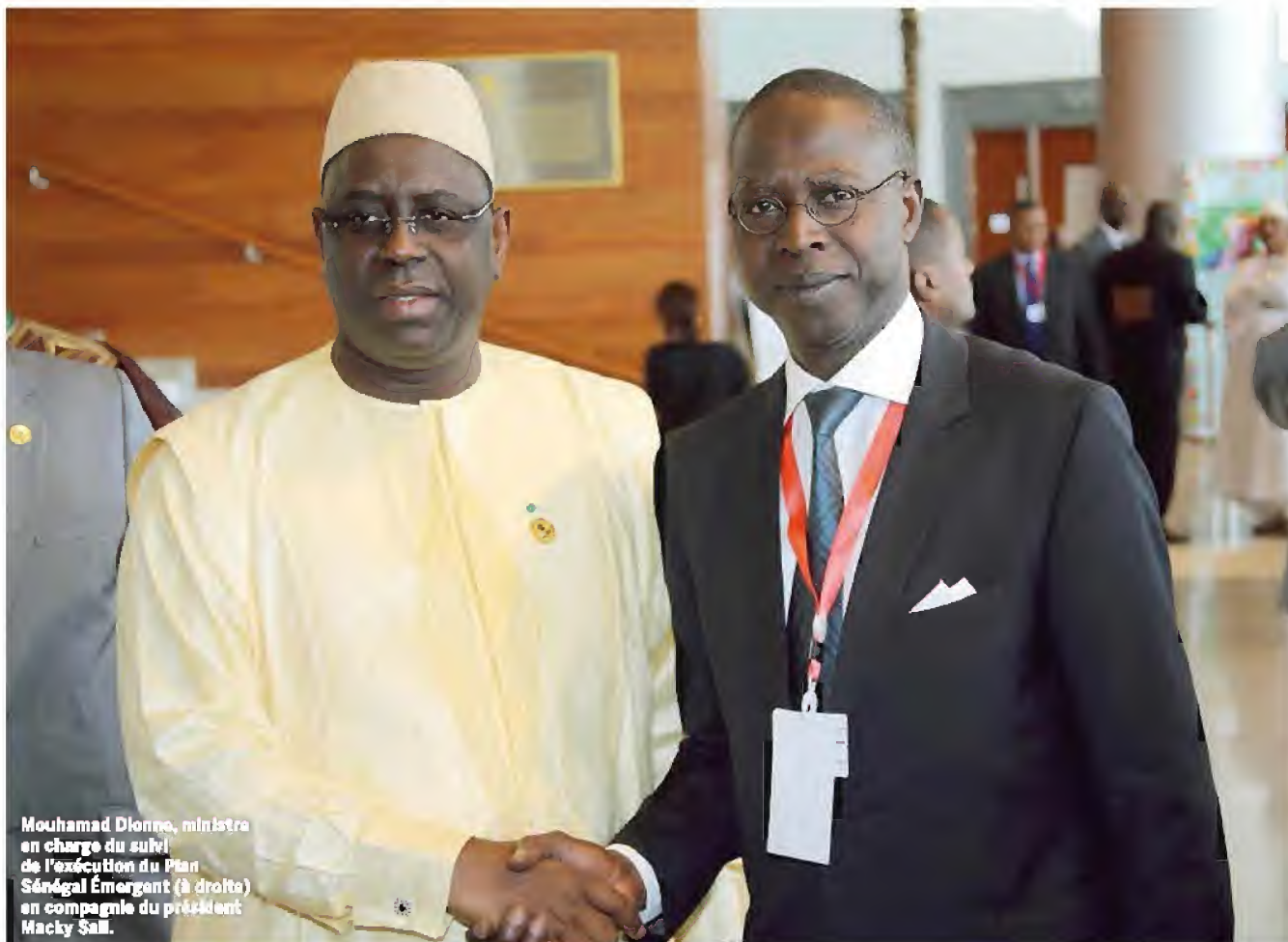
Par Maguette Ndong

Avant sa nomination, Mouhamad Boun Abdallah Dionne, le nouveau ministre en charge du suivi et de l'exécution du Plan Sénégal émergent (PSE), était un inconnu pour les Sénégalais. Le président Macky Sall a fait sa connaissance en 2008 à Paris, du temps où Mouhamad Dionne était le chef du bureau économique de l'ambassade du Sénégal. Ses grandes qualités intellectuelles et ses connaissances du monde de la Finance ont charmé le futur Pré-

sident. Qui en fait son conseiller technique au ministère de l'Hydraulique avant de le nommer directeur de cabinet à la Primature, puis à l'Assemblée nationale, lorsqu'il était le président de cette institution. Les deux hommes vont nouer une grande amitié au cours de ces années, renforcée par la proximité de leurs localités d'origine. Macky Sall est né à Fatick, tandis que Mouhamad Dionne est originaire de Gossas, non loin de là. Cultivant discrétion et efficacité dans le travail, Mouhamad Dionne

a été longtemps l'homme de l'ombre du président sénégalais. Mais aussi son homme de confiance.

C'est pourquoi le président Sall le nomme à la tête du PSE, son plan de développement économique qui a bénéficié de la confiance des bailleurs de fonds. En février, le chef de l'État a récolté un engagement de 3 729 milliards de F.CFA de ses partenaires. Il revient, aujourd'hui, à Mouhamad Dionne de donner corps au PSE. « Je ne m'occupe pas du PSE, je m'occupe



Mouhamad Dionne, ministre en charge du suivi de l'exécution du Plan Sénégal Émergent (à droite) en compagnie du président Macky Sall.

Photo © www.lateranga.info

du suivi du PSE. Le plan, c'est l'affaire du gouvernement dans sa totalité, les ministres sectoriels sous la conduite du Premier ministre», précise modestement l'intéressé. En bon mathématicien, il n'éprouve aucune difficulté à tracer, sous forme de schémas, de graphismes et de tableaux, la vision et l'ambition du chef de l'État pour le PSE.

« Il faut, dans le cadre du PSE, renforcer le premier axe de la vision, c'est-à-dire la transformation structurelle de notre économie, relancer certains moteurs de croissance qui existent et tirer profit des potentialités à partir de nos avantages concurrentiels latents », résume-t-il. Le ministre reste convaincu que le Sénégal détient des avantages « extrêmement importants » de par sa géographie, pouvant lui permettre d'être « un hub de délocalisation » d'activités industrielles. Tout le monde ne partage pas son point de vue. Ainsi, l'économiste Moubarack Lô demande, au préalable, une

correction des « handicaps structurels » et la mise en œuvre ce qu'il appelle « les sept règles d'or de l'émergence ». Mouhamad Dionne n'a jamais engagé de polémiques sur la faisabilité ou non du PSE. Mais il compte faire signer un contrat de performance à chacun de ses collègues en charge de l'exécution des 18 projets phares, identifiés dans le

Il faut renforcer le premier axe de la vision, c'est-à-dire la transformation structurelle de notre économie, relancer certains moteurs de croissance qui existent et tirer profit des potentialités à partir de nos avantages concurrentiels latents.

cadre du Bureau opérationnel de suivi du PSE (Bosse).

Ce grand lecteur de littérature chinoise avait naguère aidé à la création de plusieurs sociétés lorsqu'il était le directeur de l'Industrie, comme les Ciments du Sahel (CDS), l'usine Kirène, ainsi que l'Adepme. Pour lui, le pragmatique qui aime paraphraser Confucius, « si vous tracez un trait sur une feuille blanche, vous avez un trait sur une feuille blanche; si vous tracez plusieurs traits sur une feuille blanche de manière ordonnée, vous pouvez avoir une belle image. Cette belle image c'est le PSE ». Âgé de 55 ans, ce jeune frère du député Cheikh Diop Dionne a milité à gauche au Parti socialiste, ensuite aux côtés de Landing Savané, leader de Aj/Pada, avant d'œuvrer au Parti démocratique sénégalais (PDS, libéral) de Abdoulaye Wade, où il a côtoyé Macky Sall au sein de la Cellule initiatives et stratégie, à l'époque son coordonnateur. ■

Mali

Moussa Mara peut-il imposer la transparence ?



Le nouveau Premier ministre s'adresse au Parlement de Bamako, le 29 avril 2014.

Le nouveau et inattendu Premier ministre malien, Moussa Mara, a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Mais sa marge de manœuvre semble réduite et de nombreuses difficultés l'attendent.

Par David Buché

Je suis connu dans le pays comme un acteur de la lutte anti-corruption et je n'entends pas baisser pavillon maintenant que je suis ici.

Le nouveau Premier ministre malien, Moussa Mara, connaît sa réputation. Le 9 avril, dans les locaux de la Primature, quelques minutes à peine après avoir pris ses nouvelles fonctions, le chef

du gouvernement malien s'adresse aux journalistes pour leur rappeler combien cette marque de fabrique constitue le socle de son programme. Renforcer les institutions en les nettoyant de leurs vices, imposer des règles de bonne gouvernance pour restaurer la confiance des citoyens. La tâche est titanesque et le risque encouru de décevoir sont à

la mesure des attentes suscitées par la nomination de Moussa Mara, que les Maliens ont accueilli avec étonnement, mais également avec bienveillance.

«Moussa Mara a été parachuté, choisi en 24 heures, on ne s'y attendait pas du tout!», explique Julien Gavelle, politologue. *Lui-même en avait peut-être l'ambition, mais ne pensait sans doute pas que cette nomination interviendrait aussi vite».* Âgé de seulement 39 ans, issu d'un parti politique qui n'est pas celui du président, Moussa Mara n'avait qu'une expérience politique limitée, à l'échelon national. Il fut ministre de la Ville durant sept mois dans le «gouvernement IBK». Son ascension est certes fulgurante, mais elle ne doit rien au hasard.

Le nouveau Premier ministre a forgé sa réputation à l'échelle locale, au sein de la Commune IV de Bamako. Expert-comptable de formation, passé par la France pour ses études, Moussa Mara remporte en 2009 les élections municipales cet arrondissement de la capitale malienne. Une victoire remportée face à... Ibrahim Boubacar Keïta, l'actuel président de la République. Les élections sont annulées et réorganisées : il gagne une nouvelle fois en 2011, et met en œuvre un programme fondé sur une gestion transparente des affaires publiques.

À son arrivée, l'édile produit spontanément une déclaration de patrimoine. Il ouvre les conseils municipaux au public, renforce les capacités de la commune à recouvrer les taxes locales, chasse les faux agents municipaux qui squattent la cour de la mairie en quête de *bakchichs*. Surtout, il publie un *Guide de l'usager*, affiché sur les murs et distribué à tous les habitants ; ce document explique le fonctionnement, la durée et le coût de chacun des services administratifs délivrés par la commune. Aujourd'hui encore, les portes des bureaux de la mairie arborent des

autocollants qui clament fièrement : «*Ici, pas de corruption*». Désormais, Moussa Mara doit tenter d'appliquer à l'échelle nationale ce qu'il a parfaitement réussi à l'échelle locale.

Joker

«Moussa a une identité, il a laissé des traces en Commune IV, un souvenir de transparence», clame fièrement Sougalo Zoromé, proche collaborateur de Moussa Mara qui a fondé avec lui le parti Yelesma («*Changement*», en bambara), dont il est aujourd'hui membre du bureau national. *«Il a une vision, un projet. Sa nomination est une lueur d'espoir».* De fait, c'est bien cette identité, cette réputation d'intégrité, qui forgent aujourd'hui la force et la popularité incontestable du nouveau Premier ministre malien.

Perçu comme une figure réformatrice, porteuse d'idées fortes de probité et de transparence, Moussa Mara représente la nouvelle génération. Sa nomination apparaît dès lors comme une tentative, de la part du Président IBK, de récupérer pour lui une part du prestige et de la bonne réputation de son nouveau Premier ministre. Pour Julien Gavelle, *«d'un point de vue strictement stratégique, c'est parfaitement joué, Moussa Mara est le choix le plus approprié. C'est un joker, au moment où la Présidence connaît quelques turbulences dues à des polémiques et des affaires».* En effet, IBK est régulièrement accusé de vouloir créer un clan familial ; l'élection de son fils Karim comme député, propulsé à la tête de la commission Défense de l'Assemblée, en est le principal exemple.

Quelle marge de manœuvre ?

Sur le plan international, IBK est aussi au cœur de «l'affaire Tomi», du nom d'un affairiste corse auquel s'intéressent des juges d'instruction français

et qui aurait offert des séjours dans des hôtels de luxe et prêté des avions au Président malien au cours de sa campagne électorale, l'été dernier. Des informations démenties par Koulouba, le palais présidentiel.

Dès lors, une question se pose : quelle sera la marge de manœuvre réelle de Moussa Mara ? A-t-il été nommé pour mettre en œuvre un programme de transparence que le président IBK avait déjà annoncé lors de son élection à la présidence, ou n'est-il qu'un joker médiatique en forme de faire-valoir pour IBK ? Moussa Bagayogo, conseiller municipal en Commune IV et membre fondateur du parti Yelesma, s'interroge : *«Moussa Mara est dans une position qui ne lui permet pas d'être libre, il est l'instrument du Président et son action peut être limitée».* Cela étant, *«le Président lui a fait confiance, poursuit-il, IBK a intérêt à lui laisser toute latitude dans son travail».*

Certes, mais le Président est-il décidé à rompre avec les anciennes méthodes et avec les anciennes figures du régime ? La composition du nouveau gouvernement porte l'empreinte du Président davantage que celle de son nouveau Premier ministre. *«Ce n'est pas un gouvernement de changement, analyse Julien Gavelle, les principaux portefeuilles ne sont pas renouvelés, on a conservé certains ministres qui n'ont pas vraiment fait leur preuve mais qui sont proches de la famille présidentielle».*

Certaines figures de la politique malienne, déjà ministres il y a une vingtaine d'années, font également leur retour. *«Dans un monde idéal, il aurait fallu que Moussa Mara ait une totale autonomie pour faire son gouvernement, explique encore le politologue. Dans cet alignement, le Premier ministre va être extrêmement dépendant du Président et de ce que ce dernier pourra imposer aux ministres. On peut déjà considérer que certains tenteront de conserver des liens directs avec la présidence, au-delà de Moussa Mara».*

Sur le plan institutionnel, les ministres sont pourtant obligés de se soumettre aux décisions de leur chef et ne peuvent pas s'opposer à lui de manière frontale. Pas de quoi rassurer Julien Gavelle : *«Les réseaux qu'ils drainent, au sein de leur administration ou de leur parti, pourraient bloquer les*

Le nouveau chef du gouvernement exige de ses ministres une intégrité totale ; il promet qu'il saura manier à la fois la récompense, pour que les bonnes pratiques soient encouragées, et la sanction, pour mettre un terme aux mauvaises habitudes...

TÉMOIGNAGES DE SES ADMINISTRÉS

Markatié Diarra, chef comptable de la Commune IV de Bamako : « Moussa Mara a changé nos habitudes de travail. C'est une personne intègre, charismatique, que tout le monde respecte. Cela marchait très bien quand il était là, et je crois qu'il peut susciter les mêmes avancées au plan national. Maintenant qu'il est Premier ministre, c'est l'État qui va en bénéficier. En tout cas je l'espère, je compte beaucoup sur lui ».

Seydou Nour Guissé, agent commercial, habitant de la Commune : « Avant, quand on venait, on se faisait intercepter à la porte par des gens qui nous promettaient de faire nos démarches si on leur donnait quelque chose. Maintenant, il n'y a plus toutes ces tracasseries : on sait où s'adresser et par qui

passer. Quand vous venez, vous savez combien il faut payer, quel est le montant des taxes... Il a affiché toutes les précisions à la porte, c'est très clair pour tout le monde. Moi-même on m'a remis mon Guide de l'utilisateur. Ici j'ai confiance ».

Issa Traoré, conseiller juridique, habitant de la Commune : « Le passage de Moussa Mara a changé beaucoup de choses ici, parce qu'il a instauré l'ordre. Il a fait du bon travail, nous avons constaté une grande amélioration : avant on venait et on ne savait pas à qui s'adresser, on ne savait pas qui travaillait vraiment pour le compte de la mairie et qui n'était pas un véritable employé... Maintenant, tout est beaucoup plus clair ».



Une vue de Bamako

choses. Les coups portés ne le seront pas directement ». Il y a les ministres, et aussi le parti présidentiel. Le RPM (Rassemblement pour le Mali), fondé par IBK, est majoritaire à l'Assemblée nationale.

Les caciques du parti s'attendaient donc à ce qu'un des leurs devienne chef du gouvernement. « La plus grosse difficulté de Moussa Mara, craint son allié du parti Yelesma, Moussa Bagayogo, sera d'obtenir un soutien politique. Est-ce que

la majorité présidentielle va lui laisser les mains libres ? »

La priorité affichée de Moussa Mara : améliorer la bonne gouvernance, les services publics et les relations entre l'État malien et ses citoyens. Son arme : la transparence. Le nouveau chef du gouvernement exige de ses ministres une intégrité totale ; il promet qu'il saura manier à la fois la récompense, pour que les bonnes pra-

tiques soient encouragées, et la sanction, pour mettre un terme aux mauvaises habitudes...

Morale et autorité, un mélange qui pourrait faire de lui l'homme providentiel qu'attend le Mali. Mais qui pourrait aussi susciter l'animosité farouche de tous ceux qui ont des intérêts à défendre, à la tête des grands partis comme au plus profond des administrations. ■

Abonnez-vous

AU MAGAZINE DE L'AFRIQUE



BULLETIN D'ABONNEMENT

À compléter et à retourner à IC Publications, 609 Bât A, 77 RUE BAYEN, 75017 PARIS, Tél: +33 (0) 1 44 30 81 00, Fax: +33 (0) 1 44 30 81 11

JE DÉSIRE M'ABONNER À NEW AFRICAN, LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE

	France	Reste du monde
<input type="checkbox"/> 1 an	30 €	36 €
<input type="checkbox"/> 2 ans	55 €	66 €
<input type="checkbox"/> 3 ans	80 €	96 €

Nom _____
 Prénom _____
 Société _____
 Fonction _____
 Adresse _____
 Pays _____
 Tél _____ Fax _____
 Email _____

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR

- ☐ Chèque bancaire en euros libellé à l'ordre d' IC Publications
☐ Visa ☐ Mastercard ☐ Amex

Nom du titulaire de la carte

Carte bancaire n° _____

Date de validité: _____

Notez les 3 derniers chiffres du numéro figurant au dos de votre carte _____

☐ Je réglerai après réception de facture

Date et Signature: _____

Influent

Indépendant

Incontournable



Guinée

Le gouvernement peine à convaincre

Installé en janvier, confronté à l'épidémie de fièvre Ébola, le gouvernement de mission doit convaincre les Guinéens de sa capacité à relever les défis. Notamment l'amélioration du pouvoir d'achat et les dessertes en eau et en électricité.

Par Tokpanan Doré

Dans son ossature, l'équipe nouvelle qui dirige la Guinée est composée de 19 ministres du gouvernement démissionnaire et de 15 entrants. Qui ont notamment obtenu les portefeuilles de l'Industrie, de la Justice, des Travaux publics, des Transports, ou de l'Agriculture... Tandis que les anciens ont conservé l'Économie et les finances, le ministère stratégique des Mines, le Commerce, l'Enseignement...

En janvier, le président Alpha Condé avait prévenu que le gouvernement sortant avait privilégié « la macro-économie ». Le suivant serait basé sur les compétences des ministres, lesquels seraient évalués tous les trois mois. « Ils auront une feuille de route dès leur nomination. C'est un gouvernement chargé de prendre en compte les préoccupations guinéennes et de les traduire en programme et projets opérationnels susceptibles d'être évalués de manière régulière sur la base de leur impact effectif sur la vie des populations », commente Moustapha Naïté, ministre de la Jeunesse et de l'emploi jeune.

Officiellement, aucune évaluation n'a été effectuée, après trois premiers mois d'exercice. Pour les proches du pouvoir, il est encore difficile de dresser un bilan après seulement 100 jours de gouvernement. Les plus incondionnels estiment que la nouvelle équipe, dirigée par Mohamed Saïd Fofana, effectue un parcours « sans faute ». Les ministres « sont en train de relever des défis que les gouvernements antérieurs n'ont pas pu relever. Chacun des ministres voudrait être en tête du classement lorsqu'il s'agira

d'évaluer ce gouvernement. La preuve, il y a aujourd'hui des chantiers ouverts un peu partout dans le pays », soutient Marie Kenneth Guilavogui, directrice de campagne du parti présidentiel, le RPG-Arc-en-ciel. À son sens, Alpha Condé a su résoudre les difficultés de personnes du précédent gouvernement, en permutant certains ministres. « Certains restent au bureau jusqu'après 20 heures, et nous voyons aujourd'hui les résultats positifs... Nous sommes fiers de ce gouvernement », renchérit Raoul N'Faly Camara, membre du bureau politique national du RPG.

À l'inverse, les opposants au pouvoir condamnent un gouvernement qui assure, de façon globale, « la continuité des actions du précédent ». Ainsi, « il n'y a aucun changement », martèle Fodé Ousou Fofana, deuxième vice-président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) qui n'a jamais été tendre avec ce gouvernement depuis sa formation. « Le bilan est globalement négatif », estime également Mohamed Lamine Kaba, ancien « serviteur » d'Alpha Condé, désormais membre de l'opposition extraparlamentaire.

La plainte de la société civile

De son côté, le président du Conseil national des organisations de la société civile (CNOSC), Dansa Kourouma, reconnaît qu'il est difficile d'évaluer « ce gouvernement de mission ». Ne serait-ce qu'en raison de la brusque apparition de la fièvre hémorragique Ébola qui a accaparé les esprits. Pour sa part, Aziz Diop, président du réseau Dynamique



Mohamed Saïd Fofana, Premier ministre de Guinée.

Des membres de la Croix Rouge distribuant des documents d'information durant la campagne de prévention contre le virus Ebola.



citoyenne, une nouvelle plateforme de la société civile, se montre plus clément; il est certes difficile de juger si tôt, mais *«il faut reconnaître que le gouvernement a à fournir de gros efforts pour que les citoyens soient satisfaits»*. La reconstruction des infrastructures routières, l'équilibre macroéconomique, la réhabilitation des relations avec les institutions bancaires internationales, mis en avant par l'ancienne équipe, *«tout cela est bien beau, mais n'a pas eu de répercussions positives sur le niveau de vie des Guinéens»*, explique Aziz Diop.

M'bani Sidibé, président de l'Association des consommateurs de Guinée, va dans le même sens. Il évoque une situation *«encore précaire»* : *«On ne peut pas parler de réussite du gouvernement si les citoyens ne sont pas dans les bonnes conditions. Le gouvernement ne se soucie pas du droit des consommateurs, et les gens fixent les prix comme ils veulent»*, déplore l'activiste de la société civile.

Quand Ebola empêche des évaluations

Loin des appréciations partisans et de celles des chefs d'ONG, Koly Delamou, diplômé sans emploi, ne croit pas à ce gouvernement. *«Ce que Mohamed Saïd Fofana n'a pas fait en trois ans, ce n'est pas en deux ans qu'il le fera. C'est sûr que les gens vont rester encore sans emploi»*, prédit-il. De son côté, cette habitante de Matoto, quartier de la banlieue de Conakry reconnaît quelques avancées : elle reçoit l'électricité toutes les nuits ; et *«l'eau vient au moins trois fois par semaine»*.

Lansana Camara, journaliste, considère que le gouvernement a eu quelques résultats positifs : *«Mais beaucoup reste à faire. Les attentes des populations sont encore palpables sur le terrain. Le citoyen guinéen a du mal à se retrouver dans les actions du gouvernement d'autant plus que ses préoccupations ne sont pas prises en compte»*.

Militant de l'opposition, Mamadou Oury Sow n'a jamais été tendre avec les ministres d'Alpha Condé. Cette fois, il se retient de dresser un bilan négatif, car *«le gouvernement devait faire face à l'épidémie qui a fait près d'une centaine de morts»*. Dans son bureau feutré de Conakry, un diplomate occidental salue également *«la bonne gestion»* de la crise sanitaire : *«Pour le moment, c'est le plus important»*. En lançant la Semaine de l'Europe à Conakry, Philippe Van Damme, chef de la délégation de l'Union européenne en Guinée, a également félicité les autorités guinéennes pour la transparence avec laquelle elles ont géré la crise Ebola et pour la collaboration *«exemplaire»* avec la communauté internationale pour organiser la riposte.

Si la fièvre Ebola a endeuillé les Guinéens, elle a le mérite d'être l'une des rares causes à préoccuper pouvoir et opposition. NFD, le parti de Mouctar Diallo, député de l'opposition, a versé un don de matériels médicaux au Comité gouvernemental de gestion de la crise.

Un Premier ministre revigoré ?

Toutefois, l'opposition n'a pas manqué de critiques : Mohamed Lamine Kaba reproche au gouvernement d'avoir refusé de déclarer rapidement la maladie, à cause de la visite du roi du Maroc, en mars. De même, Fodé Oussou Fofana fustige une mauvaise communication des autorités avec pour conséquence la propagation de la maladie.

Après trois premières années à la tête du premier gouvernement d'Alpha Condé, la reconduction de Mohamed Saïd Fofana à la tête du gouvernement de *«mission»* a surpris plus d'un Guinéen. Le très pieux Mohamed Saïd Fofana, 63 ans, ne faisait pas figure de favori pour se succéder à lui-même ! Certains évoquent une raison électorale à cette reconduction : Mohamed Saïd Fofana devrait œuvrer à la réélection de l'hôte du palais de Sékou-tourey en 2015, d'autant plus qu'il aurait le contrôle de la Basse-Guinée, la région du littoral dont il est originaire. Cependant, les résultats obtenus dans cette région lors des législatives sont globalement en deçà des attentes du RPG.

Pour la première fois dans l'histoire politique du pays, un parti au pouvoir a perdu les cinq communes de Conakry. Le Premier ministre conserve pourtant son autorité. Lui qui n'a jamais servi de fusible au président Alpha Condé, brandit quelquefois le poing. Ce fut le cas en février quand il a menacé de sévir contre *«ceux qui veulent multiplier les foyers de trouble pour déstabiliser le gouvernement»*, à la suite d'une manifestation de jeunes contre le manque d'électricité dans les quartiers de la haute banlieue de Conakry. De plus, le Premier ministre a réussi à placer ses fidèles dans le nouveau gouvernement. Charge à lui de montrer son influence auprès de l'opinion publique, sur le terrain. ■

Côte d'Ivoire

Un recensement à hauts risques

Quelque 30 000 agents ont été recrutés afin d'effectuer le nouveau recensement de la population de la Côte d'Ivoire. Après de multiples reports, l'opération fait l'objet de nombreuses critiques, principalement de la part du FPI de Laurent Gbagbo.

Par Nicolas Mégéa

Depuis l'automne, des milliers de femmes et d'hommes vêtus de gilets orange, sillonnent les régions de la Côte d'Ivoire. Ces agents chargés du recensement ont un travail monstre à effectuer : ils doivent frapper à toutes les portes et poser de nombreuses questions. Le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) fait régulièrement la Une des journaux compte tenu des reports, des contro-

verses et des changements de calendrier. « *Ce recensement est une photographie de la population ivoirienne et de tous ceux qui vivent sur le territoire ivoirien à un moment et sur une période bien donnée* », explique le ministre d'État, ministre du Plan et du développement, Albert Toikeusse Mabri. Entre autres finalités, il doit permettre aux partenaires au développement de cadrer leurs investissements en Côte d'Ivoire.

D'un coût global revu en hausse à

15 milliards de F.CFA (près de 23 millions d'euros), l'opération mobilise 30 000 agents qui sillonnent plus de 10 000 villages, munis de smartphones et non plus de formulaires en papier. « *Le retard et les difficultés premières du recensement sont surtout dus au problème des smartphones dont les batteries ont dû être changées pour permettre un recensement efficace et une meilleure collecte des données* », reconnaît le ministre.

Le directeur général de l'Institut national de la statistique (INS), Ibrahim Ba, directeur exécutif du RGPH 2014, reconnaît également que l'opération rencontre de nombreuses difficultés liées notamment à la mobilité des agents sur le terrain : « *Le refus de certaines populations, accentué par l'absence de sensibilisation et de proximité, et le mot d'ordre donné par un parti politique, ont un impact sur l'opération* ».

La jugeant « *précipitée* », le FPI, parti de l'ancien président Laurent Gbagbo, avait appelé au refus de

Le président ivoirien Alassane Ouattara montre son certificat de recensement.



Le gouvernement a été compréhensif. Il a laissé faire en comptant sur l'intelligence des uns et des autres. Sans recensement, nous pilotons à l'aveugle et nous ne pourrions pas assurer un développement équilibré de nos populations.

Ibrahima Ba

Directeur général de l'institut national de la statistique (INS)

Pourquoi ce recensement est-il si important ?

La Côte d'Ivoire fait partie des premiers pays africains à avoir décidé d'organiser un recensement tous les dix ans, suivant en cela les normes des Nations unies. La décision a été prise en 1986. Nous avons réalisé le premier recensement en 1988, puis en 1998, le troisième devait avoir lieu en 2008. Suite à la crise qui a frappé le pays durant une dizaine d'années, nous n'avions pas pu l'organiser. Le gouvernement actuel, qui a renoué avec le processus de planification et de développement de la Côte d'Ivoire, a besoin d'avoir des données récentes et fiables sur la population. Comment voulez-vous que l'on puisse continuer à planifier le développement de la Côte d'Ivoire, qui espère devenir un pays émergent à l'aube de 2020 si on ne connaît pas la population du pays ? Il faut aussi évaluer les besoins réels de cette population pour planifier son développement.

Êtes-vous inquiets pour la fin de l'opération, face aux demandes de boycott ?

Techniquement, l'opération est maîtrisée, mais nous rencontrons quelques difficultés avec l'appel au boycott lancé par une partie de l'opposition. C'est vraiment dommage.

Du 5 mars 2012 au 30 septembre 2013, l'opération s'est déroulée sans problème. Nous savons déjà que la population ivoirienne est comprise entre 22 et 25 millions. L'impact de cet appel au boycott est physique et psychologique. Les agents ont peur de travailler trop tard, face au risque d'agression. Ce recensement n'est pas une opération politique, mais un moyen d'avoir la maîtrise des données démographiques !

Pourtant, certains considèrent que ce recensement fait partie d'une stratégie avant les prochaines élections. Y a-t-il un enjeu politique ?

Aucun ! Un pays sans recensement est comme un véhicule sans tableau de bord. À l'INS, on parle d'enjeux scientifiques, qui permettent d'obtenir des données nécessaires pour la planification du développement. Ce recensement nous donnera plusieurs enseignements, dont, bien sûr, le nombre de la population potentielle électorale avant les élections. Il s'agit d'un indicateur important pour tous ceux qui veulent organiser les recensements électoraux. Or, vous ne pouvez pas organiser un recensement électoral fiable, si vous n'avez pas eu l'estimation de la population concernée par ces élections.

l'opération. « Il faut boycotter ce recensement parce que tout le monde sait que des obstacles politiques doivent être surmontés avant que cette enquête ne puisse se tenir », avait prévenu le chef de l'opposition, Pascal Affi N'Gues-

san. Le porte-parole du gouvernement, Bruno Nabagné Koné, a mis en garde les perturbateurs. « Ceux qui appellent à des boycotts encourrent des sanctions pénales », a-t-il prévenu à la sortie du Conseil des ministres, soulignant que

la loi « fait obligation » à tout le monde de se faire recenser. « Qu'on ne nous dise pas que nous sommes contre la démocratie. Le gouvernement a été compréhensif. Il a laissé faire en comptant sur l'intelligence des uns et des autres. Sans recensement, nous pilotons à l'aveugle et nous ne pourrions pas assurer un développement équilibré de nos populations », martèle Bruno Koné. Qui rappelle : « Le Code pénal en son article 169 punit les troubles à l'ordre public ; les motifs d'ordre de boycott conduisent à un trouble à l'ordre public et ne seront pas tolérés. La principale sanction est un emprisonnement allant de trois à cinq ans ».

Albert Toikeusse Mabri se montre néanmoins rassurant, faisant état de « décisions nouvelles » pour renforcer le dispositif, afin de régler définitivement les problèmes techniques ou d'accessibilité. Les deux tiers de la population avaient déjà été recensés à la mi-mai.

En attendant des chiffres plus précis, on estime la population de la Côte d'Ivoire à 24 millions d'habitants ; le pays aurait enregistré une croissance démographique de 2,85 % depuis le dernier recensement de 1998. ■



Un agent du recensement interroge une famille à Yopougon dans la banlieue d'Abidjan.

BURKINA FASO

Les hommes de Blaise Compaoré

Le Front républicain réunit des partisans du président Blaise Compaoré. Il plaide pour un référendum sur la révision de la Constitution, afin de lui permettre de se représenter en toute légalité.

Par Tiago Tiamtoré



Le président Blaise Compaoré

Si Blaise Compaoré n'a pas encore officiellement fait part de ses intentions quant à une nouvelle candidature, ses partisans ont déjà donné le ton. Tout semble indiquer que le Burkina Faso se prépare à un nouveau référendum, dernière ligne droite avant une évidente candidature. Arrivé au pouvoir en octobre 1987, Blaise Compaoré avait déjà effectué deux septennats (1991 et 1998) avant qu'un amendement ne modifie la durée du mandat présidentiel en la ramenant à deux quinquennats (2005 et 2010). L'actuel chef de l'État dispose d'hommes de confiance, malgré le départ de certains cadres du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, au pouvoir). Ils se recrutent parmi les idéologues, les

argentiers, le cercle sécuritaire, la chefferie coutumière et religieuse.

En plus de son fidèle parmi les fidèles, le général Gilbert Diendéré, deux personnalités constituent « l'œil et l'oreille » du président burkinabé : son frère cadet François Compaoré et Assimi Kouanda, le patron du parti présidentiel. Cet historien de formation à la cinquantaine entamée, fut ambassadeur au Maroc et est l'actuel ministre d'État,

chargé de missions à la présidence. Il préside le bureau politique du CDP depuis mars 2012. Autour d'eux figurent « les gardiens du temple ». Achille Tapsoba, l'idéologue et ami de longue date du Président; Alain Yoda, qui comptabilise l'une des plus longues carrières de ministre sous la présidence de Blaise Compaoré; les inoxydables Maurice Mélégué Traoré, Ernest Yonli, Soungalo Ouattara, Juliette Bonkoungou, sans oublier Mohamed Topan, le directeur de cabinet du chef de l'État. Le président Blaise Compaoré peut également s'appuyer du soutien des ministres Salif Kaboré, Arthur Kafando, des médiatiques Alpha Yago, Salam Dermé, Salif Sawadogo, Mahamadi Koanda.

Yaméogo... pour un Front républicain

Les poids lourds de l'économie nationale, réunis pour la plupart au sein de la Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré (Fedap-BC), sont d'évidents soutiens. Parmi eux, la présidente de la Chambre de commerce, Alizéta Ouédraogo, les banquiers Lassiné Diawara (BOA), Idrissa Nassa (Coris Bank), les industriels Inoussa Kanazoé, Moussa Koanda, Barro Dianguinaba.

Quand il y a une situation de crise, il faut donner le pouvoir au peuple de trancher et c'est ce que nous ferons. Allons au référendum, car seul le peuple peut trancher sur la question du Sénat.

Outre sur son parti, Blaise Compaoré peut aussi compter sur ses alliés politiques qui ont constitué en janvier 2014, un Front républicain regroupant une quarantaine d'organisations politiques, dont une dizaine représente véritablement une base électorale. « *Le peuple aura le dernier mot à travers le référendum* », tel semble le principal message que le Front républicain met en exergue à chacune de ses sorties.

Le patron de l'Union nationale pour la démocratie et le développement (UNDD), Hermann Yaméogo constitue

un renfort de poids dans le camp Compaoré. Cet avocat, fils du premier président du pays Maurice Yaméogo (1960-1966) conduit avec Assimi Kouanda du CDP, le gros de la troupe du Front républicain. Hermann Yaméogo, coprésident du front, déclare : « *Quand il y a une situation de crise, il faut donner le pouvoir au peuple de trancher et c'est ce que nous ferons. Allons au référendum, car seul le peuple peut trancher sur la question du Sénat* ».

En dépit de ses divergences antérieures avec Blaise Compaoré, Mau-

rice Yaméogo n'a pas hésité à hausser le ton pour appeler au référendum afin de régler la question de l'article 37. À l'arrivée de Blaise Compaoré au pouvoir en 1987, Yaméogo – qui n'était pas de ceux qui chérissaient le régime – apporte immédiatement son soutien au nouveau pouvoir dont tout laissait à penser qu'il s'ouvrirait vers plus de liberté. Il est alors appelé au gouvernement en qualité de ministre de l'Agriculture. Pour ses partisans, il est un homme incontournable du gotha politique burkinabé. ■

TROIS QUESTIONS À...

Séni Ouédraogo*

Le référendum pour trancher la question de l'article 37 de la Constitution est-il anticonstitutionnel ?

Je suis catégorique : oui, le recours au référendum pour réviser la Constitution à l'effet de permettre à Blaise Compaoré de se présenter indéfiniment est anticonstitutionnel ! Juridiquement, ce référendum est une violation de notre loi fondamentale. Le Burkina Faso a adhéré aux instruments africains qui proscrivent « *les changements anticonstitutionnels de gouvernement* ». En clair, le Traité constitutif de l'Union africaine (2001), la Charte africaine de la démocratie et des élections (2007) et le Protocole additionnel de la Cedeao sur la démocratie et la bonne gouvernance (2001) que le pays a ratifiés, interdisent les changements anticonstitutionnels de gouvernement qui, au sens de l'article 23 alinéa 5 de la Charte africaine, sont « *tout amendement ou toute révision des Constitutions ou des instruments juridiques qui porte atteinte aux principes de l'alternance démocratique* ». D'ailleurs, le Comité d'éthique qui a été créé à la suite de la journée de pardon était rattaché à la présidence du Burkina Faso.

C'est bien dommage que le chef de l'État ne rappelle pas à ses partisans qu'il s'est fait le chantre de l'éthique en politique pour ramener la sérénité politique au plus fort de la crise politique des années 2000. Il lui faut respecter le serment prêté de respecter la clause limitative du nombre de mandat présidentiel, si tant est qu'en politique la parole donnée a un sens. Je pense même que si le référendum venait à être approuvé par le peuple, la non-limitation des mandats ne pourrait pas s'appliquer à Blaise Compaoré. En effet, on serait dans une situation de conflit de lois qui ne lui profite pas. La loi ancienne qui limite le mandat de Blaise Compaoré court jusqu'en 2015. À cette date, il devra céder le pouvoir. S'il veut se voir appliquer la nouvelle écriture de l'article 37, il lui faudra écourter son mandat pour le mettre en jeu, puisque la loi est d'application immédiate. Mais si l'effet de la loi est différé après la fin du mandat en 2015, puisque le mandat

présidentiel est un droit objectif, la nouvelle loi ne pourra pas s'appliquer à une situation objective qui est éteinte. Donc Blaise Compaoré ne pourra pas en profiter, mais le nouveau Président qui sera élu en 2015.

Face à la crispation et aux positions tranchées des deux camps, le pays n'avance-t-il pas dans l'inconnu ?

Un investisseur sérieux ne s'aventurera pas à prendre des risques dans un climat d'incertitudes. Il est certain que les activités économiques vont se ralentir, suivant le durcissement des positions. Si la situation ne change pas, les indicateurs de notre économie seront alarmants à long terme.

Faut-il dialoguer avec Blaise Compaoré pour une transition pacifique, comme le recommandent certains analystes ?

Il est évident que la seule voie de sortie pour une transition pacifique, est le dialogue politique. Mais comment les autres – opposition et société civile – pourront-ils dialoguer avec Blaise Compaoré, si lui ne veut pas discuter ? À mon avis, la médiation autosaisie conduite par l'ancien chef d'État, Jean-Baptiste Ouédraogo a échoué, parce que le président Blaise Compaoré a refusé de donner un mandat à ses partisans. Un simple acte juridique dont la délivrance n'allait en rien dévaloriser ou ébranler la République ! Nous sommes dans une situation où Blaise Compaoré estime que le rapport de force est de son côté ; en conséquence, il ne se voit pas dans une situation de discuter avec l'opposition. La Constitution lui conférant tous les pouvoirs, s'il veut dialoguer, il a la possibilité de mettre en place un cadre de discussion. Du reste, l'institution du chef de file de l'opposition permet d'avoir un dialogue républicain entre le pouvoir et l'opposition, au vrai sens juridique et politique. J'espère au moins, que le pays sortira de cette situation sans accrocs majeurs.

* Agrégé en droit constitutionnel, le professeur Séni Ouédraogo est vice-président de la Société burkinabé de droit constitutionnel et membre de l'Institut International des droits de l'Homme de Strasbourg.

INTERNATIONAL

La Banque mondiale finance 19 Centres d'excellence

La Banque mondiale a approuvé le financement de 19 Centres d'excellence au sein d'universités localisées dans sept pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, pour une enveloppe de 150 millions \$. Les centres sélectionnés sur concours bénéficieront d'un financement visant à soutenir des filières d'enseignement spécialisées dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), mais aussi de l'agriculture et de la santé. Ce projet phare de Centres d'excellence africains (CEA), grâce auquel les étudiants du continent pourront être dotés de compétences scientifiques et techniques de pointe, sera financé par des crédits IDA à huit pays, pour permettre à des étudiants, des enseignants et des fonctionnaires d'accéder, notamment via des formations de courte durée, à l'enseignement supérieur à travers les 19 CEA, dont :

– Sénégal : 16 millions \$ pour le Centre de santé maternelle et infantile de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar et le Centre de mathématiques, informatique et TIC de l'université Gaston Berger de Saint-Louis.

– Bénin : 8 millions \$ pour le Centre de mathématiques appliquées de l'université d'Abomey-Calavi.

– Burkina Faso : 8 millions \$ pour le Centre de science et technologie dans le domaine de l'eau, de l'énergie et de l'environnement de l'institut ZIE.

– Togo : 8 millions \$ pour le Centre des sciences avicoles de l'université de Lomé.

– Cameroun : 8 millions \$ pour le centre de TIC de l'université de Yaoundé I.

En outre, le Nigeria a bénéficié de 70 millions \$, le Ghana de 24 millions \$ et la Gambie de 3 millions \$.



Accor s'implante dans une trentaine de villes

Le groupe hôtelier Accor a présenté en avril à Casablanca sa stratégie africaine, qui sera pilotée à partir de la métropole marocaine par la nouvelle filiale Accor HotelServices Afrique, et qui ciblera une trentaine de villes africaines. « Au moins quatre des 14 marques que compte le groupe seront développées en Afrique », a déclaré Jean-Jacques Dessors, directeur général d'HotelServices Méditerranée, Moyen-Orient et Afrique. Le déploiement de Sofitel, Novotel, Pullman et Ibis se réalisera en fonction des marchés. « Nous comptons

dupliquer ce que nous avons effectué à Casablanca près du port en lançant plusieurs marques sur un même site, Ibis, Novotel et Sofitel, à titre d'exemple. Ce type de villages Accor pourrait s'avérer une approche appropriée pour certaines destinations africaines », a-t-il précisé. L'Afrique subsaharienne pourrait abriter un nombre important d'hôtels Pullman, « vu que ce marché est caractérisé par une clientèle plutôt business », a indiqué Philippe Baretaud, chargé du développement des marques du groupe Accor pour l'Afrique et l'océan Indien.

Lancement du projet Bricks

Le programme Renforcement de la résilience par le biais de services liés à l'innovation, à la communication et aux connaissances (Bricks) a été officiellement lancé à Ouagadougou, au siège du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (Cilas).

Financé par la Banque mondiale, le programme Bricks accompagne les 12 projets du Programme Sahel et Afrique de l'Ouest (Sawap) en appui à l'initiative de la Grande muraille verte (GMV) dans la réalisation de leurs objectifs. Il facilite l'identification des innovations, au niveau régional et global et leur promotion à travers une communication, une gestion de connaissances et un suivi-évaluation efficaces. Ce projet est mis en œuvre par des centres d'excellence régionaux agréés, chargés d'activités distinctes : le Cilas chargé de la gestion et de la diffusion des connaissances ; l'Observatoire du Sahara et du Sahel chargé des applications géo-spatiales et du suivi-évaluation du portefeuille de projets ; l'Union internationale pour la conservation de la nature, chef de file dans les domaines de la biodiversité, des stratégies de mise en réseau et de communication. Le Sawap est un programme d'investissements de 1,1 milliard \$ pour développer la gestion durable des terres et de l'eau dans 12 pays africains : Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Soudan, Tchad, Togo.



ALGÉRIE

Conventions d'investissement de 2,6 milliards d'euros

Des conventions d'investissement ont été signées par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) et des partenaires nationaux et étrangers, concernant d'importants projets industriels bénéficiant des avantages du régime dérogatoire du dispositif de développement de l'investissement, accordés aux investissements présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale. Ces conventions portent sur :

- La réalisation d'un complexe sidérurgique d'une capacité de production de 2 millions de tonnes/an à Bellara dans la wilaya de Jijel, pour un montant de 169,7 milliards de dinars (1,56 milliard d'euros), signée par la Société algéro-qatarie de sidérurgie;

- La réhabilitation et l'extension du complexe sidérurgique d'El Hadjar à Annaba, destiné à lui faire atteindre une capacité de production de 2,2 millions de tonnes/an, pour un montant de 57,2 milliards de dinars (526 millions d'euros) signée par Arcelor Mittal Algérie;

- La réalisation d'un pôle textile au sein de la zone industrielle de Sidi Khettab dans la Wilaya de Relizane, pour un montant de 58,2 milliards de dinars (535 millions d'euros) signée par la société algéro-turque Algérienne des industries textiles, « Tayal ».

Ces projets conclus en partenariat avec des étrangers dans l'objectif d'acquisition de savoir-faire et de technologie au profit des entreprises publiques, représentent globalement, 11 316 postes de travail pour un montant de l'ordre de 286 milliards de dinars (2,63 milliards d'euros).

Six nouveaux CHU

La construction de six nouveaux centres hospitalo-universitaires (CHU) sera effective en juillet, promet le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf. « Les services du ministère mettent les dernières touches pour entamer la réalisation de ces CHU à Basma, Annaba, Béjaïa, Sidi Bel Abbès, Bêchar et Ouargla ». D'autres projets similaires ont déjà été lancés dans les wilayas de Tipasa, Constantine, Tlemcen et Alger.

Études préliminaires pour un TGV

Selon le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anearif), Azzedine Fridi, les études préliminaires pour la construction d'une ligne TGV dans la rocade nord sont lancées. « Ces études vont déterminer le passage du TGV, soit à côté de la ligne ferroviaire actuelle ou bien en parallèle mais un peu loin ». Le ministre des Transports, Amar Ghoul (photo), souligne la nécessité de relever le défi dans le domaine du transport ferroviaire, en portant la longueur des lignes de 3 500 à 12 500 km d'ici à 2020, en reliant le Nord du pays aux Hauts Plateaux et au Sud. Ceci permettra de réduire la surcharge sur les autoroutes, consécutive au nombre élevé de véhicules roulant, estimé à 7 millions.

Ainsi de nombreux projets seront lancés dans le secteur du transport ferroviaire en 2014. Le secteur du transport a bénéficié d'un budget de 40 milliards \$ dans le cadre du programme quinquennal de l'État, dont 26 milliards \$ pour le développement et la modernisation de la voie ferrée. Ce qui a permis à l'Algérie de se positionner à la septième place au niveau mondial des pays ayant consacré un budget important au transport ferroviaire.



MAROC

L'UE soutient la réforme de la justice

Selon le ministère de la Justice et des libertés, l'Union européenne a approuvé un projet d'aide de 60 millions d'euros pour la réforme du secteur de la justice. Cette contribution financière est inscrite au titre de la coopération bilatérale dans le domaine de la gouvernance et des droits de l'Homme. Les montages administratifs et techniques de cette aide seront achevés en juin prochain.

Partenariat entre Attijariwafa bank et la Deutsche Bank

Un memorandum d'entente a été signé entre Attijariwafa bank et la Deutsche Bank.

L'objectif est de construire et de développer, entre autres, une solution globale co-brandée de banque transactionnelle s'appuyant sur les expertises respectives et complémentaires des deux groupes dans leurs marchés respectifs. À cet effet, l'accord couvre une large panoplie de lignes de métiers dont le cash management, le correspondent banking, la finance de marché, la finance de projets, le migrant banking... et s'adresse aux segments de la clientèle corporate (grandes entreprises et multinationales), des institutions financières (compagnies d'assurances, fonds de pension...), des particuliers (diasporas, retraités, étudiants...) et du secteur public.

Imiter augmente sa capacité d'argent métal

La Société métallurgique d'Imiter (SMI), filiale de Managem (groupe minier de la holding SNI), a investi plus de 118 millions Dh (10,5 millions d'euros) dans l'exploration, « ce qui a permis de mettre en évidence de nouvelles découvertes de réserves d'argent (406 tonnes de métal), correspondant à une année et demie d'exploitation supplémentaire », selon la société minière. L'exercice 2013 a aussi enregistré l'achèvement des travaux d'extension de l'usine, dont la capacité de traitement a été augmentée de 43 %. De même, la finalisation des travaux de développement de la mine en 2014 devra permettre à SMI d'améliorer sa capacité de production (7,7 millions d'onces d'argent métal) de plus de 40 %. L'investissement global alloué à l'extension de l'usine et de la mine s'élève à 407 millions Dh (36,2 millions d'euros), dont 350 millions déjà réalisés.

AFRIQUE DU NORD

Développement du tourisme golfique

Afin d'attirer plus de 300 000 golfeurs à l'horizon 2016, l'Office national marocain du tourisme (ONMT) a signé à Agadir plusieurs partenariats avec des tour-opérateurs spécialisés: Golf Breaks et Your Golf Travel (Royaume-Uni), Golf Plaisir (Scandinavie), Golf Extra et Golf Guide Tours (Allemagne) et les tour-opérateurs Voyages Gallia et Greens du monde (France). Ces partenariats prévoient la commercialisation de plusieurs destinations golfiques marocaines, notamment Marrakech, Agadir, Essaouira, Mazagan, Fès, Casablanca et Rabat.

Un protocole d'accord a par ailleurs été signé entre l'ONMT, la Confédération nationale du tourisme et l'Association internationale des tour-opérateurs de golf (IAGTO). Selon l'ONMT, « il s'agira de bénéficier de l'expertise de cette association ainsi que d'un accompagnement stratégique. L'accord a également pour objet de tracer le cadre de la coopération qui sera mise en place entre les parties afin de développer et de promouvoir le golf au Maroc et le tourisme golfique en particulier. Ceci se fera à travers l'élaboration et la planification d'une stratégie de suivi et d'accompagnement de cette filière. Les chantiers qui seront menés touchent les domaines de la communication, de la distribution, de l'audit et de la qualité ».



TUNISIE

Appui de la Banque mondiale pour 1,2 milliard \$ en 2014



Le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim (photo), a confirmé que son institution prévoyait de fournir à la Tunisie un appui de 1,2 milliard \$ cette année, soit quatre fois plus que le montant alloué au pays avant la révolution et deux fois plus que celui octroyé dans le sillage des événements de 2011. Inger Andersen, vice-présidente de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, a détaillé les opérations inscrites au programme d'appui pour 2014 :

- un montant de 750 millions \$ destiné à appuyer les réformes menées par le gouvernement pour assurer l'égalité des chances sur le plan économique, promouvoir la croissance et créer des emplois, tout en améliorant la transparence et la responsabilisation dans la prestation des services publics ;
- un projet de 300 millions \$ axé sur le renforcement des capacités des collectivités locales, pour appuyer les dispositions de la nouvelle Constitution relatives à la décentralisation ;
- un investissement de 100 millions \$ pour alimenter une ligne de crédit qui permettra aux banques de donner aux petites et moyennes entreprises l'accès au crédit dont elles ont tant besoin ;
- un montant de 50 millions \$ destiné à un projet de promotion des exportations qui aidera à développer les secteurs dans lesquels la Tunisie pourrait avoir un avantage compétitif ;
- et, dans le cadre de la collaboration avec la société nationale des eaux Soned, un montant de 20 millions \$ au titre d'un projet prévu en 2014 pour doter la zone métropolitaine de Tunis d'une nouvelle station de pompage.

Trois financements du Fades

Hakim Ben Hamouda (photo), ministre de l'Économie et des finances, et Abdellatif Youssef Al Hamad, directeur général du Fonds arabe pour le développement économique et social (Fades), ont signé en avril trois conventions de financement pour des projets et investissements dans le secteur privé et l'encouragement à la création de petites et moyennes entreprises, pour un montant total de 342 millions DT. La 1^{re} convention porte sur une ligne de crédit au profit de la Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME) d'un montant de 20 millions \$ (32 millions DT).

Le compte spécial du Fades a également accordé à la Tunisie une ligne de crédit de 50 millions \$ (80 millions DT) pour le financement de petits et moyens projets. La 3^e convention porte sur la contribution du Fades au financement de la 3^e phase du projet de routes régionales et de pistes vicinales. Cette convention porte sur un montant de 40 millions de dinars koweïtiens (230 millions DT).



Inauguration du centre de formation professionnelle d'Ibn Sina

Situé dans la délégation de Kabaria en banlieue sud de Tunis, le centre sectoriel de formation en bâtiment et annexes d'Ibn Sina a été inauguré mi-avril. La construction, l'équipement et le démarrage (formation de formateurs, accompagnement des professionnels) ont été cofinancés par la coopération française à travers une subvention de 7,2 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD). Selon Philippe-Cyrille Berton, directeur de l'AFD en Tunisie, « ce centre a une capacité d'accueil de 1 200 stagiaires par an. Les 720 postes de formation sont répartis

sur trois niveaux (CAP, BTP, BTS) autour de quatre grandes spécialités : bâtiment et gros œuvres, matériaux de construction, électricité et ascenseur, énergétique. Des formations aux métiers du génie climatique et de l'enveloppe des bâtiments, jusque-là inexistantes en Tunisie, sont désormais proposées.

« Depuis plus de 15 ans, l'AFD a été le principal bailleur de fonds du secteur de la formation professionnelle en Tunisie. Plus de 73 millions d'euros ont été octroyés depuis 1996 sous forme de prêts à taux d'intérêt bonifiés et 17,8 millions d'euros de subvention depuis 2008... Mais au-delà de cet historique, il y a surtout l'enjeu capital et persistant du chômage des jeunes. Et la réponse de l'AFD consiste à faire de l'emploi un axe majeur de sa stratégie d'intervention dans les années à venir... Nous sommes en train d'ins-tituer un nouveau projet en collaboration avec le ministère tunisien de la Formation professionnelle et de l'emploi pour un appui au dispositif de formation professionnelle qui mettra l'accent sur l'amélioration de la qualité des formations et sur l'ouverture des centres sur leur environnement socio-économique afin de faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail ».



Treize projets soutenus par la BOAD

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé 13 propositions de prêt d'un montant global de 185,56 milliards de F.CFA (280 millions d'euros), dont 119 milliards de F.CFA pour sept projets dans le secteur des infrastructures routières, principal bénéficiaire des prêts autorisés. Ces prêts portent sur le financement partiel des projets suivants :

- Aménagement et bitumage de routes nationales transversales, phase II (Togo). Ces travaux concerneront les axes Lomé-Vogan-Anfoin ; Témédja - Badou - frontière du Ghana et bretelle de Kougnohou ; Kounéa - Pya - Tchare - Lassa - Soundina-RN16, Tsévié-Tabligbo et Notsé-Tohoun-frontière du Bénin, sur une longueur totale de 288 km environ. Montant du prêt : 25 milliards de F.CFA.

- Aménagement et bitumage de routes structurantes (Bénin) : Comé-Lokossa- Dogbo et bretelle Zounhoué-Athiémé-frontière du Togo ; Savalou Tchéri-frontière du Togo et Logozohé-Glazoué ; Djèrèghé-Dja-Owode- frontière du Nigeria sur une longueur totale de 139,67 km. Montant du prêt : 25 milliards de F.CFA.

- Programme d'entretien routier 2013-2015 au profit du Fonds d'entretien routier de Côte d'Ivoire. Le programme porte sur l'entretien de 855 km de routes bitumées (dont 155 km de voirie urbaine) et de 4 200 km de routes en terre. Le financement de la BOAD se fera sous la forme d'une combinaison de crédits à court terme (5 milliards de F.CFA) et moyen terme (19 milliards de F.CFA). Montant global des prêts : 24 milliards de F.CFA.

- Construction de l'échangeur Diori Hamani sur le boulevard de l'Indépendance, et aménagement de la zone du marché Karako à Niamey (Niger). Le projet s'inscrit dans le volet « infrastructures urbaines » du Programme de développement économique et social (PDES) adopté par le gouvernement nigérien pour la période 2012-2015, notamment dans la vision Niamey Nyala. Montant du prêt : 15 milliards de F.CFA.

- Transport urbain à Parakou (Bénin). Le projet a pour objet la reconstruction de la traversée urbaine et du contournement de la ville sur des longueurs respectives de 11,75 km et 5,05 km. Sa réalisation devrait contribuer notamment à renforcer la compétitivité du corridor routier béninois par l'augmentation du trafic international à partir de 2017. Montant du prêt : 10 milliards de F.CFA.

- Aménagement et bitumage de la route Tiebissou-Didievi (Côte d'Ivoire). Le projet a pour objet l'aménagement et le bitumage de cette route d'une longueur de 42 km. Montant du prêt : 10 milliards de F.CFA.

- Réhabilitation du tronçon Dialakoto-Mako de la Route nationale n° 7 (Sénégal). Ce tronçon, long de 115 km, est un segment de l'axe communautaire Cu2b de l'Uemoa (corridor Bamako-Dakar par le sud). Montant du prêt : 10 milliards de F.CFA.

- Réhabilitation des aménagements hydroélectriques de Sélinguét et Sotuba (Mali) afin de contribuer à la fourniture régulière de l'énergie électrique à moindre coût dans la zone concernée. Montant du prêt : 25 milliards de F.CFA.

- Programme Kandadji (phase I) de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger (Niger). Cette opération s'effectue dans le cadre du financement complémentaire sollicité par le Niger auprès des bailleurs de fonds du Programme. La contribution de la BOAD portera sur le surcoût du génie civil du barrage. Montant de ce prêt complémentaire : 10 milliards de F.CFA.

- Appui au secteur de la finance inclusive pour l'accès des pauvres au crédit (Togo). Le projet a pour objet la mise en place de ressources financières en faveur du Fonds national de la finance inclusive en vue d'accompagner les efforts de l'État togolais au profit des couches pauvres. Montant du prêt : 5 milliards de F.CFA.

- Construction d'une station de déferri-sation au Point K et réhabilitation de forages à Pout Kirene et Sebikotane (Sénégal). Ces travaux contribueront à améliorer la qualité des eaux distribuées dans une dizaine de quartiers de la ville de Dakar et de sa banlieue et à augmenter la production de 18 960 m³/jour. Montant du prêt : 4,56 milliards de F.CFA.

- Aménagement et équipement du terminal vraquier du Port autonome de Dakar par la société Terminaux vraciers du Sénégal (TVS). L'objectif est d'optimiser et de sécuriser les prestations de manutention de produits solides en vrac non alimentaires, et de porter le niveau du trafic à 13 millions de tonnes/an à l'horizon 2025. Montant du prêt : 16 milliards de F.CFA.

- Construction d'un hôtel quatre étoiles d'une capacité d'accueil de 179 chambres par la société Chain Hôtel Abidjan (CHA) en Côte d'Ivoire. Montant du prêt : 6 milliards de F.CFA.

AFRIQUE DE L'OUEST

BÉNIN

La BOAD arrange un financement de 800 milliards de F.CFA

Christian Adovelande, président de la BOAD, et Jonas Gbani, ministre de l'Économie et des finances, ont signé un mandat d'arrangement de financement pour la réalisation de projets d'infrastructures, au cours d'une cérémonie présidée par le chef de l'État, Thomas Boni Yayi. Le coût global du programme à financer est estimé à environ 800 milliards de F.CFA, qui devront être mobilisés auprès des banques commerciales et de l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds.

Ce programme porte sur des projets à fort impact économique et social concernant les infrastructures routières et portuaires, l'énergie, l'eau et l'assainissement, l'éducation et la santé. L'intervention de la BOAD se traduira, d'une part, par la fédération des banques locales et des institutions internationales de financement du développement dans un pool bancaire; d'autre part, par une assistance technique à l'État béninois pour le montage des projets du programme et leur mise en œuvre.

BURKINA FASO

Programme de développement sanitaire de 230 milliards de F.CFA



« La mise en œuvre du plan national de développement sanitaire 2011-2020 bénéficie de l'accompagnement de nos partenaires techniques et financiers », rappelait en avril le Premier ministre Luc Adolphe Tiao (photo), dans son discours sur la situation de la nation.

« Pour l'année écoulée, le pays a vu le renforcement des infrastructures sanitaires et des équipements médico-techniques avec une élévation du niveau des plateaux techniques. La transformation des Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) des chefs-lieux de communes

rurales en centres médicaux est parachevée dans 37 communes », et la situation des formations sanitaires se présente comme suit : 1 501 CSPS ; 57 Centres médicaux ; 44 Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) fonctionnels ; neuf centres hospitaliers régionaux (CHR) ; quatre hôpitaux nationaux dont trois Centres hospitaliers universitaires (CHU). À cela s'ajoute la construction en cours des CHR de Ziniaré et de Manga. Le nombre de structures sanitaires privées (toutes catégories) a atteint 1 150. « Ces acquis en infrastructures sanitaires ont permis de réduire le rayon moyen d'action théorique à 6 km en 2013 contre 9,1 km en 2003 et d'améliorer l'accès des populations aux services de santé. En outre, près de 90 % des formations sanitaires (CSPS) remplissent les normes minimales en personnel ».

Par ailleurs, « le gouvernement a adopté un programme d'investissements prioritaires concernant les infrastructures hospitalières dans le but d'accroître davantage l'offre de soins d'ici à 2018 ». Ce programme concerne notamment :

- la reconstruction et l'équipement des CHR de Fada, Dédougou, Gaoua et du CHU Yalgado Ouédraogo ;
- la construction et l'équipement d'un nouvel hôpital à Bobo-Dioulasso ;
- la construction d'un Centre de soins spécialisés de haut niveau en neurochirurgie ;
- la construction et l'équipement d'un Centre de cancérologie à Ouagadougou et la mise en place d'une unité d'hémodialyse à Bobo-Dioulasso.

« Le coût de ces investissements est estimé à 229,1 milliards de F.CFA » (350 millions d'euros).

Concernant l'Hôpital national Blaise Compaoré (HNBC), « des avancées notables ont été enregistrées en 2013 avec l'ouverture des urgences médico-chirurgicales, pédiatriques et gynécologiques. De même, plusieurs unités ont été mises en place : une unité de chirurgie, en particulier la chirurgie viscérale ; une unité de réanimation polyvalente ; une unité de traumatologie ; une unité d'ophtalmologie. En outre, l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et un scanner ont été mis en route ».

Un plan d'équipement médico-technique pour les hôpitaux est également engagé à travers la Société de gestion de l'équipement et de la maintenance biomédicale (Sogemab) à hauteur de 6,03 milliards de F.CFA « avec un accent particulier sur le renouvellement et le relèvement de leur plateau technique ».

Développement agricole avec le Danemark



Selon le ministère de l'Agriculture, le Programme de croissance économique dans le secteur agricole (PCESA), financé à hauteur de 33,3 milliards de F.CFA par le Danemark, entre en phase opérationnelle.

Ses deux composantes porteront sur l'appui à l'entrepreneuriat et au secteur privé agricole d'une part, et sur l'appui à l'amélioration des conditions-cadres du secteur agricole d'autre part. Cinq régions sont prioritairement concernées par ce programme : l'Est, le Centre-est, le Nord, le Centre-ouest et le Sahel. L'objectif sera de promouvoir dans ces régions la chaîne de valeurs des filières de la gomme arabique, du bétail-viande, du karité, du niébé et du maïs.

CÔTE D'IVOIRE

L'UE dégage 60 millions d'euros pour le foncier rural

La Côte d'Ivoire va bénéficier d'un appui budgétaire de l'Union européenne (UE) qui s'est dite favorable à déboursier 60 millions d'euros, soit environ 39,36 milliards de F.CFA, pour soutenir la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural. La première tranche porte sur la moitié, soit 30 millions d'euros (19,68 milliards de F.CFA) sur trois ans.

« Nous avons eu une bonne discussion technique », a déclaré le responsable des politiques de développement rural, sécurité alimentaire, nutrition, Pierre-Yves Baulain, selon qui deux raisons essentielles expliquent le soutien de l'Union. La première est que le gouvernement ivoirien accorde à la gestion du foncier une importance capitale. La seconde est le fait que le foncier est un facteur de stabilité et de développement. Le directeur général de la programmation des projets et de la statistique, Nouhoun Coulibaly, précise que le projet débutera dans la région de l'Ouest, avant de s'étendre sur l'ensemble du territoire ivoirien.

En dehors du foncier, l'aide européenne servira en partie au programme de sécurité alimentaire : il s'agira de remettre à niveau les

infrastructures économiques à impact direct sur le développement agricole. *« Il y a des zones de production excédentaires, mais de sérieux problèmes d'acheminement ou de stockage ne permettent de les ventiler. Ce qui est répercuté sur les coûts, il faut faire alors face à cela ».*

Les frères Bouygues prennent 55 % du bloc CI-502

L'avenant n° 2 du Contrat de partage de production (CPP) sur le bloc CI-502 a été signé en avril par le ministre du Pétrole et de l'énergie, Adama Toungara, et Olivier Bouygues. Cette signature consacre l'entrée sur ce bloc de Foxtrot International à hauteur de 27,5 % et de SECI (ex-Saur Énergie Côte d'Ivoire) avec également 27,5 % des parts. Ces deux sociétés appartiennent aux frères Martin et Olivier Bouygues.

Le contrat initial avait été signé mi-janvier 2012 entre Petroci (100 %) et l'État ivoirien. Fin février 2014, l'avenant n° 1 au CPP a vu l'entrée de Sahara Energy à hauteur de 20 %, Petroci passant à 80 %. En vertu de l'avenant n° 2, la fonction d'opérateur est confiée à Foxtrot International. Sahara Energy conserve ses 20 % sur le bloc CI-502, Petroci passant à 25 %. L'accord intervenu sur le bloc CI-502 permettra une accélération des travaux. Pour le ministre Adama Toungara, le bloc CI-502 est plein de promesse. *« Cette signature doit accélérer la découverte d'hydrocarbures aux larges des côtes ivoiriennes. Je salue le travail de la Petroci qui a réussi à faire du bloc CI-502, autrefois délaissé, un atout pour les investisseurs aujourd'hui ».* Le bloc CI-502 est situé dans la zone centrale du bassin sédimentaire, au sud du bloc CI-27. Sa superficie est d'environ 222 km².

Relance de la CIDT

Sur présentation du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget, Abdourahmane Cissé, le gouvernement a adopté une communication relative à la stratégie de financement de la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (CIDT). *« Face au risque d'une liquidation judiciaire de la CIDT, un plan de restructuration sur la période 2013-2021 a été élaboré. Dans le cadre du financement de ce plan de relance, estimé à 27,35 milliards de F.CFA, la restauration des capitaux propres de la société est nécessaire ».*

À cet effet, le gouvernement a arrêté les

mesures suivantes : l'abandon de la dette fiscale de la CIDT et de la dette relative à l'ex-Caisse autonome d'amortissement, pour un montant total de 2,29 milliards de F.CFA ; le règlement, par l'État, de la dette sociale de la CIDT au 30 juin 2011, diminué des remboursements déjà effectués à ce jour, soit un encours de 1,58 milliard de F.CFA. *« Ces abandons de créances et la reprise par l'État de la dette sociale de la CIDT permettront à la société de rétablir sa situation nette, en conformité avec la réglementation en vigueur, et ainsi de se conformer aux conditions de financements de son programme de relance posées par les institutions financières ».*

MAURITANIE

L'Arabie saoudite finance des infrastructures d'enseignement

Le vice-ministre saoudien des Affaires étrangères, Abdel Aziz Ibn Abdallah Ibn Abdel Aziz, et le ministre mauritanien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, El Bekaye Ould Abdel Malick, ont lancé fin avril les travaux de diverses infrastructures universitaires à Nouakchott. Celles-ci comprennent notamment une faculté des Sciences juridiques et économiques devant accueillir 50 % des étudiants de l'université de Nouakchott, des logements pour les étudiantes dotées d'un dispensaire, de clubs, de services techniques et de loisirs, un restaurant universitaire, une mosquée et des bâtiments commerciaux. Le coût global de ce projet, financé en totalité par l'Arabie saoudite, s'établit à 30 millions \$.

Selon le ministre mauritanien, d'autres projets pédagogiques, financés par l'Arabie saoudite à hauteur de 10 millions \$, dont la construction de 35 écoles pilote, seront lancés très prochainement dans les grandes villes.

La SNIM loue ses infrastructures à GlencoreXstrata

La Société nationale industrielle et minière (SNIM), qui exploite des gisements de fer, va louer partiellement son chemin de fer et son port minéralier à la firme anglo-suisse GlencoreXstrata qui compte exploiter le gisement de fer d'Askaf, dans le nord du pays. Les partenaires ont conclu un accord commercial préliminaire d'un milliard \$. Dans un premier temps, la SNIM investira 200 millions \$ pour la construction d'une bretelle de chemin de fer de 15 km, reliant la ligne principale et le gisement d'Askaf, et l'acquisition de matériels ferroviaires.

SÉNÉGAL

Le sommet de la Francophonie coûtera 10 milliards de F.CFA



Le 15^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) se tiendra les 29 et 30 novembre 2014 à Dakar. Selon Abdoul Aziz Mbaye (photo), ministre de la Culture du Sénégal et président du conseil d'orientation de la rencontre, *« Le budget de ce sommet est un peu au-dessus de 10 milliards de F.CFA »* (15,3 millions d'euros). Le ministre précise que d'autres financements seront recherchés auprès de partenaires techniques et financiers, en dehors des 10 milliards de l'État sénégalais. Les travaux du centre de conférences de Diamniadio (30 km de Dakar) qui doit abriter le sommet doivent être achevés fin août *« et nous sommes en avance de trois semaines sur le calendrier. Du point de vue institutionnel également, nous sommes prêts »*, a indiqué Abdoul Aziz Mbaye.

Avant-projet de la 2^e université de Dakar

Le ministère de l'Enseignement supérieur et le cabinet italien Keios Development Consulting ont lancé la réalisation de l'avant-projet sommaire (APS) de la 2^e université de Dakar prévue à Diamniadio. *« Le choix a été fait de bâtir la 2^e université de Dakar dans le cadre d'un partenariat public-privé. Keios a été recruté pour réaliser l'APS, qui permettra à l'État de lancer un appel d'offres international pour recruter un privé qui va financer, construire, équiper et assurer la maintenance des installations de cette université pendant toute la durée du contrat »*, indique le ministère. L'APS sera suivi d'un appel d'offres pour sélectionner le partenaire privé, dès juin.

L'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar compte actuellement plus de 50 000 étudiants et est saturée. Le Sénégal compte quatre autres universités à Saint-Louis (Nord), Diourbel (Centre), Thiès (Ouest) et Ziguinchor (Sud), et envisage la création d'une université du Sine-Saloum (Centre) et d'une université du Sénégal oriental.

AFRIQUE CENTRALE

CAMEROUN

Un plan d'urgence pour accélérer la croissance

Le Premier ministre, chef du gouvernement, **Philémon Yang** (photo), a présidé fin avril un conseil de cabinet dont l'unique point à l'ordre du jour était l'examen du projet de « Plan d'urgence pour l'accélération de la croissance économique au Cameroun en 2014 ».



Ce plan, adossé au Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), a pour objectif d'atteindre, dès 2014, au moins 6 % de taux de croissance et d'augmenter l'offre d'emplois décents pour les jeunes. « Dans son message de fin d'année à la Nation, le 31 décembre 2013, le président de la République a relevé que les efforts entrepris dans la mise en œuvre du DSCE ne suffiront pas, à leur rythme actuel, pour que le Cameroun devienne un pays émergent à l'horizon 2035. À cet effet, il a décrit la faiblesse du taux d'investissement, du fait notamment de la faible exécution du Budget d'investissement public et d'un climat des affaires ne favorisant pas suffisamment l'investissement privé. Le chef de l'État a alors instruit l'exécution d'un véritable Plan d'urgence », rappelle Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire.

Selon les autorités camerounaises, le secteur privé devrait être le principal moteur de croissance, et les actions et mesures retenues tendent, entre autres, à améliorer le climat des affaires, moderniser l'appareil de production, renforcer l'accès et la disponibilité des facteurs de production, favoriser l'accès aux financements et accélérer l'industrialisation. Relativement aux investissements publics, il s'agit de relever le taux d'exécution du Budget d'investissement public (BIP) pour le porter à plus de 90 %, d'améliorer la maturation des projets inscrits au BIP et d'accélérer la mise en vigueur des accords de financement, pour une utilisation plus conséquente des ressources issues de la coopération bilatérale et multilatérale.

La mise en œuvre entière du Plan d'urgence représente un coût total en 2014 estimé à 343,023 milliards de F.CFA. « À ce Plan d'urgence, est adossé un Programme d'investissement prioritaire qui en est l'articulation de massification des investissements en infrastructures socio-économiques de base, visant à rencontrer les

attentes immédiates des populations bénéficiaires ; il a mobilisé 26 milliards de F.CFA », précise le ministre de l'Économie.

« De manière concrète, le financement du Plan d'urgence prévoit, en dehors des ressources déjà répertoriées dans les budgets 2014, l'identification de fonds complémentaires par les différentes administrations concernées à hauteur de 259,97 milliards de F.CFA. Cette identification se fera notamment à travers l'organisation, sans délai, d'une concertation entre le ministère des Finances, le ministère de l'Économie et les différentes administrations sectorielles concernées ».

Extension du chemin de fer camerounais sur N'Djamena

Brahim Tahir Abderamane, secrétaire général adjoint du ministère tchadien des Infrastructures et des transports, et Richard Ambassa Ntede, chef de la division des Affaires juridiques et des traités du ministère camerounais des Relations extérieures, ont présidé en avril à N'Djamena la 3^e session de négociations bilatérales entre les techniciens des deux pays relatives à l'examen du projet d'accord portant sur l'interconnexion ferroviaire entre le Tchad et le Cameroun.

Les participants ont convenu de la désignation par les deux parties d'un facilitateur pour accélérer la mise en œuvre du projet, en vue de l'achèvement des études avant la fin de l'année 2014 et la recherche de financement en 2015. Certains bailleurs de fonds, notamment la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), ont déjà exprimé leur intention d'accompagner les deux pays en finançant les études techniques et de faisabilité du projet. Le texte sera soumis à la signature des ministres des Transports du Cameroun et du Tchad au courant du 2^e trimestre de l'année en cours.

Les travaux seront assurés par la Camrail, filiale de Bolloré Africa Logistics, concessionnaire du chemin de fer au Cameroun. Le tracé retenu partirait du terminus du Transcamerounais à Ngaoundéré pour relier N'Djamena, la capitale tchadienne, située à 1 400 km, pour un investissement estimé à 1 400 milliards de F.CFA. Ce tracé exclut la deuxième possibilité, préférée par la partie tchadienne, qui consiste à prolonger le chemin de fer camerounais de Ngaoundéré à Moundou, la capitale économique du Tchad, soit 400 km seulement, pour un investissement de 1 160 milliards de F.CFA. Le gouvernement tchadien s'engagerait à construire lui-même le chemin de fer entre N'Djamena et Moundou.

Camrail a réceptionné depuis janvier dernier au Port autonome de Douala une quarantaine de voitures voyageurs fabriquées par la société chinoise Car Nanjing Pulszen. L'acquisition de ce matériel roulant de dernière génération représente un investissement de 18 millions d'euros (11,7 milliards de F.CFA). Il permettra d'augmenter significativement les capacités de transport de voyageurs de Camrail afin de fluidifier le trafic sur l'ensemble du réseau.

Validation du plan agricole



Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, **Lazare Essimi Menye** (photo), a présidé en avril à Yaoundé les travaux de validation du Plan national d'investissement agricole (PNIA), à mettre en œuvre sur la période 2014-2020. Ce plan repose sur quatre axes : le développement des filières de production (végétales, animales, halieutiques et forestières) ; la modernisation des infrastructures de production et l'élaboration des mécanismes d'accès aux financements ; la gestion et la valorisation durable des ressources naturelles ; le renforcement des capacités des acteurs et la promotion de la concertation.

Les investissements envisagés sont évalués à quelque 3 350 milliards de F.CFA dont plus de 1 500 milliards de F.CFA, soit près de 45 % de l'enveloppe globale, à mobiliser auprès des bailleurs de fonds. Le PNIA fait suite à la signature par le Cameroun, en juillet 2013, du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, mis en place dans le cadre du Nepad. À ce titre, le Cameroun s'engage à consacrer 10 % de son enveloppe budgétaire nationale au secteur agricole, contre 3 % actuellement.

Le PNIA devra encore être validé par le Nepad et la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale), avant son lancement effectif. Les exportations de produits de rente et forestiers (cacao, café, coton, banane, bois, etc.) rapportent environ 550 milliards de F.CFA par an au Cameroun, mais le pays doit importer une valeur équivalente et parfois supérieure, en riz, farine de blé, poisson, etc.

GABON

Quelques 250 milliards de F.CFA pour la politique sociale

Le président Ali Bongo Ondimba a clôturé fin avril au stade de l'Amitié de Libreville (photo) les premières « Assises sociales du Gabon ». Outre les quelque 700 participants venus de toutes les provinces du Gabon,

figuraient notamment deux personnalités de renommée internationale, l'économiste bangladais Muhammad Yunus, qui révolutionna le secteur bancaire par le microcrédit, et l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano.



À l'adresse de ceux qui sont à la recherche d'un emploi, et tout particulièrement les jeunes, le président de la République soulignait « qu'aucun métier, aucun secteur d'activité, aucune opportunité ne doivent être négligés ». Ainsi du secteur agricole, grand pourvoyeur d'emplois, dont le développement est « un impératif et une priorité nationale ».

À l'issue de la restitution des ateliers de travail des Assises sociales, le Président a annoncé l'engagement financier de l'État, avec une enveloppe globale de 250 milliards de F.CFA sur trois ans pour financer la politique sociale (filets de protection économique et transferts solidaires, développement des activités génératrices de revenus, mise en place d'un fonds pour le microcrédit et amélioration du service public de l'emploi).



La Fondation africaine pour l'innovation a annoncé le gagnant du PIA 2014. Renseignez-vous sur l'appel aux candidatures 2015 et contactez-nous pour les possibilités de partenariat

Avec plus de 1950 demandes reçues à ce jour de 48 pays, la Fondation africaine pour l'innovation (AIF) a remis une somme de USD 150.000 aux lauréats du Prix de l'Innovation pour l'Afrique (PIA) 2014. Renseignez-vous sur l'appel aux candidatures du PIA 2015 en visitant www.innovationprizeforafrica.org. Pour les possibilités de partenariat, envoyez un mail à Pauline Mujawamariya : P.mujawamariya@africaninnovation.org

L'avenir que nous innovons.



Abuja, Nigeria

www.innovationprizeforafrica.org

Amobé Mévégué

IL FAUT DONNER DU RÊVE AUX GENS

Si le jeune patron d'Ubiznews a des rêves plein la tête, son action est mûrement réfléchie. La télévision moderne passe par les contenus. Ceux qu'il propose montrent, sans rien dissimuler, l'Afrique qui ose et qui gagne.

Par Guillaume Weill-Raynal



On ne sort pas tout à fait indemne d'un entretien avec Amobé Mévégué. Vient-on de croiser une tornade ? Les phrases se succèdent les unes aux autres dans un débit saccadé. Les idées foisonnent, les analyses se bousculent. Le propos est parfois émaillé de sentences, de maximes, de proverbes. Mais l'émotion affleure aussi, et le très dynamique patron de la chaîne Ubiznews peine à retenir ses larmes lorsqu'il évoque ce qui l'anime, dans ce parcours professionnel commencé il y a près de 30 ans.

À 45 ans, il s'exprime toujours avec une fraîcheur d'adolescent. Le mot « rêves » revient d'ailleurs souvent dans son discours. Les siens, ceux d'une génération, et ceux du continent africain, auxquels il s'identifie totalement. « *Je suis un enfant arraché à la terre africaine, qui a grandi en France. Je suis un parfait métis culturel et je le revendique en écoutant Brel, Brassens, Fela, en lisant Cocteau...* »

Né au Cameroun, il arrive en France – à Lyon – en 1973, à l'âge de cinq ans. Il prend très tôt conscience de sa différence. Dans la cour de l'école, les copains lui font comprendre qu'il ne pourra pas, dans leurs jeux, jouer le rôle de Tarzan... « *Je ne me suis jamais senti intégré* ». Dans son bagage culturel, il ajoute aussi... la voix de l'animateur Pierre Tchernia ! « *Parce que le monde qui m'a socialisé, c'est la télé* ».

Arrivent les années 1980, et avec elles, la naissance des radios libres en France. À peine sorti du lycée, Amobé Mévégué apprend sur le tas, à l'antenne : « *J'ai fait toutes les radios, africaines, antillaises. J'ai eu une chance qu'aucun jeune ne peut avoir aujourd'hui* ». Tout

en poursuivant ses études : deux ans de communication, une licence d'études cinématographiques, puis une école de cinéma, au début des années 1990. Les premiers rêves prennent corps. « *Je conçois, je voyais les premières stars, beaucoup de gens que j'ai aimés* ».

Sa passion devient un métier, même s'il considère que ce qu'il fait n'est pas vraiment un métier. Suivent 20 années de travail pour l'audiovisuel public – Radio France Internationale, France 24, TV5 – où il anime plusieurs émissions. À nouveau une chance, juge-t-il, de « *grandir devant des millions de téléspectateurs* ».

Ce qui chez certains eût été une consécration n'est pour lui qu'une étape : l'Afrique le rattrape. Monte en lui « *une envie chevillée au corps* » de créer un média spécifiquement africain, lui qui, longtemps, s'était vu en « *assimilé total* », voué à « *la francitude* ». Il crée un support papier, *Afrobiz Magazine*. L'aventure dure un peu plus de quatre ans. Un tirage honorable – 20 000 exemplaires – mais le magazine perd de l'argent.

Un nouveau projet se fait jour : « *J'ai pris du temps, j'ai mûri ma pensée, et à un moment donné, après l'aventure presse, j'ai décidé de me lancer dans la télévision* ». Un rêve fou, mais possible, à l'ère de l'Internet.

Et solidement pensé : la technologie, d'abord. Car la Toile permet aujourd'hui de toucher des millions de gens sans nécessiter des investissements lourds. La télé se regarde partout, sur tous les supports, ordinateurs, téléphones, tablettes. « *Mes enfants ne regardent plus la télé dans le canapé, la télé linéaire,*

c'est fini ! » D'autant que les coûts d'équipements ont fondu.

Avec les membres de son équipe qu'il appelle « *mes frères de combats* », Amobé développe des activités annexes d'import-export pour financer son projet. Il démarre avec 2,5 millions d'euros. Le site Web est lancé au printemps 2011. La « *vraie* » télé, début 2013. Aujourd'hui, Ubiznews est diffusée en Afrique par le principal bouquet francophone. La chaîne vient aussi de débarquer en France, via l'ADSL. D'autres développements sont en cours...

Sur le fond Ubiznews se veut aussi résolument originale. « *La bataille des contenus* » est pour son fondateur un enjeu essentiel : « *Si aujourd'hui, il y a beaucoup de tuyaux, le pouvoir appartient à ceux qui font les contenus* ». Amobé Mévégué a longuement réfléchi. La lente méditation d'« *un professionnel qui sait comment on fabrique les contenus éditoriaux au quotidien* ». Jusqu'au nom de la chaîne : Ubiz a remplacé Afrobiz ; U comme Universel.

Nul renoncement à l'africanité du projet, au contraire ! « *Le tigre n'a pas besoin de clamer sa tigritude. On n'a pas besoin de clamer qu'on est Africain* ». Au départ, donc, un concept très général

« *Nous ne sommes pas là pour enjoliver les faits, mais pour montrer l'Afrique telle que nous l'imaginons : avec ses disparités. L'Afrique du Ghana qui triomphe, mais aussi l'Afrique des calamités que vous connaissez* ».

dont il revendique la paternité – « *même si c'est vaniteux* » – celui de l'« infomusement », mélange de news et de divertissement, au sens le plus large du terme. « *Des news, du show, du big* ». Non, pas seulement une télé strass et paillettes, mais une façon entièrement nouvelle de mêler les standards des chaînes d'info classiques aux émissions consacrées à la mode, au show-biz, à l'économie, aux sujets de société, à l'économie.

Ubiznews n'en revendique pas moins une identité pleinement africaine. Sa valeur ajoutée : un autre regard sur l'Afrique, un autre regard sur le monde. À l'heure de la mondialisation, nulle contradiction à cultiver aussi bien le particulier que l'universel. La moitié des programmes parle de l'Afrique, l'autre moitié s'intéresse au monde.

La société est aujourd'hui basée en région parisienne. Deux bureaux sont déjà ouverts, à Abidjan et à Brazzaville. À terme, Amobé Mévégué ambitionne de voir la chaîne implantée à 80 % en Afrique, et de faire du continent le principal pourvoyeur de contenus de ses programmes. D'autres projets de développement sont à l'étude : diffuser en anglais, conquérir l'Amérique, devenir un jour le plus important groupe de communication de l'Afrique subsaharienne...

C'est avec l'utopie qu'on construit les empires

Car Amobé Mévégué en est convaincu : « *Aujourd'hui, c'est en Afrique que ça se passe* ! » Il ne méconnaît pas les difficultés du continent, mais revendique pour les Africains le droit de parler de ses réussites, réciter ce qu'il appelle « *ses épopées* ». Le chemin à parcourir ne l'effraie pas. « *L'apogée des civilisations est cyclique : qui aurait pu croire que la Grèce antique allait devenir le dernier des pays européens ?* »

L'Afrique, il en est persuadé, est « *le continent de l'avenir* ». L'homme de médias porte en lui une vraie vision historique. Les larmes lui viennent à nouveau aux yeux lorsqu'il évoque la jeunesse africaine sacrifiée – « *des vies bousillées* » par des décennies de gabegies « *criminelles* ». Demain, tout peut changer.

Lui, l'enfant « *arraché à la terre africaine* », continue de revendiquer sa double culture. Sans fausse pudeur ni forfanterie, il revendique aussi son appartenance à



l'« *élite de la France* » et s'inquiète de voir certaines des élites de son pays présenter l'immigration comme une menace, alors que la Francophonie constitue, pour lui, une fantastique opportunité pour la France dans l'Afrique de demain. Ubiznews s'inscrit dans cette vision.

Pétri de rêves, il a envie de changer le monde : « *J'ai été sauvé par la télévision. Et c'est peut-être pour cela que je fais une télévision, aujourd'hui. C'est par la télévision que s'est construit mon premier imaginaire : c'était Michel Delpech, c'était Claude François... c'était la télévision française ! Je suis parti de là...* »

Il veut faire de sa chaîne un outil d'élévation. Une télé qui montre l'Afrique aux Africains, mais aussi, au

reste du monde. Il voudrait que ceux qu'on regardait autrefois comme « *les damnés de la terre* » soient demain « *ceux qui font rêver la planète* ». Il veut que sa télé soit belle, pour montrer une Afrique belle, elle aussi, même si elle ne l'est pas toujours. « *Nous ne sommes pas là pour enjoliver les faits, mais pour montrer l'Afrique telle que nous l'imaginons : avec ses disparités, avec l'Afrique du Ghana qui triomphe, mais aussi l'Afrique des calamités que vous connaissez* ». Une Afrique belle, mais avec du sens. Oui, dit-il, « *c'est parfois le continent de la gabegie, de la mort, de la corruption, des crimes, des dictateurs, mais elle n'est pas que ça ! Il faut quand même donner du rêve aux gens. Parce que c'est avec l'utopie qu'on bâtit des empires* ». ■

Note de lecture

MALI, Ô MALI

Après plusieurs livres sur l'Afrique, notamment sur la culture du coton, **Erik Orsenna** publie *Mali, Ô Mali*, relatant la campagne de Marguerite Bâ pour sauver le pays. Née Dyumasi, elle incarne l'Afrique éternelle.

Par Dev Zerah

Marguerite habite Villiers-le-Bel. Des amis et compagnons de mouvements associatifs lui offrent, ainsi qu'à un de ses petits-fils, un billet pour Bamako, littéralement « *le marigot des caïmans* ». Pourquoi un tel geste ? Parce qu'elle s'est déjà distinguée dans de nombreux combats pour les immigrés, et qu'elle est «... *de la race des Grandes Royales*... »

L'aventure commence dans le vol, « *la bétailière* » précise-t-elle, entre Paris et Bamako, par une critique en bonne et due forme du prix du billet à 872 euros, pour cause de concurrence insuffisante. Ensuite, elle rebaptise son petit-fils Michel en Ismaël. Après un court passage dans le football, celui-ci se perd dans le trafic de drogue, à cause de Tiecourou, son âme damnée. Chacun a la sienne. Il sort de la drogue pour devenir musicien, jouant du balafon. Madame Bâ l'appelle : elle va en faire son secrétaire, son griot, « *un chasseur d'échos et de correspondances* ». Il va raconter et consigner son épopée.

Arrivés à l'aéroport, ils sont accueillis par une centaine de personnes qui guettent les bagages. Ils seront déçus par leur taille insignifiante, signe qu'ils sont venus sans cadeau... mais également par le chauffeur d'un ministre, car au Mali, il est difficile de ne pas avoir un parent ministre, en cas particulier un neveu ! « *Où s'arrête une famille en Afrique ?* »

M^{me} Bâ plante immédiatement le décor : « *Qu'avez-vous fait du Mali ?... Et, de mon pays, il ne reste que la moitié. Malheureux, qu'avez-vous fait de notre*

Nord ? ». On prend vite conscience de sa forte personnalité, à la dent dure, à la réplique facile, animée par l'amour de son pays natal.

Obsédée par la démographie, par cette jeunesse en quête de travail, elle milite farouchement en faveur de la contraception, et de la limitation à trois du nombre d'enfants d'un couple, au lieu des 6,7 en moyenne aujourd'hui. L'ancienne institutrice voue un véritable culte à l'éducation. Son programme pour le Mali tient en quatre points : « *Un : l'école pour toutes les petites filles (les garçons, c'est moins grave)... Deux : distribuons aux épouses des contraceptifs discrets... Trois : le flux de naissances s'apaisant, le pays pourra offrir des emplois, et donc des salaires, à tous les enfants. Quatre : pauvres trafiquants ! Plaignons les jihadistes ! Ils n'auront plus aucun désespoir à prendre dans leurs filets* ».

M^{me} Bâ et son petit-fils se retrouvent à la concession familiale où le chef Ibrahim héberge plus de 50 personnes venues du Nord, qu'il oblige, pour pouvoir les nourrir, à mendier tous les jours le riz, l'huile, le sucre. Elle va écouter ces réfugiés, connaître l'histoire de chacun d'entre eux, pour retenir : « *La charia, c'est dur, mais on connaît les règles. Les interdictions, les tarifs, les coups de bâton. Avant, avec les bandits sans religion, il n'y avait pas de règles, on avait plus souffert* ». D'aucuns considèrent que le développement de l'économie de marché dans des économies aussi fragiles que celle du Mali a eu des effets destructurants. L'ouvrage se livre également à la critique de l'intervention franco-britannique en



Libye, et à ses effets collatéraux sur toute la bande sahélo-soudanaise. N'échappe pas à la critique la propagation des démocraties, consécutive au discours prononcé par le président François Mitterrand à la Baule, discours écrit par... Erik Orsenna !

Il eût été utile d'avoir des considérations plus précises sur les relations entre le monde arabe et les pays sahéliens, la vente aux Arabes de 8 millions de Noirs comme esclaves, l'arrivée de l'islam dans ces pays, sa propagation récente... Tout a commencé « *lorsque Mahomet convertit son esclave Asé Bilali. Il en fera le premier muezzin. Et c'est lui l'ancêtre de la lignée des Keita, donc de l'Empereur Sunjata* ».

Pour former son petit-fils à son rôle de griot, elle l'envoie en pèlerinage au village de Kéla, situé dans la région où « *Ismaël Sunjata Keita créa le premier empire du Mali... dicta le pacte sacré qui allait ordonner la société et donner à chaque clan sa tâche : les guerriers, les cordonniers, les marabouts, les griots...* ». Sans doute, le lecteur reste un peu sur sa faim quant à l'histoire du Mali, des Touaregs, de leurs révoltes de 1916, 1964 et 1990, de la sécheresse de 1973, celle de 1985...

La confiance dans le continent repose sur plusieurs raisons : « Un : le soleil; deux : l'espace; trois : l'eau; quatre et cinq : le sol et le sous-sol; six, sept et huit : la vaillance de la population et son courage, son humanité, et je suis sûre que j'en oublie. L'Afrique a tout ».

Le premier mari de M^{me} Bâ était cheminot. Aussi, au fur et à mesure de ses pérégrinations, elle retrouve les gares, les souvenirs. L'escale à Kati, où se trouve le vrai pouvoir, puisqu'y logent les militaires mutins, donne lieu à une intéressante description du système militaire malien. On peine parfois à suivre M^{me} Bâ dans sa quête, dans son rêve de Jeanne d'Arc malienne... jusqu'au moment où son neveu ministériel lui confie la tâche de participer à une mission des Nations unies chargée d'inspecter les camps de réfugiés. Nous voici plongés dans cet univers de la solidarité internationale.

Un des moments les plus troublants est sa visite au Président intérimaire, dans le palais présidentiel, et l'inspection qui lui permet de déclarer à la presse que «... la drogue ne transite plus par Kou-

loba ». On comprend alors que le Sahel est devenu le carrefour de tous les trafics, de la corruption, du déperissement des États. Puis, nouvel intermède. Invitée à Dakar par son neveu préféré, directeur d'Orange Sénégal, elle se rend à une manifestation pour fêter « le nouveau visage de l'Afrique ». Sa confiance dans le continent repose sur de nombreuses raisons : « Un : le soleil; deux : l'espace; trois : l'eau; quatre et cinq : le sol et le sous-sol; six, sept et huit : la vaillance de la population et son courage, son humanité, et je suis sûre que j'en oublie. L'Afrique a tout ».

À Dakar, elle rend visite au président déchu Amadou Toumani Touré, le plus souvent appelé ATT. Ensuite, elle est sollicitée par des agents du renseignement français qui, malgré les drones, Rafale et tous les moyens modernes d'écoute,

ont besoin des oreilles de M^{me} Bâ, de ses rêves, de ses intuitions. Et c'est la remontée du fleuve Niger, vers le Nord et Tombouctou. Mais restons-en là. Je vous invite à poursuivre le voyage, à découvrir la diversité sahélienne, les Peuls, les Touaregs, les Arabes, les Songhaïs, les Maures... leurs langues... leurs coutumes... à suivre le narrateur en lisant ce livre écrit dans un français d'immortel... même si au fur et à mesure des pages, Erik Orsenna égrène le récit d'expressions idiomatiques africaines, comme « essencerie », « contagionne », « elles font chauffer la carte bleue »..., de références à Amadou Hampâté Bâ ou d'autres figures emblématiques de l'Afrique. ■



Mali, ô Mali
Erik Orsenna
Éditions Stock
21,50 euros

Note de lecture

MEURTRE À TOMBOUCTOU

Moussa Konaté a livré, peu avant sa disparition, la dernière enquête du commissaire Habib. L'occasion d'y dépeindre, souvent avec humour, un Mali multiple en quête de réconciliation.

Par David Baché

Le Mali d'hier ne s'estime pas vaincu par le Mali des temps modernes. Y mener une enquête policière n'est pas toujours évident, car d'une région à une autre les coutumes varient. Les explications données par le commissaire Habib à ses deux collaborateurs sont également adressées au lecteur : *Meurtre à Tombouctou*, dernier roman écrit par Moussa Konaté peu

avant sa mort, en 2013, est un roman policier qui relève de l'enquête anthropologique autant que de l'enquête criminelle. Pour connaître l'assassin d'Ibrahim, jeune Touareg retrouvé mort au pied d'un figuier aux portes de la ville aux 333 saints, les policiers doivent interroger une société entière, questionner... et ne surtout pas brusquer.

Romancier, dramaturge, essayiste

et éditeur né en 1951 à Kita, dans le Sud-Ouest du Mali, Moussa Konaté avait codirigé, au début des années 2000, le festival Étonnants voyageurs de Bamako, qui révéla de nombreux auteurs africains. Installé en France, à Limoges, il est surtout célèbre pour sa série de romans policiers mettant en scène le commissaire Habib : *L'assassin du Branconi*, *L'honneur des Keita*, *L'em-*



preinte du renard ou encore *La malédiction du Lamantin*.

Son dernier ouvrage, *Meurtre à Tombouctou*, se déroule avant la rébellion touareg lancée en janvier 2012, avant le coup d'État militaire du capitaine Sanogo, avant l'occupation du Nord-Mali par des groupes islamistes armés, avant la guerre de reconquête qui s'en est suivie, et avant les questions de tensions intercommunautaires et de réconciliation nationale qui font l'actualité malienne. L'auteur éclaire ces événements par la justesse de ses analyses et par les descriptions à la fois critiques et amoureuses du fonctionnement de la société malienne, dans sa riche diversité et dans ses subtiles contradictions.

« C'est une histoire de famille qui ne regarde que nous, lance Youssef, vieux Touareg de Tombouctou, au commissaire Habib Keïta, tout juste débarqué de Bamako. Si je vous en dis un mot, l'âme de mon père ne me le pardonnera pas ». Le policier aux méthodes

modernes, occidentales peut-on même dire, se heurte au mutisme, au sens de la famille et de l'honneur du clan Touareg de la victime. Leurs mots masquent leur pensée aussi sûrement que leur chèche voile leur visage : ni les yeux ni les lèvres ne mentent, mais que discerner et comment comprendre ?

Le roman de Moussa Konaté ne pointe aucune ethnie ni aucun groupe social, il met en lumière les identités multiples du Mali au travers de situations graves ou cocasses. Ainsi, Habib est « obligé » de rencontrer les imams de la ville qui lui demandent des comptes sur les avancées de l'enquête, car « à Tombouctou, on ne comprendrait pas » qu'il refuse de le faire. « De quel droit ? », s'irrite le commissaire pourtant expérimenté qui parvient à garder son sang-froid, même lorsque le gouverneur de la ville en personne, au teint « noir foncé », précise l'auteur, lui demande d'abandonner l'affaire au profit d'un marabout-devin !

« On a parfois l'impression de recevoir des directives de deux gouvernements », commente le vieux flic Touré, en poste à Tombouctou. Entre l'État et la société traditionnelle, entre les méthodes occidentales et le fonctionnement local, entre le respect dû aux aînés et les prises de conscience de la jeunesse malienne, l'étau est multiple et l'enquête entravée à tous les niveaux.

Meurtre à Tombouctou n'est pas un roman noir : l'atmosphère générale est toujours joyeuse, parfois même enfantine, et les plaisanteries qu'échangent les différents protagonistes ont ici la même fonction que dans le cousinage traditionnel : les bons mots détendent et permettent d'éviter les tensions.

Ainsi, Moussa Konaté dépeint et traduit les fonctionnements communautaires au travers des réactions de chacun, enquêteurs ou suspects, avec une habileté et une gaieté qui, sans jouer le consensus naïf, donne bon espoir au moment où le Mali se débat dans son impératif de réconciliation nationale. Comme si, avant de mourir, l'auteur malien avait livré dans ce roman ses dernières volontés. ■



Meurtre à Tombouctou,
Moussa Konaté
Éditions Métailié,
16 euros

Seul Ecobank vous donne L'Avantage du Réseau

CORPORATE AND INVESTMENT BANKING

Traduire notre connaissance du terrain en opportunités commerciales. Réaliser des transactions rapides et sécurisées dans 35 pays. Transformer les économies africaines grâce à des contrats majeurs. C'est ce que nous appelons L'AVANTAGE DU RÉSEAU.

Si vous recherchez une banque d'entreprise et d'investissement capable de vous proposer l'avantage du réseau, adressez-vous à Ecobank.

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine



1964 2014
50 ANS AU SERVICE DE L'AFRIQUE

Groupe de la Banque africaine de développement



RWANDA **Kigali** 2014
Assemblées annuelles

19-23 MAI

www.afdb.org/am

« L'Afrique que nous voulons »

2013 a célébré le cinquantenaire de l'ancêtre
de l'Union africaine, l'Organisation de l'unité africaine.

2013 a également vu naître l' « Agenda 2063 » –
une vision de l'Afrique dans 50 ans.

En 2014, au moment où elle célèbre son 50^e anni-
versaire, la Banque africaine de développement, lors
de ses assemblées annuelles à Kigali, posera à ses
pays membres une question d'importance :

Comment réaliser la vision de l'Agenda 2063 :
« une Afrique intégrée, centrée sur l'humain, prospère,
et en paix avec elle-même » ?

D'abord, par la gestion des facteurs de changement –
la structure changeante des marchés mondiaux
et des flux financiers, les nouvelles technologies,
le changement climatique, l'urbanisation, les
migrations.

Deuxièmement, en mettant l'accent sur le leadership,
l'intégration régionale, l'emploi, et les pays touchés
par les conflits.

L'objectif est ambitieux : une croissance soutenue
et partagée par tous.

Participez au débat à Kigali du 19 au 23 mai 2014,
vous avez votre mot à dire sur la façon d'y parvenir :

[facebook.com/AfDBGroup](https://www.facebook.com/AfDBGroup)

@AfDB_Group – #afdbam2014



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

www.afdb.org • www.afdb.tv